

ACCIDENTS DU TRAVAIL

et

Responsabilité de Droit Commun

L'EXCLUSION DE LA RESPONSABILITÉ DE DROIT COMMUN
DANS LES RAPPORTS DU CHEF D'ENTREPRISE ET DE LA VICTIME
D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL
OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 29 mai 1937, à 14 heures

PAR

FRANÇOIS BOIRA

Président	MM.	ROUAST, professeur.
Assesseurs	{	Maurice PICARD, professeur.
	{	ESMEIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie P. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée
20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^e)

1937

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

et

Responsabilité de Droit Commun

L'EXCLUSION DE LA RESPONSABILITÉ DE DROIT COMMUN
DANS LES RAPPORTS DU CHEF D'ENTREPRISE ET DE LA VICTIME
D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 29 mai 1937, à 14 heures

PAR

FRANÇOIS BOIRA

Président	MM. ROUAST, professeur.
Assesseurs	Maurice PICARD, professeur.
	ESMEIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée
20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^e)

1937

TABEAU DES ABREVIATIONS

- Circ. minis. : Circulaire ministérielle.
C. civ. : Code civil.
C. com. : Code de commerce.
C. trav. : Code du travail.
Ch. réun. : Arrêt des Chambres réunies de la Cour de cassation.
Civ. : Arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation.
D. H. : Dalloz hebdomadaire.
D. P. : *Dalloz périodique*.
Gaz. Pal. : *Recueil de la Gazette du Palais*.
Gaz. Trib. : *Gazette des tribunaux*.
J. off. : *Journal officiel*.
Rec. spéc. acc. trav. : *Recueil spécial des accidents du travail*.
Req. : Arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation.
Rev. gén. ass. terr. : *Revue générale des assurances terrestres*.
Rev. Cantiniaux : *Revue Générale des assurances sociales et des accidents du travail*.
Rev. crit. légis. juris. : *Revue critique de législation et de jurisprudence*.
Rev. trim. dr. civ. : *Revue trimestrielle de droit civil*.
S. : *Recueil Sirey*.
Trib. civ. : Tribunal civil.
Trib. corr. : Tribunal correctionnel.

ADDENDUM

CHAPITRE I^{er} — SECTION II

L'article 4 de la loi du 28 mars 1882 et l'article 2 du livre II du Code du travail ont été modifiés par la loi du 9 août 1936 (*J. O.*, 13 août). Cette loi a porté de 13 ans à 14 ans l'âge des enfants tenus à l'obligation de la fréquentation scolaire et celui de leur admission dans les établissements commerciaux ou industriels.



INTRODUCTION

La loi du 9 avril 1898 a posé un principe nouveau de responsabilité dans les rapports du chef d'entreprise et de ses ouvriers et employés victimes d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail : elle met à la charge du patron une responsabilité sans faute, assortie d'une réparation forfaitaire et exclusive des règles du droit commun. Le fondement de cette responsabilité nouvelle et les caractères particuliers de la loi qui l'édicte ont été maintenus par tous les textes législatifs qui, depuis près de quarante ans, ont modifié ou complété l'œuvre du législateur de 1898. L'économie de toutes ces lois subséquentes (1) se résume d'ailleurs à peu près uniquement en une extension progressive, sur deux plans différents, du domaine d'application de la responsabilité spéciale du chef d'entreprise : d'une part, assujettissement à la loi du 9 avril 1898 de catégories de salariés de plus en plus nombreuses ; d'autre part, extension aux maladies d'origine professionnelle de la législation sur les responsabilités des accidents du travail.

Toutes ces lois présentent le même caractère protecteur à l'égard des travailleurs. Elles se rattachent ainsi à la législation ouvrière qui s'est développée chez nous depuis environ un demi-siècle et qui tend à assurer le travail de l'ouvrier dans des conditions plus humaines.

Jusqu'à la fin du siècle dernier, la réparation des

(1) Voir notamment : loi du 30 juin 1899 ; loi du 12 avril 1906 ; loi du 18 juillet 1907 ; loi du 13 déc. 1912 ; loi du 15 juill. 1914 ; loi du 25 sept. 1919 ; loi du 25 oct. 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ; loi du 15 déc. 1922 ; loi du 2 août 1923.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

INTÉRÊTS DU SUJET

SECTION PREMIERE

LE PRINCIPE DE L'EXCLUSION DE LA RESPONSABILITÉ DE DROIT COMMUN ET LES CARACTÈRES ESSENTIELS DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

Il y a dans la loi du 9 avril 1898 quelques dispositions intéressantes qui mériteraient de retenir l'attention : telles sont la facilité de la preuve, la simplification de la procédure, les garanties données à la victime pour le paiement des indemnités qui lui sont dues.

Nous ne retiendrons ici que les idées dominantes de la législation des accidents du travail, les caractères essentiels qui l'opposent à la responsabilité de droit commun.

Les auteurs sont d'accord pour déclarer que la loi du 9 avril 1898 consacre une responsabilité sans faute et forfaitaire. Encore faut-il préciser que ces caractères n'ont rien d'absolu : d'une part, les articles 7 et 20 de la loi font réapparaître la notion de faute dans le droit des accidents du travail ; d'autre part, des auteurs de grande autorité, tel M. H. CAPITANT, ne croient devoir considérer le principe de la réparation forfaitaire que comme une simple mesure d'opportunité.

Parmi les traits caractéristiques de la loi de 1898 il en est un autre qui, sans doute, n'a pas été mis suffisamment en relief : c'est le caractère autonome et exclusif de la responsabilité patronale.

On dira peut-être que pour exprimer cette idée il suffit de rappeler le caractère d'ordre public des dispositions de la loi. Ce n'est pas tout à fait exact et ce n'est là qu'une considération trop superficielle. A y regarder de

plus près, on découvre une certaine solidarité, des liens de dépendance mutuelle, entre les principaux caractères de la responsabilité spéciale du patron, qui est à la fois une responsabilité sans faute, forfaitaire et autonome, exclusive des règles du droit commun.

§ 1. — CARACTÈRE OBJECTIF DE LA RESPONSABILITÉ

Il résulte de la loi du 9 avril 1898 que la responsabilité du patron est désormais objective (1) : elle existe indépendamment de toute faute ou présomption de faute du chef d'entreprise ; elle ne disparaît pas par la faute prouvée de l'ouvrier ; elle subsiste lorsque l'accident est dû à un cas fortuit ; elle existe enfin lorsque l'accident dont est victime l'ouvrier est imputable à la faute d'un tiers, sauf, dans ce cas, le recours éventuel du patron contre ce tiers. Elle ne tombe que devant l'accident provoqué intentionnellement par la victime. Cette responsabilité ne suppose plus que deux éléments : l'existence d'un dommage et un rapport de cause à effet entre ce dommage et le travail.

Elle diffère ainsi tout à la fois de la responsabilité contractuelle, de la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle, et de la responsabilité du fait des choses inanimées : de la première, car, à l'inverse du patron responsable, le contractant défaillant peut toujours s'exonérer en prouvant que l'inexécution du contrat est due à une cause étrangère qui ne saurait lui être imputée ; de la responsabilité des articles 1382 et suivants du Code civil, en ce que ces textes lui donnent comme fonde-

(1) V. Léon Michel : « La responsabilité civile des patrons envers les ouvriers en cas d'accidents et la loi du 9 avril 1898 », Cours professé à la Faculté de Droit de Paris, année 1900-1901, p. 20-27. Extrait de la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, Paris, 1902.

ment, et supposent comme condition absolue d'application, une faute prouvée ou présumée de l'auteur du dommage ; de la responsabilité du fait des choses inanimées, enfin, si étendue qu'elle soit aujourd'hui. Si, en effet, depuis l'arrêt de la Cour de cassation du 16 juin 1896 (2), la jurisprudence a élargi le domaine d'application de l'article 1384, alinéa 1^{er}, d'une façon si considérable qu'elle est arrivée, dans certaines espèces, aux confins de la théorie du risque, elle n'en a pas cependant franchi les frontières. La présomption de responsabilité qui pèse sur le gardien de la chose tombe par la preuve que le dommage a été causé, non par la chose, mais par un cas fortuit ou de force majeure ; elle disparaît également par la preuve que le dommage est imputable à la victime seule ou au fait d'un tiers. Tout au contraire, dans les rapports du chef d'entreprise et de la victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, il ne s'agit plus seulement de présomption de responsabilité : il y a responsabilité effective, immédiate, définitive de l'employeur, lequel doit réparation du dommage résultant de l'accident ou de la maladie.

§ 2. — CARACTÈRE FORFAITAIRE DE LA RESPONSABILITÉ.

La responsabilité du patron, telle qu'elle est déterminée par la loi, est donc aussi large qu'on la puisse imaginer, puisqu'elle n'est limitée que par la faute intentionnelle de la victime (3). Mais si elle couvre tous les risques elle ne les répare pas intégralement : c'est une

(2) Civ., 16 juin 1896, *D. P.*, 1897-1-433, note Saleilles ; *S.*, 1897-1-17, note A. Esmein.

(3) La jurisprudence, par une interprétation de la loi qui nous paraît critiquable, refuse d'appliquer la responsabilité spéciale de la loi de 1898 aux accidents dus aux forces de la nature (v. *infra*, ch. IV).

responsabilité forfaitaire : forfaitaire en ce sens que le taux en est fixé d'avance d'après un tarif et proportionnellement au montant du salaire ; l'appréciation arbitraire des tribunaux se trouve ainsi supprimée ; forfaitaire aussi en ce que cette réparation n'est jamais que partielle (moitié du salaire quotidien pour les accidents suivis d'une incapacité temporaire, deux-tiers du salaire annuel en cas d'accident ayant entraîné une incapacité permanente et totale, moitié de la réduction de ce salaire si l'incapacité permanente n'est que partielle ; et, en cas de mort de la victime, pourcentage du salaire annuel variable suivant que les bénéficiaires sont la veuve, les enfants du défunt, ou, à leur défaut, des ascendants ou autres descendants qui étaient à la charge de la victime.)

Dans la très intéressante préface du *Traité des Accidents du Travail* de MM. ROUAST et GIVORD, M. H. CAPITANT écrit : « Je crois, pour ma part, que le forfait n'est pas, comme on le dit, un caractère essentiel et fondamental de la responsabilité des accidents du travail. C'est une mesure d'opportunité, non de justice. Si on n'impose pas à l'employeur l'obligation de réparer intégralement le dommage, c'est simplement qu'on craint de lui imposer une charge écrasante ». Cette crainte de voir l'industriel plier sous des charges trop lourdes fut effectivement évoquée à différentes reprises au cours des longs travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1898 (4). Aussi admettons-nous sans difficulté l'influence qu'elle a pu avoir sur les décisions du législateur. Sans doute aussi peut-on penser que certaines dispositions de

(4) V. notamment déclaration du rapporteur de la loi à la Chambre. *Sirey*, Lois annotées, 1899, p. 776, note 20. « Il est impossible qu'en présence des charges si lourdes que la loi fait supporter aux industriels, on les laisse encore et dans tous les cas exposés aux dommages-intérêts auxquels ils pourraient être condamnés en vertu de l'article 1382. »

la loi se sont ressenties, au moment des votes définitifs, du rejet par le Sénat du principe de l'assurance obligatoire pour les employeurs. L'adoption de ce principe, voté à la presque unanimité par la Chambre des Députés (5) eût en effet anéanti toute crainte de voir succomber certaines entreprises qui, non assurées, pouvaient paraître incapables de supporter le poids de la réparation intégrale de tous les accidents mis désormais à leur charge.

Malgré ces considérations, deux ordres d'idées nous inclinent cependant à penser que le forfait est bien, conformément à l'opinion la plus courante (6), un caractère essentiel et fondamental de la législation des accidents du travail.

Ce n'est pas que nous approuvions les conséquences, si nettement contraires à l'équité, qu'entraîne l'application des taux d'indemnités actuellement en vigueur. Si nous ne craignons de sortir de notre sujet, nous montrerions que les grands sacrifiés de la législation des accidents du travail sont précisément les grands blessés.

Des deux séries d'idées qui nous empêchent de considérer le principe de la réparation forfaitaire comme une simple « mesure d'opportunité » l'une se réfère aux origines de la loi du 9 avril 1898, l'autre à l'évolution de la législation des accidents du travail depuis la promulgation du texte primitif.

Et tout d'abord il résulte des travaux préparatoires que ce n'est pas l'appréciation des possibilités économiques des entreprises visées qui a servi de mesure au

(5) La Chambre des Députés s'était prononcée à la presque unanimité (493 voix contre 4) pour l'assurance obligatoire de l'employeur au moyen de grandes associations mutuelles régionales.

(6) Rouast et Givord, « Traité des Accidents du Travail », N° 14 » ; Sachet, « Traité des Accidents du Travail », 8^e éd., 1934, n° 14 et 15,

législateur de 1898 pour fixer le taux des différentes indemnités. La transaction qui a eu pour résultat l'adoption du principe de la réparation forfaitaire a eu d'autres causes.

Nous n'insistons pas ici sur la facilité que constitue pour l'établissement du contrat d'assurance, à la généralisation duquel le Parlement était favorable (7), la fixation forfaitaire de l'indemnité. M. SACHET, s'attachant à cette idée, considère que « le forfait n'est lui-même qu'une assurance de l'ouvrier par le patron, assurance qui, au lieu d'être conventionnelle, est légale » (8).

Nous envisagerons surtout ici le caractère partiel de la réparation. Il est remarquable que les rapporteurs des diverses commissions de la Chambre des Députés et du Sénat aient mis, jusqu'à la veille du vote de la loi, un soin particulier à justifier cette dérogation au droit commun (9). Ils établissent une relation étroite entre l'accroissement de la charge pécuniaire occasionné à l'industrie par l'augmentation du nombre d'accidents dont la responsabilité incombe désormais au patron et la réduction corrélative déterminée par la consécration d'une réparation partielle du dommage.

C'est donc l'extension même de la responsabilité patronale hors des limites du droit commun qui a, pour la plus grande part, commandé et mesuré la diminution de la réparation (10).

(7) La Chambre des Députés était si favorable à la généralisation de l'Assurance qu'elle avait même adopté le principe de l'assurance obligatoire: le Sénat refusa de voter cette disposition.

(8) Sachet, *op. cit.*, 8^e édit., 1934, n° 15.

(9) V. discours de M. Maruejols, rapporteur de la Commission de la Chambre des Députés (28 oct. 1897, *Journ. Off.*, 1897; *Déb. Parl. Ch.*, p. 2219).

(10) V. Rouast et Givord, « *Traité des Accidents du Travail* », n° 14: « Le législateur a donc décidé, comme contre-partie de l'étendue de la responsabilité du patron, que celle-ci ne serait jamais que partielle... Le taux de responsabilité a été calculé en tenant compte de la

L'extension quantitative de la responsabilité est à l'origine de la restriction qualitative de la réparation.

Indépendamment de toute influence d'ordre économique sur le régime de la réparation forfaitaire adopté en 1898, il semble donc que la principale cause et la mesure même du forfait soient dans l'accroissement de la responsabilité patronale.

A cet argument positif, tiré des travaux préparatoires de la loi, nous pouvons joindre des considérations d'un autre ordre : Si le caractère forfaitaire de la réparation n'avait été dans la loi du 9 avril 1898 qu'une « mesure d'opportunité », d'ordre économique, celle-ci n'aurait-elle pas été rapportée depuis longtemps ? Depuis longtemps déjà, si réellement la responsabilité forfaitaire avait été, comme on veut le dire, assortie de la clause « rebus sic stantibus », n'aurions-nous pas vu le principe de droit commun de la réparation intégrale se substituer à celui de la réparation forfaitaire, à la faveur de conditions économiques plus favorables ?

En effet, depuis la promulgation de la loi, que de modifications n'a-t-on pas apportées aux dispositions initiales ? Les propositions et projets de réforme se sont succédé à l'envi (11). Or jamais, à notre connaissance, (même dans le très intéressant projet voté par la Chambre des Députés en décembre 1927) (12) n'a été remis en

quantité d'accidents du travail qui proviennent soit d'une faute certaine du patron, soit d'un cas fortuit, soit d'une cause inconnue, par opposition à ceux qui sont imputables à la victime elle-même ».

(11) V. Pic (Paul), « La législation française des accidents du travail. — Projets de réforme. Mélanges, Carl Wieland », Paris, 1934, p. 291-299. V. également : « Fédération Nationale des Mutilés et Invalides du Travail : Projet de refonte de la loi du 9 avril 1898 » ; Laugier Lucien, « Contribution aux projets de refonte de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail », thèse, Toulouse, 1935 ; Adrian (B.), « Les projets de réforme de la législation des accidents du travail », thèse, Lyon, 1932.

(12) Ch. des Députés, séance des 19 mai, 20 et 22 déc. 1927, *Journ. Off.*, pp. 1504, 3920 et suiv.

question le principe de la réparation intégrale des accidents du travail.

On n'a même pas essayé de faire revivre une disposition adoptée par la Chambre des Députés en 1884, imposant au patron la responsabilité du risque professionnel, sans préjudice de la responsabilité de droit commun qui continuait à subsister, sauf naturellement l'interdiction du cumul des deux indemnités (13).

Est-ce donc que depuis quarante ans l'économie de notre pays n'a jamais été en état de supporter sans inconvénient grave le supplément de charges qu'occasionnerait la réparation intégrale des accidents du travail ?

Nous ne le pensons pas, car elle a supporté des charges autrement lourdes sans être anéantie pour autant (14).

Il nous paraît bien difficile, dans ces conditions, d'essayer de justifier le principe de la réparation forfaitaire par la crainte de voir plier les entreprises sous une charge trop lourde.

Il semble bien plus conforme à l'esprit du législateur de 1898 d'admettre, avec M. A. ROUAST, que la responsabilité partielle est « la contre-partie de l'étendue de la responsabilité du patron ».

(13) Ch. des Dép., séance du 24 oct. 1884, *Journ. Off.* du 25; *Déb. parl.*, p. 2103.

(14) Loi du 23 avr. 1919, instituant la semaine de 48 heures, sans réduction des salaires; loi du 5 avr. 1928, sur les assurances sociales; loi du 11 mars 1932 sur le paiement obligatoire des allocations familiales; loi du 20 juin 1936, instituant les congés payés; loi du 21 juin 1936 établissant la semaine de 40 heures sans réduction des salaires.

§ 3. — CARACTÈRE AUTONOME DE LA RESPONSABILITÉ.

PRINCIPE DE L'EXCLUSION DE LA RESPONSABILITÉ

DE DROIT COMMUN

Les deux caractères particuliers de la législation des accidents du travail et des maladies professionnelles que nous venons de rappeler suffisent à démontrer que nous sommes en présence d'une législation d'exception. Or nous ne faisons que rappeler un axiome bien connu, en disant que l'exception est de droit étroit : il faut un texte précis pour déroger aux règles générales. Aussi, dès l'article 2, le législateur de 1898 entend-il fixer les rapports de la législation des accidents du travail avec le droit commun : « Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi ». L'exclusion du droit commun ne saurait être affirmée de façon plus nette.

Il ne faut donc pas s'étonner que la Cour de Cassation ait appliqué, avec une rigueur que certains ont cru devoir critiquer, une disposition législative aussi formelle (15).

Le législateur n'a pas voulu laisser à la victime une option entre deux voies et lui permettre d'invoquer contre son employeur, suivant les cas et au mieux de ses intérêts, soit la responsabilité de droit commun, soit la responsabilité spéciale de la loi de 1898.

Ce principe de l'exclusion du droit commun est intimement lié au caractère forfaitaire de la réparation. Celle-ci n'est que partielle pour compenser l'extension donnée au domaine de la responsabilité patronale. Que

(15) V. *infra*, chapitre III.

serait-il resté de toute cette construction si la victime d'un accident ou d'une maladie avait pu, à sa convenance et suivant les conjonctures les plus favorables, invoquer tantôt une législation, tantôt l'autre ? Bien peu de chose assurément.

Voilà pourquoi « le législateur a exclu complètement le droit commun, de telle sorte que les patrons à qui la loi est imposée et qui en subissent les charges en aient aussi les avantages » (16).

La responsabilité patronale a donc ses règles propres, et elle ne saurait être complétée pour partie ni suppléée en totalité dans le domaine qui lui est attribué : elle est, en un mot, autonome. Ce n'est donc pas vouloir donner une importance exagérée au principe de l'exclusion du droit commun que de le considérer, au même titre que le forfait et que le principe de responsabilité sans faute, comme un caractère essentiel de la loi de 1898.

L'article 2, alinéa premier, qui consacre le caractère exclusif de la responsabilité spéciale du patron, nous paraît à la fois si explicite et si impératif qu'en aucune façon nous ne saurions, avec certains auteurs, considérer la nouvelle loi « comme adaptant à des besoins nouveaux le principe même de la responsabilité civile formulée par l'article 1382 du Code civil » (17).

Et pourtant, rarement texte législatif fut précédé de travaux préparatoires qui en confirment plus nettement le sens littéral. La question fut, en effet, très longuement débattue au cours de l'élaboration de la

(16) Rouast et Givord, *op. cit.*, n° 23.

(17) Salvy, « Le risque professionnel et l'article 1382 du Code civil ». Thèse, Paris, 1910, p. 51.

loi (18). Plusieurs amendements tendant à maintenir d'une façon plus ou moins avantageuse pour la victime d'un accident du travail un recours au droit commun furent proposés : tous furent repoussés (19).

La loi du 9 avril 1898 consacre une exception très importante au principe général de l'exclusion du droit commun posé à l'article 2.

L'article 7 de la loi conserve en effet d'une façon expresse à la victime « contre les auteurs de l'accident, autres que le patron et ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun ».

(18) V. déclaration de M. Louis Ricard, rapporteur de la loi à la Chambre, excluant l'action de droit commun. *Sirey*, Lois annotées, 1899, p. 776, note 20.

(19) *D. P.*, 1898-4-66. Parag. 1^{er} de l'art. 2. Le texte correspondant au parag. 1^{er} de l'art. 2 actuel soumis à la Chambre à la séance du 26 mai 1888, était ainsi conçu : « La responsabilité résultant des articles 1382 et suivants Code civil est déterminée dans tous les cas prévus à l'article 1^{er}, par les dispositions de la présente loi. » M. René Laffon a demandé, à la séance du 5 juillet 1888, la suppression de cette disposition. M. Ricard, rapporteur, l'a défendue.

A la séance du 7 juillet 1888, M. Le Gavrian a proposé la disposition additionnelle suivante au paragraphe 1^{er} : « Toutefois la victime de l'accident aura la faculté de rester dans le droit commun et d'intenter au chef d'entreprise une action en indemnité, à la condition de renoncer, au préalable, aux avantages qui lui sont assurés par la présente loi ». L'amendement n'a pas été pris en considération. A la séance du 7 juillet 1888, M. Millerand a proposé un amendement consistant à supprimer les mots : « résultant des articles 1382 et suivants Code civil », et à dire seulement : « La responsabilité civile est déterminée... » M. Millerand a expliqué que le but de l'amendement était d'empêcher de trancher une controverse existant entre la jurisprudence et un certain nombre d'auteurs sur la question de savoir si la responsabilité du patron résultait des articles 1382 et suivants ou du contrat de louage de services. L'amendement, accepté par la commission, a été adopté par la Chambre (séance du 7 juillet 1888). Notons que la mention des articles 1382 et suivant n'existe pas dans le texte actuel.

A la séance de la Chambre du 26 octobre 1897, M. Julien Goujon a critiqué la disposition du paragraphe premier de l'article 2.

A la séance du 28 octobre 1897, M. Arthur Groussier a également critiqué cette disposition.

M. Louis Ricard l'a défendue : il a fait observer que le paragra-

Par le soin qu'il met à écarter de ses dispositions « le patron et ses ouvriers et préposés », ce texte vient encore renforcer l'exclusion du droit commun dans les rapports de la victime et de son employeur. Nous nous bornerons à ces rapides considérations au sujet de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898. Ce serait, en effet, sortir du cadre de notre sujet et aborder une question très largement traitée dans de nombreuses thèses de doctorat (20), que d'en étudier ici la portée.

SECTION II

INTÉRÊTS DU SUJET

Nous avons délibérément limité notre étude aux rapports entre le chef d'entreprise et son subordonné victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle. C'est sur ce terrain précis que nous essaierons de déterminer la portée exacte des dispositions de l'article 2, paragraphe premier de la loi du 9 avril 1898, dispositions si importantes que M. A. ROUAST a pu écrire :

phe premier de l'article 2 devait être rapproché de la disposition correspondant à celle de l'article 20 actuel.

M. Julien Goujon a demandé la suppression de l'article 2 et, subsidiairement, le droit d'option entre l'action de la loi et celle du Code civil, ou enfin, très subsidiairement, le droit pour les ouvriers et employés qui gagnent plus de 7 francs par jour de pouvoir agir pour le surplus conformément au droit commun.

A la séance du 15 mars 1898, la commission du Sénat a proposé la rédaction actuelle. Voir également sur les travaux préparatoires de l'art. 2, parag. 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, *Sirey*, Lois annotées 1899, p. 776, note 20.

(20) V. Laboulaye (Martial de), « De la responsabilité du tiers en matière d'accident du travail », thèse, Dijon, 1928; Boneill (Jean), « L'accident du travail imputable au fait d'un tiers étranger à l'entreprise » (art. 7 de la loi du 9 avr. 1898), thèse, Lille, 1935; Nordemann (Robert), « De l'action contre le tiers responsable d'un accident du travail », thèse, Paris, 1935.

« Ce principe de l'exclusion du droit commun domine toute la législation des accidents du travail » (21).

Circonscrit dans ces limites, le sujet nous apparaît encore très étendu. Aussi, considérant que l'œuvre du juriste s'arrête là où la loi a donné une solution non équivoque et définitive, nous n'aborderons que les questions dans lesquelles subsistent des difficultés d'application jurisprudentielle ou d'interprétation doctrinale.

Nous avons indiqué précédemment que, d'une part, la législation des accidents du travail est une législation d'exception et que, d'autre part, des textes formels sont nécessaires pour déroger aux règles générales.

En posant un principe aussi large que celui de l'exclusion du droit commun, en le complétant par le caractère d'ordre public attribué aux dispositions de la loi, en réglant enfin par le détail la matière si importante et si étendue de la réparation des accidents du travail, le législateur de 1898 a pensé, de toute évidence, faire une œuvre complète. Et il a pu croire que, pour l'application des principes nouveaux de responsabilité dans le domaine du travail, aussi vaste fût-il, le majestueux « cahier des charges spéciales » qu'il élaborait dans la loi du 9 avril 1898 serait amplement suffisant. Peut-on dire cependant que la rédaction de ces clauses spéciales se révèle si parfaite qu'elle permette de donner une solution exacte à toutes les difficultés et qu'elle rende ainsi inutile la lecture de ce « cahier des charges générales » que constitue le droit commun ?

Nous ne le pensons pas.

Si, en effet, la législation spéciale des accidents du travail a exclu le droit commun de son champ d'application, elle a omis certaines situations, elle a laissé en

(21) Rouast et Givord, *op. cit.*, n° 23.

suspens par oubli involontaire ou prudent, certaines questions juridiques : d'où l'intérêt d'une étude d'ensemble des principaux chefs d'application que la loi a passés sous silence ou à l'occasion desquels, étant donnée l'insuffisance des textes, la combinaison de la législation des accidents du travail avec le droit commun de la responsabilité peut être une source de difficultés.

Il est tout d'abord des cas dans lesquels la loi du 9 avril 1898 ne semble pas devoir s'appliquer et n'est pas appliquée en fait : cette situation se présente en premier lieu toutes les fois que les parties ne sont pas liées par un contrat de travail valable : dans tous ces cas, la législation spéciale étant écartée, l'exclusion du droit commun ne saurait jouer.

En second lieu, l'extension des dispositions de la loi du 9 avril 1898 aux maladies professionnelles ne semble en aucune manière devoir comprendre les maladies contractées pendant le travail mais non classées comme maladies professionnelles. Là encore on ne saurait faire appel au principe d'exclusion du droit commun, bien que certains tribunaux et certaines Cours d'appel aient crû devoir le faire.

Nous rencontrons également des cas dans la solution desquels la jurisprudence semble avoir fait une application trop rigoureuse des textes en s'attachant d'une manière par trop exclusive au sens littéral de la loi. L'intransigeance de la Cour de Cassation apparaît tout particulièrement dans le cas d'accident dû à une faute intentionnelle du patron ou de son préposé : elle se manifeste encore dans le domaine de l'application contractuelle de la loi par la nullité dont elle frappe certaines conventions.

L'assujettissement facultatif à la législation des accidents du travail mérite une étude particulière.

Enfin, il est une cause d'accidents dont le législateur n'a pas crû devoir parler dans la rédaction définitive de la loi du 9 avril 1898 : la force majeure. Or, la solution adoptée par la jurisprudence en cette matière a suscité en doctrine les plus vives critiques.

Après ce chapitre préliminaire nous consacrerons à chacun des chefs d'application de la loi que nous venons de mentionner un chapitre distinct, dans l'ordre suivant :

CHAPITRE PREMIER : *Contrat de travail nul ou annulable.*

CHAPITRE II : *Maladies contractées pendant le travail mais non classées comme maladies professionnelles.*

CHAPITRE III : *Faute intentionnelle du patron ou de ses ouvriers et préposés.*

CHAPITRE IV : *Effet de la force majeure.*

CHAPITRE V : *Application contractuelle de la loi.*

Nous avons situé et délimité le sujet. Notre travail consistera à rassembler, à examiner, et, dans la mesure possible, à résoudre, dans les chapitres qui vont suivre, les principales difficultés que soulève le principe de l'exclusion du droit commun entre patron et ouvrier dans la législation des accidents du travail. L'importance des questions soulevées par l'application de ce principe prouve surabondamment l'intérêt de notre sujet. Le choix en est justifié puisqu'il permet une étude d'ensemble de situations juridiques traitées le plus souvent de façon incomplète à l'occasion de décisions jurisprudentielles isolées.

A cet intérêt fondamental vient s'en ajouter un autre, né de conceptions juridiques nouvelles, intérêt

d'actualité qui prend aujourd'hui toute sa valeur, au terme de l'évolution du droit de la responsabilité du fait des choses inanimées.

Le but du législateur de 1898 a été, en effet, d'accorder aux victimes d'accidents du travail une protection effective que ne leur donnait pas l'application des articles 1382 et suivants du Code civil.

Au moment du vote de la loi sur le risque professionnel, le demandeur en indemnité ne pouvait obtenir gain de cause qu'en apportant une triple preuve : en justifiant d'un préjudice, en établissant que le dommage dont il se plaignait était une conséquence de l'activité du défendeur, et en prouvant enfin une faute à la charge de l'auteur du dommage.

L'ouvrier victime d'un accident se trouvait pratiquement désarmé car, à de rares exceptions près, il était dans l'impossibilité de faire cette triple preuve. Il est en effet généralement facile au travailleur blessé d'établir le préjudice subi et une relation de cause à effet entre le travail et l'accident. Par contre, il lui est très difficile et même, le plus souvent, impossible de prouver que l'accident qui l'a frappé est une conséquence de l'activité fautive du patron ou de l'un de ses préposés.

La plupart des accidents sont dus à l'utilisation normale de machines, d'outils, de forces motrices, d'un matériel qui, simple ou puissant, s'avère dangereux par sa seule mise en œuvre. Comment l'ouvrier qui est blessé par l'explosion d'une chaudière, qui a la main prise dans un engrenage, qui est happé par une courroie de transmission, pourrait-il invoquer et prouver une faute du chef d'entreprise ?

D'autre part, il faut admettre que l'ouvrier est quelquefois aussi victime de son imprudence : c'est un fait

d'expérience que l'accoutumance au danger finit par provoquer des actes imprudents, trop souvent funestes.

Enfin, les cas de force majeure ont toujours été une cause d'exonération en droit commun.

Par conséquent, en dehors des cas, peu fréquents, où la victime pouvait rattacher l'accident à une faute du patron ou de ses préposés, elle se voyait avant 1898, privée de toute indemnité.

Au rappel de ces règles de la responsabilité de droit commun en vigueur au moment du vote de la loi sur les accidents du travail, les avantages procurés par cette loi aux ouvriers apparaissent incontestables. Indépendamment du bénéfice d'une procédure rapide, entièrement gratuite puisque l'assistance judiciaire est de droit, et de garanties particulières pour le paiement des indemnités, le nouveau principe de responsabilité patronale instauré par la loi du 9 avril 1898 a constitué un avantage appréciable pour les salariés.

On ne saurait parler d'un cadeau fait par le législateur à la classe ouvrière. Il s'agit plutôt d'une transaction légalement imposée, favorable, il est vrai, dans son ensemble, aux travailleurs.

Il y a transaction et non simple cadeau car, si aux termes de la loi nouvelle le patron devient responsable de tous les accidents survenus à l'occasion du travail à ses ouvriers et employés, il ne leur doit jamais qu'une réparation forfaitaire très inférieure au montant du préjudice réellement subi. Nous avons dit au cours de la section précédente, en examinant le caractère forfaitaire de la législation des accidents du travail, qu'à l'extension de la responsabilité du chef d'entreprise le législateur a opposé la réparation partielle de l'accident. Cette contre-partie a été complétée par l'interdiction faite à la victime de réclamer une indemnité supérieure

à celle fixée par la loi dans les cas où l'application des règles du droit commun permettrait de le faire, c'est-à-dire lorsque, par hasard, la victime pourrait faire attribuer l'accident à une activité fautive de son employeur.

Responsabilité sans faute du patron, d'une part, réparation forfaitaire de l'accident et exclusion de la responsabilité de droit commun, d'autre part, tels sont les éléments de la transaction établie entre le capital et le travail par la loi du 9 avril 1898.

Si la valeur des deux premiers de ces éléments s'est maintenue constante, celle du troisième a considérablement changé depuis la mise en application de la loi.

Le principe de l'exclusion du droit commun de la responsabilité dans les rapports du chef d'entreprise et de la victime d'un accident du travail n'était alors susceptible que d'une application très limitée. Il ne pouvait jouer qu'en présence des seuls accidents imputables à une faute du patron ou de ses préposés. Ces accidents étant relativement peu nombreux, l'importance du principe se trouvait ainsi limitée et son poids dans la transaction de la loi de 1898 très réduit.

La fortune exceptionnelle qu'a connue, dans ces quarantes dernières années, l'article 1384, paragraphe premier, du Code civil a modifié les données du problème. En donnant une portée générale à ce texte qui déclare que l' « on est responsable du dommage causé

(22) V. Traités spéciaux concernant la responsabilité civile, de H. Lalou, 1928, et de H. et L. Mazeaud, 1931.

Sur la responsabilité, v. Esmein (Paul), « Les principes de la responsabilité délictuelle », *Rev. crit. légis. juris.*, 1932, t. 52, pp. 458-468 ; du même auteur, « Le fondement de la responsabilité contractuelle rapproché de la responsabilité délictuelle », *Rev. trim. dr. civ.*, 1933, t. 32, pp. 627-692, et « Trois problèmes de responsabilité civile : Causalité, Concours des responsabilités, Conventions d'irresponsabilité », *Rev. trim. dr. civ.*, 1934, pp. 317-369.

par le fait des choses que l'on a sous sa garde » la jurisprudence allait transformer le droit commun de la responsabilité (22).

Sans doute la Cour de cassation ne s'est-elle pas ralliée à la théorie du risque préconisée par M. SALEILLES (23) et M. JOSSERAND (24), et suivant laquelle « le gardien serait responsable, en dehors de toute faute de la victime, et même s'il y a cas fortuit » (25). Accueillie par quelques arrêts (26), cette conception fut bientôt abandonnée par la jurisprudence.

L'article 1384 du Code civil fut d'abord considéré comme établissant à l'encontre de celui qui a la garde juridique de la chose, une présomption de faute. Le gardien pouvait toutefois détruire la présomption qui pesait sur lui en prouvant soit la force majeure, soit la faute de la victime, ou même en démontrant qu'il était impossible d'établir la véritable cause de l'accident (Req., 29 avr. 1913, *D. P.*, 1913-1-427).

Cette conception fut bientôt abandonnée et la présomption pesant sur le gardien de la chose fut envisagée comme ayant une force très grande : « Il ne suffit pas, dit la Cour de cassation dans un arrêt du 16 novembre 1920, de prouver que le gardien de la chose n'a commis aucune faute, ni que la cause du dommage est demeurée inconnue, il faut démontrer que l'accident est dû à une cause absolument étrangère au gardien lui-même » (27).

(23) R. Saleilles, « Les accidents du travail et la responsabilité civile », Paris, 1897.

(24) L. Josserand, « La responsabilité du fait des choses inanimées », Paris, 1897.

(25) V. Rouast et Givord, *op. cit.*, n° 4.

(26) Toulouse, 6 mai 1902, *D. P.*, 1903-2-413; Chambéry, 12 juil. 1905, *D. P.*, 1905-2-417; Bourges, 15 janv. 1906, *D. P.*, 1906-2-249; Lyon, 18 janv. 1907, *D. P.*, 1909-2-245.

(27) Civ., 16 nov. 1920, *D. P.*, 1920-1-169.

Enfin, le point culminant de cette jurisprudence est l'arrêt des Chambres Réunies de la Cour de cassation du 13 février 1930. Il n'est plus question de présomption de *faute* pesant sur le gardien. La Cour de cassation, qui semble s'être efforcée de mettre au point dans cet arrêt la question de la responsabilité du fait des choses inanimées, parle désormais de présomption de *responsabilité*. « Attendu, disent les Chambres Réunies, que la loi établit une présomption de responsabilité à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé un dommage à autrui ; que, pour l'application de cette présomption, la loi ne distingue pas suivant que la chose qui a causé un dommage était ou non actionnée par la main de l'homme.

« Qu'il n'est pas nécessaire que cette chose ait un vice inhérent à sa nature et soit susceptible de causer le dommage, l'article 1384 Code civil rattachant la responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même » (28).

Cette jurisprudence ne s'est pas modifiée durant ces dernières années. Suivant les règles du droit commun de la responsabilité en vigueur aujourd'hui, le gardien de la chose qui a causé un dommage est présumé responsable. Il ne peut s'exonérer qu'en établissant d'une manière positive que l'accident provient soit de la faute de la victime, soit d'un cas fortuit ou de force majeure. Le fait d'un tiers exonère aussi le gardien : dans ce cas, c'est au tiers auteur du dommage que doit s'adresser la victime pour obtenir réparation.

Appliqué aux accidents du travail, l'article 1384 du Code civil rendrait, de nos jours, le patron responsable dans la plupart des cas. Seuls les accidents dus à un cas

(28) Ch. réun., 13 févr. 1930, *D. P.*, 1930-1-57, note de M. Ripert, *S.*, 1930-1-121, note de M. Esmein.

de force majeure ou à la faute de la victime seraient privés de réparation, ceux qui sont imputables au fait d'un tiers étranger à l'entreprise étant à la charge de ce tiers.

Nous sommes aujourd'hui en présence d'une situation très différente de celle qui existait au moment du vote de la loi sur les accidents du travail.

A cette époque le patron n'était, par l'application du droit commun alors en vigueur, que rarement responsable de l'accident survenu à ses ouvriers et employés. Aujourd'hui il le serait presque toujours.

Voilà comment et dans quelle mesure a été modifiée, depuis la mise en application de la loi, la portée du principe de l'exclusion du droit commun de la responsabilité posé à l'article 2 de la loi du 9 avril 1898.

Ce principe n'avait à l'origine qu'une importance restreinte, puisque le travailleur blessé ne pouvait pas invoquer fréquemment le droit commun contre son patron (29). Aujourd'hui, au contraire, ce même principe enlève à la victime d'un accident du travail le bénéfice d'une réparation intégrale auquel elle aurait droit, dans la plupart des cas, par application du droit de la responsabilité du fait des choses inanimées.

La législation des accidents du travail apparaît donc toujours comme une législation protectrice des travailleurs par les avantages de procédure et les garanties de paiement des indemnités qu'elle donne aux victimes d'accidents. Par contre, le forfait établi en 1898, alors favorable à l'ouvrier, semble bien à l'heure

(29) On a cité à maintes reprises, au cours des travaux préparatoires de la loi de 1898, des statistiques d'où résulterait que sur cent accidents, vingt-cinq peuvent être attribués à la faute de l'ouvrier, vingt-cinq à la faute du patron, cinquante à des cas fortuits ou de force majeure, ou à des causes indéterminées.

actuelle, étant donné l'évolution du droit commun de la responsabilité, tourner à l'avantage du chef d'entreprise (30).

Ce renversement de situations est encore accentué par l'interdiction faite à la victime de l'accident de recourir en aucun cas aux dispositions du droit commun.

Combiné aux règles de la réparation forfaitaire, le principe établi par l'article 2 aboutit dans certains cas, exceptionnels, il est vrai, à ne donner à la victime d'un accident du travail ou à ses ayants droit qu'une réparation insignifiante ou même nulle, alors que l'application du droit commun mettrait à la charge de l'employeur une réparation intégrale (31).

N'y a-t-il pas lieu dans ces conditions de poser sérieusement la question de savoir s'il ne conviendrait pas de donner aux victimes d'accidents du travail une option entre l'action spéciale de la loi de 1898 et l'action en responsabilité suivant le droit commun ?

Peut-être nous objectera-t-on qu'une telle réforme aurait pour résultat de fausser la transaction établie par la loi de 1898, ruinant ainsi tout le système de cette loi qui n'a étendu la responsabilité patronale qu'en limitant en contre-partie le droit à réparation des ouvriers.

Nous ne méconnaissons pas la portée de cet argument. Mais, d'autre part, on ne saurait nier que l'équilibre entre les termes de l'œuvre transactionnelle

(30) « On peut considérer qu'en regard de la jurisprudence récente sur la responsabilité du fait des choses inanimées, les patrons n'ont pas lieu de se plaindre de la législation des accidents du travail. Peut-être, en définitive, la charge qui en résulte pour eux est-elle moins lourde que celle qu'aurait entraînée l'application de cette jurisprudence ». Rouast et Givord, *op. cit.*, n° 5.

(31) V. *infra*, chapitre III.

de la loi est déjà rompu du fait de l'évolution récente du droit de la responsabilité.

Or il n'y a aucune raison valable de traiter plus durement que les autres les victimes d'un accident du travail. Le contraire serait plus conforme au caractère protecteur de la législation ouvrière. Il faut bien admettre cependant que, par les avantages qu'il comporte, le principe du forfait bénéficie encore de nos jours (sous réserve de certains rajustements) d'une présomption favorable de la part des ouvriers comme de celle des employeurs.

Après ces considérations générales nous pouvons maintenant aborder l'étude particulière des principales difficultés qu'a soulevées l'application du principe de l'exclusion de droit commun dans les rapports du chef d'entreprise et de la victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

CHAPITRE PREMIER

CONTRAT DE TRAVAIL NUL OU ANNULABLE

Généralités

D'après une règle fermement établie aujourd'hui en jurisprudence et acceptée par une partie de la doctrine, (1) l'application de la législation des accidents du travail est subordonnée à l'existence d'un contrat de travail valablement passé entre le chef d'entreprise et la victime. Aucun article de la loi du 9 avril 1898 ne formule expressément cette règle. Dans les lois postérieures le seul texte que l'on puisse signaler est l'article 3, alinéa 2 de la loi du 15 juillet 1914. Ce texte précise que, dans les exploitations forestières, « la responsabilité du chef d'entreprise s'étend aux ouvriers et employés de l'exploitation, à la condition, pour la victime ou ses ayants droit, d'établir la preuve de l'embauchage ».

La nécessité d'un contrat de louage de services, aujourd'hui contrat de travail (2), résulte implicitement, il est vrai, des termes employés pour désigner les bénéficiaires de la loi : « Ouvriers et employés occupés dans l'industrie... » (3) ouvriers et employés de l'exploitation » (4), « ouvriers habituellement occupés » (5), « ouvriers, employés et domestiques... » (6), « domestiques, gens de maison, serviteurs à gages, concierges et salariés du même genre

(1) V. Cabouat, « Traité des Accidents du Travail », t. I^{er}, n° 266 ; Pic (P.), « Traité élém. de législ. industr. », 6^e éd., 1931-1933, n° 1095 ; Sachet, « Traité des acc. du Trav. », 8^e éd., 1934, t. I, n° 178-185.

(2) La dénomination de « contrat de travail » a été adoptée par le Code du travail et de la Prévoyance sociale (art. 19, tit. 2, liv. I).

(3) Loi du 9 avril 1898, art. 1^{er}.

(4) Loi du 15 juil. 1914, art. 3.

(5) Loi du 25 oct. 1919, art. 2.

(6) Loi du 15 déc. 1922, art. 1^{er}.

à un titre quelconque, attachés ou non à la personne » (7).

Ces termes impliquent évidemment un lien de subordination entre l'employeur et la victime de l'accident, le droit pour le premier de donner des ordres à la seconde dans l'exécution d'un travail rétribué.

Il semble donc qu'on puisse admettre sans autre difficulté que le législateur de 1898 a entendu rattacher l'application de la loi à l'existence d'un contrat de louages de services (8).

Mais il faut approfondir la question et se demander si, en partant des textes que nous venons de citer, il ne faut pas, dans certains cas, exclure la législation des accidents du travail, dans les rapports du chef d'entreprise et de l'ouvrier payé par lui, victime d'un accident au cours du travail.

La jurisprudence a cru pouvoir le faire : pour elle, non seulement l'existence mais encore la pleine validité d'un contrat de travail passé entre le chef d'entreprise et la victime sont deux conditions indispensables pour permettre l'application de la loi de 1898.

La jurisprudence a pris cette position dès l'origine : « Elle a toujours considéré la législation des accidents du travail comme une conséquence légale du contrat de travail, nécessitant, par conséquent, la passation de ce contrat, et sa pleine validité » (9).

Bien que la Cour de cassation ait eu l'occasion de

(7) Loi du 2 août 1923, art. 1^{er}.

(8) Le projet voté par la Chambre en déc. 1927 rattache expressément l'application de la loi à l'existence d'un contrat de travail. V. adoption par la Chambre d'un amendement de M. G. Pernot concernant l'alinéa 2 de l'art. 1^{er}, à la séance de la Chambre le 20 déc. 1927. *J. Off.*, déb. parl., ch. 1927, p. 3922.

(9) Rouast et Givord, « Traité des accidents du Travail », n° 62.

statuer sur cette question dans de nombreux arrêts (10), il n'est pas sans intérêt d'examiner un sujet qui après avoir donné lieu à de nombreuses controverses, suscite encore chez les auteurs de vives critiques à l'encontre de la solution adoptée par la jurisprudence (11).

C'est dans cet esprit, et en tenant largement compte de la thèse jurisprudentielle, que nous allons examiner les différents cas de nullité du contrat de travail.

Nullités susceptibles d'entacher le contrat de travail

Dans l'étude des nullités du contrat de travail nous observerons la classification traditionnelle adoptée par les auteurs classiques. Nous examinerons en deux sections distinctes la nullité relative et la nullité absolue.

Suivant la distinction faite par AUBRY et RAU, la première sanctionne l'absence d'une condition de validité du contrat : c'est ainsi qu'il y a nullité relative ou annulabilité dans le cas d'incapacité d'une des parties contractantes ou en cas de vice du consentement par erreur, violence ou dol ; la seconde, que l'on appelle aussi nullité de plein droit, se présente en cas d'absence d'une des conditions d'existence du contrat, c'est-à-dire

(10) Req., 2 déc. 1901, *D. P.*, 1902-1-403, *S.*, 1902-1-181 ; Req., 27 juil. 1903, *S.*, 1905-1-270 ; Ch. réun., 8 janv. 1908, *D. P.*, 1908-1-185 ; Civ., 8 déc. 1909, 22 mai 1912, *S.*, 1912-1-517 ; Civ., 24 avril 1925, *D. P.*, 1927-1-141, *S.*, 1926-1-65 ; Civ., 21 janv. 1930, *D. H.*, 1930-164 ; Civ., 25 janv. 1932, *Gaz. Pal.*, 1932-1-661, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1932-595 ; Civ., 28 juin 1932, *D. H.*, 1932-458, *S.*, 1932-1-302, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1932-1058 ; Civ., 4 janv. 1934, *D. H.*, 1934-97 ; Req., 28 févr. 1935, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1936-605 ; Req., 13 mai 1935, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1936-868 ; Req., 29 juillet 1935, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1936-1119.

(11) V. sur cette question Loubat, « Traité sur le risque professionnel », 3^e éd., n° 401, p. 162 et suiv. ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, « Traité de droit civil. Du contrat de louage », 3^e éd., t. II, n° 1876, p. 127 ; Sirey, note sous Paris, 21 juill. 1900, *S.*, 1901-2-197 et Req., 2 déc. 1901, *S.*, 1902-1-181.

du consentement, de l'objet, d'une cause licite, et même de la forme dans les contrats solennels (12).

SECTION PREMIÈRE

NULLITÉ RELATIVE DU CONTRAT DE TRAVAIL

Comme les autres conventions, le contrat de travail peut être annulable ; on dit alors qu'il y a nullité relative : celle-ci résulte soit de l'incapacité de l'une des parties soit d'un vice du consentement, erreur, violence ou dol.

A la différence de la nullité absolue, la nullité relative ne peut pas être prononcée d'office par le juge : elle ne peut être invoquée que par la partie dont le consentement a été surpris ou par celle que la loi a voulu protéger en la déclarant incapable.

Par contre, une fois la nullité prononcée, il n'y a plus à distinguer suivant que la nullité est absolue ou relative. Jusque là on pouvait faire une distinction : le contrat nul, comme tout acte nul, n'existe pas, et il n'y a pas lieu d'en tenir compte ; au contraire, le contrat simplement annulable existe et produit ses effets tant qu'il n'est pas annulé. Cette distinction entre la convention nulle de plein droit et celle qui est simplement annulable n'est plus à faire lorsque la nullité a été prononcée judiciairement, car alors le contrat n'existe plus et les choses doivent être remises en l'état où elles étaient avant sa formation : il faut revenir au *statu quo ante*.

C'est cela que l'on exprime, lorsqu'on parle de

(12) V. Planiol, Ripert et Esmein, « Traité prat. dr. civ. », t. VI, « Les obligations ».

« l'effet rétroactif de la nullité » : cette expression est juste, avec toutefois certaines réserves concernant les contrats successifs, si on l'applique à l'annulabilité, car le contrat annulable existe et produit effet tant qu'il n'est pas annulé.

§ 1. — INCAPACITÉ DES PARTIES

La nullité relative de droit commun peut résulter de l'incapacité de contracter de l'une des parties, mais les cas d'application de cette nullité sont rares.

Il faut d'abord écarter l'hypothèse d'une nullité résultant de l'incapacité de la victime. Les incapables, qui sont le mineur, l'interdit et la femme mariée peuvent, en effet, valablement louer leurs services avec le consentement, même tacite, des parents, du tuteur, du mari.

En ne retenant que l'incapacité du patron, on peut encore éliminer celle du mineur et de la femme mariée. L'hypothèse pratique ne concerne en effet que le mineur ou la femme mariée exerçant un commerce qui nécessite l'emploi de salariés. Or pour le premier l'article 1308 du Code civil déclare que « le mineur commerçant, banquier ou artisan n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris en raison de son commerce ou de son art » : quant à la seconde, elle peut, aux termes de l'article 220 du Code civil et 5 du Code de commerce, valablement s'engager pour ce qui concerne son négoce.

Si l'on considère les professions domestiques, l'incapacité du patron ne semble pas devoir être invoquée plus souvent : En cas d'accident survenu à un domestique engagé par un mineur, le tuteur pourrait demander la nullité du contrat en prouvant qu'il est lésionnaire pour le mineur ; mais le cas ne peut être qu'extrêmement rare. Quant au domestique engagé par la femme mariée,

son contrat est valable puisque la femme est réputée avoir reçu un mandat tacite de son mari pour passer avec les tiers tous les contrats nécessaires à la satisfaction des besoins du ménage.

Le seul cas pratique que nous puissions retenir concerne la nullité frappant le contrat de travail passé par un patron interdit. Encore faut-il ajouter que le cas se présente rarement.

La question s'est néanmoins posée récemment devant la Cour de cassation. Dans l'affaire qui lui était soumise la Chambre civile a jugé que le contrat de travail par lequel un interdit avait engagé un ouvrier jardinier était valable comme ayant été conclu avec le consentement tacite du tuteur de l'interdit (13).

§ 2. — VICES DU CONSENTEMENT

Parmi les vices du consentement pouvant entraîner la nullité du contrat de travail il n'y a guère que le dol qui puisse donner lieu à quelques applications.

(13) Un ouvrier jardinier, engagé par un propriétaire interdit, dut subir l'énucléation d'un œil à la suite d'un accident survenu au cours de son travail. A l'action en paiement de rente le tuteur opposa la nullité du contrat passé par l'interdit : il n'avait pas à faire la preuve de la lésion, les actes de l'interdit étant nuls de droit (art. 502, C. civ.). Ce moyen de défense, accueilli par les premiers juges, fut rejeté par la Cour d'appel de Dijon qui déclara applicable la législation sur les accidents du travail. La Cour estimait d'une part, que l'interdit avait pu agir comme mandataire de son tuteur (art. 1290, C. civ.), et d'autre part elle déduisait d'un ensemble de circonstances que c'était bien en vertu d'un mandat tacite donné par le tuteur à l'interdit que celui-ci avait engagé l'ouvrier jardinier : la loi de 1898 était donc applicable.

Un pourvoi formé contre cette décision fut rejeté par la Chambre civile de la Cour de cassation. Dijon, 10 déc. 1928 (aff. d'Azincourt), *D. H.*, 1929, p. 154; *Civ.*, 4 janv. 1934, *D. H.*, 1934-97.

Sur la possibilité pour les incapables d'être les mandataires de leurs protecteurs légaux, V. Planiol et Ripert, « *Traité prat. de Droit Civ.* », t. I, « *Les Personnes* », par R. Savatier, n° 280. En ce qui concerne spécialement l'interdit, V. *op. cit.*, n° 693.

On peut, en effet, difficilement concevoir que le consentement d'un patron ou d'un ouvrier ait été, dans la conclusion du contrat, obtenu à l'aide de violences.

Le cas d'erreur ne semble pas non plus très plausible, ou, du moins, pas très fréquent. Dans la convention qui lie le patron à l'ouvrier il ne peut pas y avoir d'erreur sur la substance puisque, dans ce cas, le contrat ne comporte pas de substance matérielle qui en ferait l'objet. Par contre l'erreur sur la personne n'est ni impossible ni même invraisemblable.

Elle ne peut pas être cependant une cause fréquente de nullité, car, pour cela, il faudrait que la considération de la personne ait été la cause principale du contrat ; or cette considération de la personne de l'ouvrier n'est le plus souvent que secondaire : elle n'est pas, en principe, une cause déterminante de l'embauchage. Aussi sera-t-il toujours très difficile, pour le patron, de prouver que, sans cette erreur sur l'identité de l'ouvrier, il n'aurait pas contracté.

L'arrêt rendu par la Chambre des requêtes de la Cour de cassation, le 17 janvier 1911 est particulièrement significatif à ce sujet (14).

Il ne faut pourtant pas exclure tout-à-fait l'erreur des

(14) Req., 17 janv. 1911, *S.*, 1912-1-519, Bergeron c. Baldasserre.

Cet arrêt rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 9 juil. 1909 par la Cour de Lyon, « La Cour, — attendu qu'il ressort de l'arrêt attaqué, que si Baldasserre a induit en erreur son patron sur son identité, lorsqu'il a été embauché comme manœuvre par celui-ci sur son chantier de réfection de la voie ferrée entre Bellegarde et le tunnel d'Injoux, cette erreur n'a pas été le motif principal et déterminant de la convention ; que, bien loin qu'il soit évident que, sans la tromperie de cet ouvrier, le patron n'aurait pas contracté, il y a lieu de penser au contraire, que si Baldasserre avait produit ses propres pièces, qu'il n'avait pas en sa possession, à la place de celles d'un tiers, il aurait été agréé sans difficultés ; attendu qu'en se refusant, dans ces circonstances souverainement appréciées par elle, à prononcer l'annulation du contrat de louage d'ouvrage intervenu entre les parties, la Cour d'Appel de Lyon, dont la décision est motivée, n'a violé aucun des articles de loi visées au moyen, — Rejette... »

causes de nullité du contrat de travail. Certains travailleurs intellectuels ou manuels, ne sont embauchés qu'en raison de leurs connaissances techniques spéciales ou de leur habileté professionnelle particulière. Une erreur sur la personne d'un de ces ouvriers qualifiés, au moment de l'embauchage, serait, sans conteste, une cause de nullité du contrat.

Mais, parmi les vices du consentement, le dol est certainement de beaucoup le plus invoqué comme susceptible d'entraîner l'annulation du contrat de travail. Le plus souvent, d'ailleurs, le dol est invoqué contre l'ouvrier et se présente sous la forme de fausse déclaration d'état civil ou de production de faux état civil.

On ne saurait omettre de rappeler, à ce propos, l'espèce qui a donné à la Cour de cassation, l'occasion d'affirmer pour la première fois sa position en matière de nullité du contrat de travail.

Un jeune ouvrier de dix-sept ans avait réussi, en donnant un faux nom et en se disant plus âgé qu'il n'était, à se faire embaucher sur un chantier où n'étaient admis que des ouvriers majeurs de dix-huit ans. Il fut victime d'un accident mortel au cours de son travail quelques jours plus tard. Le Tribunal civil de la Seine saisi d'une demande en dommages-intérêts, formée par la mère contre le patron, déclara la loi du 9 avril 1898 applicable (15).

La Cour d'appel de Paris réforma cette décision. Appréciant souverainement que sans les manœuvres dolosives de l'ouvrier, le chef d'entreprise ne l'aurait pas embauché, elle déclara que le contrat de travail

(15) « Attendu, dit le jugement, qu'il n'est pas dénié que l'accident mortel dont l'ouvrier a été la victime rentre dans les prévisions de la loi de 1898 », Trib. Civ. Seine, 19 mars 1900 (*Gaz. Pal.*, 1900-2-483).

intervenue entre les parties était nul et que, la nullité rétroagissant au jour de la formation de la convention, la loi de 1898 était inapplicable (16).

Le pourvoi formé contre cette décision fut rejeté par arrêt de la Chambre des requêtes du 2 décembre 1901 (17).

Cette décision souleva de très vives critiques dans la doctrine, et aujourd'hui encore les auteurs lui sont généralement hostiles (18).

SECTION II

NULLITÉ ABSOLUE DU CONTRAT DE TRAVAIL

En rappelant ici très brièvement les conditions d'existence des contrats, pour en faire application au contrat de travail, nous sommes amené à ne retenir, comme cause de nullité absolue, que les infractions aux règles d'ordre public, lois ou règlements en vigueur.

En effet, parmi les conditions d'existence, il faut éliminer la considération de la forme qui ne joue un rôle que dans les contrats solennels : le contrat de travail est

(16) Paris, 21 juil. 1900, *D. P.*, 1901-2-157, *S.*, 1901-2-197.

(17) Req., 2 déc. 1901, *D. P.*, 1902-1-403; *S.*, 1902-1-181.

(18) V. en ce sens *Sirey*, notes sous Paris, 21 juil. 1900, *S.*, 1901-2-197 et Cass., 2 déc. 1901, *S.* 1902-1-181; Dupuich, note sous arrêt des Ch. réun. 8 janv. 1908, *D. P.*, 1908-1-185; Capitant (H) « Rapport à l'association pour la protection légale des travailleurs », Paris, 1913. V. aussi à ce sujet, Loubat, « Traité sur le risque professionnel », n° 401, p. 162 et s.; Baudry-Lacantinerie et Wahl, « Traité de droit civ. Du contrat de louage », 3^e éd. t. II, n° 1876, p. 127.

V. plus récemment Rouast et Givord, « Traité des acc. du trav. », n° 69 et 240; *Rev. Gén. ass. terr.*, 1932, p. 1058, note de M. A. Rouast sous Civ. 28 juin 1932; Sachet, « Traité des Acc. du trav. », 8^e éd., t. I, n° 178 à 185.

purement consensuel, et la forme dans laquelle il est passé est de peu d'importance.

Il n'y a pas lieu non plus de retenir l'absence de consentement comme source de nullité : on imagine difficilement un patron engageant un ouvrier dans des conditions telles qu'il ne pourrait se rendre un compte exact des conséquences de son acte.

L'absence d'objet et l'objet illicite du contrat ne sont pas non plus des causes de nullité qui semblent devoir être prises en considération : le contrat de travail a toujours un objet, qui est une prestation de travail de l'ouvrier, à laquelle correspond une contre-prestation du patron consistant en un salaire. D'autre part, les entreprises assujetties à la législation des accidents du travail étant limitativement énumérées par la loi, les difficultés concernant l'objet licite du contrat de travail se trouvent réduites au minimum.

Il ne reste donc, parmi les éléments pouvant entraîner la nullité absolue du contrat de travail, qu'une cause illicite de la convention.

Après avoir déclaré à l'article 1131 que « l'obligation sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet » le Code civil donne à l'article 1133 cette définition : « La cause est illicite quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. »

Nous ne nous arrêterons pas au contrat de travail ayant une cause immorale, contraire aux bonnes mœurs. Dès avant la loi du 9 avril 1898, et bien avant celle du 2 août 1923 étendant la législation des accidents du travail aux gens de maison, domestiques, concierges et serviteurs à gages, la Cour de cassation avait proclamé la nullité d'un contrat de louage de services fondé sur une cause immorale : un arrêt de la Chambre des requêtes du 11 novembre 1890, décide que les créances qui ont

pour cause des services de domesticité rendus dans une maison de tolérance sont à bon droit éliminées d'un ordre ouvert entre créanciers, comme fondées sur une cause contraire aux bonnes mœurs (19).

Après ces éliminations, il reste à aborder le seul cas pratique de nullité absolue du contrat de travail : il se présente lorsque la convention qui lie le patron à l'ouvrier a été passée en contravention à une règle d'ordre public.

Les questions à traiter apparaissent nombreuses, mais il semble superflu d'examiner par le détail tous les cas dans lesquels un contrat de louages de services peut aller à l'encontre de l'ordre public : la solution jurisprudentielle est en effet toujours la même et les critiques doctrinales s'appliquent à tous les cas.

Nous ne retiendrons que deux questions : celle de la réparation des accidents survenus aux mineurs de treize ans illégalement employés comme ouvriers ou apprentis, et celle de la responsabilité de l'accident dont est victime un ouvrier étranger embauché en contravention aux lois et règlements sur la main-d'œuvre étrangère.

§ 1. — ACCIDENTS SURVENU DANS L'EXÉCUTION D'UN CONTRAT DE TRAVAIL CONCLU EN VIOLATION D'UNE DISPOSITION LÉGALE OU RÉGLEMENTAIRE AYANT UN CARACTÈRE D'ORDRE PUBLIC.

*CONTRAT CONCLU EN VIOLATION
DES ARTICLES 1 à 3, livre II du Code du travail*

La loi du 2 novembre 1892, dont les dispositions se trouvent incorporées dans le Code du travail, avait fixé à treize ans l'âge minimum d'emploi des enfants dans

(19) Req., 11 nov. 1890, *D. P.*, 91-1-484.

l'industrie. Une loi du 30 juin 1928 a étendu cette mesure aux entreprises commerciales. Ces dispositions se retrouvent aujourd'hui dans les articles 1 à 3 du livre II du Code du travail, qui interdisent d'employer dans le commerce ou l'industrie des enfants de moins de treize ans. Toutefois cet âge peut être abaissé à douze ans lorsque l'enfant possède son certificat d'études primaires et qu'il justifie d'un certificat médical établissant que son développement physique lui permet de travailler.

La question de la réparation des accidents survenus aux enfants employés en contravention à la loi de 1892 s'est posée dès la promulgation de la loi sur le risque professionnel. Ces accidents devaient-ils être indemnisés suivant les dispositions de la législation nouvelle ? Les premières décisions de la jurisprudence furent, à ce sujet, aussi contradictoires que les opinions émises par les auteurs.

Cependant un arrêt rendu par la Cour de cassation dès 1901 aurait pu servir de guide aux juridictions inférieures : cet arrêt subordonnait d'une manière tout-à-fait explicite l'application de la loi de 1898 à l'existence d'un contrat de travail valablement passé entre l'employeur et la victime (20).

Or il était bien difficile de considérer comme valable le contrat passé par un mineur de treize ans en contravention à la loi du 2 novembre 1892 dont les dispositions sont d'ordre public.

Malgré ces considérations, certains auteurs et certaines juridictions répugnaient à admettre que le contrat de travail liant l'enfant au patron pût produire effet jusques et y compris l'accident, et qu'ensuite une nullité adroitement invoquée pût soustraire l'employeur à la

(20) Req., 2 déc. 1901, *D. P.* 1902-1-403 ; *S.*, 1902-1-181.

responsabilité de la législation des accidents du travail. C'est cette dernière conséquence, si manifestement contraire à l'équité, que voulut éviter la Cour d'appel de Lyon dans un arrêt du 24 décembre 1907. Dans cet arrêt la Cour de Lyon considère comme un ouvrier au sens de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, un mineur de treize ans travaillant dans une usine et recevant un salaire au même titre que les autres ouvriers. Elle fait ensuite application à cette espèce du principe posé à l'article 2 de la loi, et déclare seule recevable l'action spéciale de la loi de 1898, à l'exclusion de toute action de droit commun.

Sur pourvoi en cassation, cette décision fut cassée par la Chambre civile le 22 mai 1912 (21).

La Cour Suprême affirme dans cet arrêt que l'exécution d'un contrat de travail par les deux parties intéressées (fourniture de travail par l'ouvrier et paiement d'un salaire par le patron) n'a pas pour effet de donner la qualité juridique d'ouvrier au travailleur indûment

(21) Nous rapportons ici cet arrêt, car il montre la volonté ferme de la Cour de cassation de ne faire produire aucun effet juridique au contrat de travail nul, même lorsque les parties ont exécuté, jusqu'au jour de l'accident, les prestations et contre-prestations successives auxquelles elles s'étaient obligées. Cass. Civ., 22 mai 1912 S., 1912-1-517 (1^{re} esp.).

Société André, Chapelle et Chomette c. Echard

« La Cour.....

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Claudius Echard était âgé de moins de treize ans lorsque le 30 nov. 1906, il a été victime d'un accident en travaillant pour le compte de la Société André, Chapelle et Chomette, maîtres verriers; qu'il constate, en outre, que Echard n'était pas muni des certificats exigés par la loi du 2 nov. 1892; que malgré ces constatations, qui excluaient tout contrat de louage de services valable entre la Société et la victime ou son représentant, ledit arrêt a déclaré recevable l'action dirigé par Echard père, ès qualité, contre la Société en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, par ce motif qu'en fait, au moment de l'accident, Claudius Echard travaillait comme ouvrier de la Société, et recevait d'elle un salaire; qu'en statuant ainsi, il a faussement appliqué et, par suite violé l'article susvisé;

Casse... »

embauché. Lorsque le contrat constitue une infraction à une règle d'ordre public telle que la loi du 2 novembre 1892, il est nul d'une nullité absolue, car il repose sur une cause illicite. Il ne saurait donc, conformément à l'article 1131 du Code civil, produire aucun effet. Le travailleur blessé n'est pas un ouvrier de l'entreprise pour le compte de laquelle il travaillait : quelles que soient les apparences contraires, il n'est qu'un tiers à l'égard de cette entreprise.

Aussi, n'ayant pas la qualité juridique d'ouvrier ou d'employé, la victime de l'accident ne saurait se prévaloir des dispositions de la législation spéciale des accidents du travail. Inversement le chef d'entreprise, coupable d'une faute ayant provoqué l'accident, et, partant, redevable de la réparation intégrale du dommage, ne pourrait invoquer la loi de 1898 et particulièrement l'article 2 de cette loi de façon à n'être tenu, en tout état de cause, que d'une réparation partielle.

D'ailleurs dès 1909 la Cour de cassation avait l'occasion d'exprimer son opinion et de déclarer la loi de 1898 inapplicable aux accidents survenus à des enfants employés contrairement à la loi du 2 novembre 1892. Elle allait ainsi mettre fin aux divisions qui se manifestaient dans les juridictions inférieures, les unes se prononçant pour l'application de la loi, les autres contre.

Dans cet arrêt la Chambre civile, confirmant une décision de la Cour de Douai (22) écarte l'application de la législation des accidents du travail, en termes particulièrement décisifs : « La Cour...

(22) Douai, 12 déc. 1906, *S.*, 1907-2-72 : « La Cour, adoptant les motifs des premiers juges...

Et attendu, qu'à supposer qu'aucune des parties n'ait soulevé le moyen résultant du vice dont était atteint le contrat de louage, le caractère d'ordre public des lois du 2 nov. 1892 et du 9 avril 1898 commandait au juge de le relever d'office.

Par ces motifs, confirme... »

Attendu, en effet, d'une part, que la responsabilité forfaitaire imposée aux chefs d'entreprise par la loi du 9 avril 1898 implique nécessairement l'existence d'une convention préalable de louages de services entre ceux-ci et les ouvriers qu'ils emploient ; attendu, d'autre part, qu'une convention contraire aux dispositions d'une loi d'ordre public est radicalement nulle, et que la nullité en peut être demandée par tout intéressé ; que la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants dans les établissements industriels présente ce caractère d'ordre public, les infractions à ses prescriptions étant passibles d'une amende ;

Rejette... » (23).

On ne saurait reprocher à la Cour de cassation de manquer de logique. Dans tous les arrêts qui statuent sur des espèces où la question de la validité du contrat de travail a été posée, nous rencontrons le même syllogisme : dans la majeure, la Cour Suprême pose le postulat que l'application de la loi de 1898 est subordonnée à l'existence d'un contrat de travail valablement passé entre les parties ; constatant, dans la mineure, que ce contrat fait défaut ou que la validité n'en est pas établie, elle aboutit forcément, dans la conclusion, à rejeter l'application de la loi.

Le raisonnement est aussi impeccable dans sa forme que rigoureux dans ses conséquences. La rigidité de la Cour de cassation en cette matière étonne même, si l'on considère que, le plus souvent, la Cour Suprême s'attache à assouplir, par une judicieuse interprétation, la rigueur excessive des textes.

Dans le remarquable rapport qu'il présenta, le 7 avril 1913, à l'Assemblée Générale de l'Association

(23) Civ., 8 déc. 1909, *S.*, 1912-1-517.

Nationale pour la protection légale des travailleurs, M. H. CAPITANT soulignait cette anomalie. Rappelant la solution adoptée dans l'arrêt du 8 décembre 1909, que nous venons de rapporter, et dans deux autres semblables (24), M. H. CAPITANT concluait : « Par un changement curieux des rôles ordinaires, c'est la doctrine qui fait appel ici aux considérations d'équité et c'est la Cour de cassation qui se cantonne sur le terrain du droit strict » (25).

La position prise par la Cour de cassation dans les arrêts de 1909 et 1912 que nous venons de rapporter, n'a pas varié depuis. Elle considère toujours comme entaché d'une nullité d'ordre public et, partant, sans effet le contrat de travail passé par des enfants en sous-âge : les accidents dont ils sont victimes dans leur travail ne sont pas régis par la loi de 1898. C'est ce que confirment les arrêts les plus récents (26).

*CONTRAT DE TRAVAIL CONCLU EN VIOLATION
DE LA LOI DU 11 AOÛT 1926*

sur l'emploi de la main d'œuvre étrangère

(art. 64, 98 et 172, Liv. II du Code du travail).

La jurisprudence a eu l'occasion de prononcer la nullité du contrat de travail passé en contravention à une règle d'ordre public et d'exclure l'application de la loi de 1898 dans d'autres cas.

(24) Req., 1^{er} mars 1910, *Bulletin de l'Office du Travail*, 1910, p. 55 et 1096, *S.* 1912-1-517; Civ., 22 mai 1912, *Ibid.*, 1912, p. 861, *S.*, 1912-1-517.

(25) Capitant (H.), « Rapport présenté à l'Association Nationale française pour la protection légale des travailleurs. (Assemblée générale du 7 avril 1913, Paris, 1913.) »

(26) V. notamment Civ., 25 janv. 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932-595; *Gaz. Pal.*, 1932-1-661.

C'est ainsi qu'un récent arrêt de la Cour d'appel de Rouen prononce la nullité du contrat de travail intervenu entre un employeur et un ouvrier étranger en contravention à l'article 64, livre II, du Code du travail, modifié par la loi du 11 août 1926. Cet article précise qu'« il est interdit à toute personne d'employer un étranger non muni de la carte d'identité d'étranger délivrée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et portant la mention « travailleur ».

Dans l'espèce soumise à la Cour de Rouen il s'agissait d'un ouvrier italien, BRIGNOLI, employé par les Etablissements DEGOMBERT bien qu'il ne fût pas titulaire de la carte de « travailleur » réglementaire. Au cours de son travail il fut victime d'un accident suivi de mort. Les premiers juges rejetèrent l'action intentée par la veuve sur le fondement de la loi du 9 avril 1898 (27).

Sur appel, la Cour de Rouen confirma, le 16 juillet 1936, la décision rendue en première instance, « attendu, dit l'arrêt, qu'il appartenait à BRIGNOLI de se conformer aux prescriptions réglementaires, celles-ci étant d'ordre public » (28).

Voilà donc un nouveau cas dans lequel la jurisprudence trouve l'occasion de faire jouer sa théorie des nullités appliquée au contrat de travail.

La situation présente de grandes analogies, pour ne pas dire une similitude absolue, avec le cas du mineur de treize ans embauché contrairement aux dispositions des articles 1, 2 et 3, livre II du Code de travail. De même que la loi interdit aux industriels et commerçants d'em-

(27) Trib. civ. du Havre, 7 fév. 1936, *Rec. spéc. acc. trav.*, mai 1936 p. 215.

(28) Rouen, 16 juil. 1936, *Rev. Gén. Ass. terr.*, 1936, p. 1102, et note de M. A. Rouast. V. en ce sens Trib. de paix de Paris (IV) 27 janv. 1933, *Journ. just. paix*, 1933-217; Trib. civ. d'Agen, 23 fév. 1935, *Rec. spéc. acc. trav.*, 1936, p. 214.

ployer un enfant tant qu'il n'a pas atteint l'âge de treize ans, de même elle fait défense à tout patron d'occuper un étranger tant qu'il ne justifie pas d'une carte de « travailleur ».

Les textes législatifs qui régissent les deux situations ont également le caractère d'ordre public. La jurisprudence se devait donc d'appliquer la même solution au cas de l'ouvrier étranger et à celui du mineur de treize ans occupé dans l'industrie ou le commerce. Elle n'y a pas manqué, et l'arrêt tout récent de la Cour d'appel de Rouen, que nous venons de mentionner, affirme une fois de plus la continuité de la thèse jurisprudentielle en cette matière.

On peut seulement présumer que les tribunaux, saisis par la victime d'une action en responsabilité selon le droit commun, ne relèveront peut-être pas, aussi facilement et aussi largement qu'ils le font pour le mineur de treize ans, une faute à la charge du patron qui a fait travailler un étranger non autorisé.

Dans le cas du mineur de treize ans employé dans le commerce ou l'industrie, comme dans celui de l'ouvrier étranger non muni d'une carte de travailleur, il y a infraction à une disposition d'ordre public : le contrat qui lie ces travailleurs à un patron est donc nul de plein droit. Aussi, la solution de la Cour de cassation qui refuse de faire produire effet à ce contrat serait-elle pleinement défendable si les parties n'avaient pas déjà exécuté le contrat.

Mais, dans le cas d'accident survenu à l'ouvrier au cours de son travail, l'exécution par les contractants de leurs obligations respectives a créé une situation de fait définitive : rien, pas même l'annulation, ne peut plus la modifier.

Aussi est-il permis de regretter que la Cour de cassa-

tion ne tienne pas compte davantage de la réalité dans ce domaine si humain de la réparation des accidents du travail. Cette solution rigoureuse se comprend d'autant moins que la Cour suprême fait preuve de beaucoup plus de souplesse quand il s'agit d'autres contrats successifs, comme le contrat de Société : elle ne considère l'annulation de la société que comme une dissolution anticipée.

Or il est admis qu'en cas de dissolution anticipée d'une société, il faut liquider le passé : on ne peut pas en faire abstraction, et la nullité ne produit d'effets que pour l'avenir. Ainsi la jurisprudence ne méconnaît pas la situation de fait créée par le fonctionnement de la Société irrégulière. Suivant l'expression de M. H. CAPITANT, « il est des situations dans lesquelles le droit doit céder la place à la réalité » (29).

§ 2. — ACCIDENT SURVENU DANS L'EXÉCUTION D'UN CONTRAT
DE TRAVAIL QUI ENTRAÎNE UN MANQUEMENT
A UNE OBLIGATION IMPOSÉE PAR UNE DISPOSITION
D'ORDRE PUBLIC

Les articles 2 et 3 du livre 2 du Code du travail n'interdisent l'emploi des mineurs de treize ans que dans l'industrie et le commerce.

L'emploi des enfants au-dessous de cet âge reste donc libre dans beaucoup de professions. Aucun texte du Code du travail n'interdit, par exemple, d'embaucher un jeune ouvrier agricole de moins de treize ans. Celui-ci est donc, dans son travail, assujetti à la loi sur le risque professionnel à l'égal d'un ouvrier majeur. En cas d'accident, dans l'exercice de ses fonctions, la jeune victime sera couverte par la législation des accidents du travail ; par

(29) Capitant (H.), « Rapport à l'Ass. Nat. pour la protection légale des travailleurs », Paris, 1913.

contre, malgré la modicité fréquente de son salaire elle ne pourra, en vertu de l'article 2 de la loi de 1898, intenter contre son patron aucune action en responsabilité fondée sur les articles 1382 et suivants Code civil.

Voilà le principe ; il est admis d'une façon unanime, tant par la doctrine que par la jurisprudence. Mais, la Cour de cassation transforme le principe en exception. Voici par quel raisonnement elle y arrive : La loi du 28 mars 1882, dont l'article 4 a institué l'instruction obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six ans révolus à treize ans révolus, présente un caractère d'ordre public, puisque les infractions à ses prescriptions sont passibles de sanctions pénales ; or les nécessités de la fréquentation scolaire régulière sont incompatibles avec les obligations d'un contrat de travail journalier.

Le contrat de louage de services intervenu dans ces conditions, faisant échec à l'exécution par l'enfant des obligations qui lui sont imposées par une loi d'ordre public, est donc radicalement nul, et la nullité peut en être demandée par tout intéressé et même être prononcée d'office.

Au terme de ce raisonnement de la Cour de cassation, la conclusion s'impose d'elle-même : la nullité d'ordre public qui infecte le contrat de travail intervenu entre le patron et le mineur tenu à l'obligation scolaire exclut l'enfant du nombre des bénéficiaires de la législation des accidents du travail. Le mineur de treize ans, blessé dans l'exercice d'une profession où il n'y a pas d'âge minimum, mais à une heure où il aurait dû se trouver sur les bancs de l'école n'est pas recevable à invoquer la responsabilité patronale de la loi du 9 avril 1898.

C'est ce qu'a jugé la Cour de cassation dans un arrêt relativement récent, du 28 juin 1932. Cet arrêt casse une décision de la Cour d'appel d'Angers en date du 23 juillet

1929. La Cour d'Angers avait refusé de prononcer la nullité du contrat de travail intervenu entre ESNAULT, cultivateur, et le jeune MILLION, âgé de moins de treize ans, sous le prétexte que la loi de 1882 n'édicteait pas de sanctions civiles et comportait la possibilité de dérogations (30).

La Chambre civile fait grief à la Cour d'Angers d'avoir déclaré le contrat de travail valable et l'accident régi par la loi de 1898, « sans rechercher si le contrat était compatible avec les obligations scolaires » de la jeune victime (31).

Il y a dans ces quelques mots une limitation très sérieuse de la portée de la décision de la Cour suprême. Comme le précise M. A. ROUAST, dans un commentaire de cet arrêt, « la Cour de cassation n'entend pas dire que tout embauchage d'un enfant de moins de treize ans est radicalement nul. Elle ne prononce la nullité que dans la mesure où l'exécution du contrat empêche l'enfant d'aller à l'école, au mépris des dispositions de la loi ».

Il s'ensuit qu'un enfant pourrait être valablement engagé, dans une profession ne comportant pas d'âge minimum, pour travailler en dehors des heures de classe ou pendant les périodes de vacances scolaires. Cette solution découle de l'incidente expresse et significative que la Cour de cassation a cru devoir insérer dans son arrêt du 28 juin 1932.

Il faut cependant se garder de conclure avec trop de hâte que l'accident, survenu à l'enfant en dehors des heures de classe ou pendant une période de vacances, doive entraîner dans tous les cas l'application de la responsabilité du risque professionnel.

(30) Civ., 28 juin 1932, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1932, p. 1058, et note de M. A. Rouast.

(31) V. *Rev. Gén. Ass. terr.*, 1932, p. 1058 précitée.

C'est ainsi qu'un contrat de travail portant sur une période d'exécution de six mois sera déclaré nul parce que sa durée dépasse les limites des vacances scolaires et que l'enfant ne saurait l'exécuter sans contrevenir aux dispositions de l'article 4 de la loi du 28 mars 1882. Peu importe, dès lors, que l'accident survienne au cours des vacances ou en dehors des heures de classe. La convention, viciée à son origine, parce que reposant sur une cause illicite, ne pourra pas être valablement invoquée, et c'est à bon droit que le juge refusera l'application de la loi de 1898 (32).

Il peut paraître difficile, en droit strict, d'attaquer la thèse de la Cour de cassation lorsqu'elle refuse de faire produire effet à un contrat allant *directement* à l'encontre d'un texte ayant un caractère d'ordre public : tel est le cas d'une convention conclue en infraction aux articles 2 et 3, ou 64 du livre II du Code du travail. Par contre, il ne semble pas possible d'admettre la même solution lorsque le contrat n'entraîne qu'*indirectement* la violation d'une loi d'ordre public : tel est le cas, lorsqu'un enfant encore soumis à l'obligation scolaire est embauché dans une profession où il n'y a pas d'âge minimum.

L'adoption d'une solution identique dans les deux cas peut paraître, au premier abord, des plus logiques. Elle semble, en effet, résulter d'une similitude de situation : dans le premier cas, la convention intervenue entre le mineur de treize ans et l'employeur est passée en contra-vention aux textes du Code du travail ; dans le second, l'exécution du contrat liant l'écolier à son patron met en échec l'application de la loi de 1882. Or, les dispositions de cette loi ont, comme celles des articles 2 et 3 du Code du travail, un caractère d'ordre public.

(32) V. aussi Rennes, 9 mai 1934, *Rec. Rennes*, 1934-238.

Néanmoins, considérées de plus près, les deux situations sont assez dissemblables pour justifier deux solutions différentes ; car si, dans le premier cas, le contrat viole directement une règle d'ordre public, il en va différemment dans le second : aucun texte n'interdit à l'enfant de s'engager comme travailleur agricole ou comme domestique par exemple. Le contrat passé par l'enfant est donc valable et, si celui-ci est victime d'un accident au cours du travail, son patron lui en devra réparation en vertu de la loi sur le risque professionnel. Il faut tenir compte, en effet, de ce que les incapacités sont de droit étroit ; sans un texte de loi formel, le juge ne saurait en prononcer aucune : or la loi de 1882 n'édicte nulle part la nullité d'un contrat dont l'exécution serait incompatible avec ses prescriptions. Cet argument a précisément été invoqué par la Cour d'Angers dans son arrêt du 23 juillet 1929 (ESNAULT c. MILLION). Pour refuser de prononcer la nullité du contrat de travail passé entre le jeune MILLION et son patron, la Cour excipe de l'absence de sanctions civiles dans la loi du 28 mars 1882.

Nous avons indiqué que la Chambre civile de la Cour de cassation n'en avait pas moins cassé cet arrêt ; estimant les circonstances d'exécution du contrat de travail incompatibles avec les obligations scolaires d'une des parties, elle a jugé que ce contrat était nul comme contraire à une loi d'ordre public.

Cette décision de la Cour suprême aura sans doute une répercussion considérable, car elle étend d'une façon très sensible le champ d'application des nullités. Il y a en effet tout lieu de penser que la Cour de cassation restera fidèle à son raisonnement. Ainsi il faut nous attendre à voir prononcer la nullité du contrat de travail, et, en conséquence, écarter la loi de 1898, toutes les fois que l'exécution du contrat devra entraîner, pour l'une des

parties, un manquement à une obligation résultant d'une loi d'ordre public. Or ces cas ne sont pas rares. M. A. ROUAST en cite quelques-uns dans une note qu'il a fait paraître sous l'arrêt de Cassation du 28 juin 1932 (33) : « Ainsi, conclut cet auteur, il faudra décider que l'embauchage d'un travailleur est nul quand il a lieu en contravention avec ses obligations militaires et que, par conséquent, l'accident de travail subi par un soldat qui aurait prolongé indûment une permission n'est pas couvert par la loi de 1898. Il faudra donner une solution semblable pour le travailleur journalier qui s'embauche au lieu de se rendre à sa fonction de juré. Ces solutions, qui n'ont probablement pas été aperçues par la Cour de cassation découlent logiquement de sa décision ».

En présence de ces solutions, on aperçoit l'importance de l'œuvre jurisprudentielle dans la mise en application de la législation du risque professionnel.

Mais devant le désir, à la fois ferme et explicite du législateur, d'exclure les règles du droit commun dans la réparation des accidents du travail, nous exprimons le regret de voir la Cour de cassation écarter si facilement les dispositions de la loi de 1898 sous le prétexte d'ordre public.

SECTION III

LE PRINCIPE DE L'EXCLUSION DE LA RESPONSABILITÉ DE DROIT COMMUN EN CAS DE NULLITÉ DU CONTRAT DE TRAVAIL

§ 1. — APPRÉCIATION DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE DE NULLITÉ DU CONTRAT DE TRAVAIL

Si à la fin de cette étude nous essayons de dégager une impression d'ensemble, nous sommes amené à cons-

(33) *Rev. Gén. Ass. terr.*, 1932, p. 1058.

tater que toute la jurisprudence de la Cour suprême concernant la nullité du contrat de travail, présente une remarquable homogénéité, depuis les premiers arrêts jusqu'aux plus récents.

Dès 1901 la Chambre des requêtes posait la première assise d'une construction juridique dont l'édification allait bientôt recevoir le puissant concours des deux autres Chambres de la Cour de cassation : l'application de la loi de 1898 suppose l'existence d'un contrat de travail valablement passé entre les parties. « Attendu, dit l'arrêt du 2 décembre 1901, que le principe du risque professionnel, établi par la loi du 9 avril 1898, implique nécessairement l'existence d'une convention préalable de louage d'ouvrage entre le chef de l'entreprise et les ouvriers qu'il emploie ; que cette convention est soumise, pour sa validité, aux conditions essentielles des autres contrats ».

Le principe est posé : à la base de la responsabilité spéciale du patron il y a un contrat de travail, qui est une condition essentielle de cette responsabilité. Dira-t-on que c'est forcer le sens des termes de la Cour de cassation ci-dessus rapportés que de leur donner une signification aussi forte ? Il suffira, pour justifier l'interprétation que nous donnons, de se référer aux termes employés par M. le conseiller ALPHANDÉRY, précisément rapporteur à la Chambre des requêtes, le 2 décembre 1901 : « Il n'est dans les préliminaires de la loi du 9 avril 1898, même dans les projets les plus hardis, aucune disposition qui ne présuppose un contrat passé entre le patron et celui qu'il emploie. Dans chacun de ses articles, la loi de 1898 se sert des expressions : ouvriers et employés. Ces termes impliquent une convention, un engagement préalable, *d'où naît l'obligation contractuelle.* »

Voilà le mot décisif, prononcé dès 1901. Sans doute ne peut-il être question d'appliquer aux accidents du travail la théorie de la responsabilité contractuelle défendue par MM. SAUZET (34) et SAINCTELETTE (35). La thèse soutenue par ces auteurs et suivant laquelle le patron s'engagerait implicitement dans le contrat de travail à assurer la sécurité de l'ouvrier qu'il embauche, n'a eu aucun succès auprès de la jurisprudence française (36). Mais, dès 1901, nous voyons affirmer de façon non équivoque par la Cour suprême que l'obligation légale du patron suppose « une convention, un engagement préalable », un contrat de travail. Et pour dissiper toute équivoque à ce sujet, la Cour de cassation précisait son opinion dans un arrêt rendu toutes Chambres réunies, le 8 janvier 1908 : « Attendu que la responsabilité du risque professionnel, établie par la loi de 1898, est une conséquence directe du contrat de travail ».

Ne pouvant pas exister en dehors du contrat de louage de services, l'obligation légale du patron devait inévitablement disparaître chaque fois que la nullité de la convention serait prononcée. Par là même, la nullité du contrat de travail, prononcée d'office ou à la demande de l'une des parties, devait entraîner, dans tous les cas, l'exclusion de la loi de 1898.

Les quelques arrêts que nous avons examinés montrent que la Cour suprême a fait, dans cette matière, une œuvre aussi solide que continue, et que dans chaque espèce la conclusion a été conforme à ce que promettaient les prémisses.

(34) « Responsabilité des patrons », *Revue critique*, 1883, p. 596 et 608.

(35) « Responsabilité et garantie », Bruxelles, 1884.

(36) V. en particulier, pour les cas où la législation des accidents du travail ne s'applique pas, Civ., 27 févr. 1929, *D. P.*, 1929-1-130, et la note de M. Ripert.

On a formulé contre la solution de la jurisprudence des objections qui paraissent fondées.

Tout d'abord la Cour de cassation raisonne comme si la responsabilité du risque professionnel était un effet du contrat de travail (37). Or cela est inexact : le contrat intervenu entre le chef d'entreprise et la victime témoigne de l'existence d'un lien de subordination entre les parties et permet de calculer l'indemnité : mais il n'est pas le fondement de la responsabilité patronale. Celle-ci a sa source dans la loi. Cela est si vrai que le législateur interdit aux intéressés de modifier, dans le contrat de travail, l'étendue et les caractères de cette responsabilité (38).

En admettant même la thèse de la Cour de cassation, qui considère la responsabilité de la loi de 1898 comme une conséquence directe du contrat de travail, peut-on dire que la nullité de la convention fait disparaître cette responsabilité ? Non, sans aucun doute, car il ne faut pas oublier que le contrat de travail s'exécute par prestations et contre-prestations successives et que cette exécution crée une situation de fait que l'on ne peut plus modifier par la suite. On ne saurait parler en ce cas de l'effet rétroactif de la nullité. Rien ne peut plus dissocier de la matière d'un objet fabriqué ou de l'ensemble d'une construction, le travail qu'y a incorporé l'ouvrier. Rien, non plus, ne pourra redonner à la victime de l'accident sa capacité physique. La sentence du juge ne peut rien contre ces faits et l'annulation du contrat ne peut produire effet que pour l'avenir.

Par conséquent, la responsabilité patronale subsiste,

(37) V. l'arrêt des Ch. Réun. du 8 janv. 1908 : « Attendu que la responsabilité du risque professionnel, établie par la loi de 1898, est une conséquence directe du contrat de travail ».

(38) Loi du 9 avr. 1898, art. 30, v. *infra*, ch. V.

car elle est, avec l'obligation de payer le salaire convenu, la contre-partie du travail fourni par l'ouvrier et définitivement acquis au patron.

Ainsi, la solution de l'arrêt du 2 décembre 1901 va à l'encontre des conceptions définitivement acceptées dans la théorie des nullités. D'une part on ne saurait faire rétroagir la nullité à l'égard de l'une des parties et maintenir les effets du contrat à l'égard de l'autre. D'autre part le dol n'est pas une cause de nullité absolue, le contrat n'est pas nul de plein droit, et tant que la victime du dol n'a pu en faire prononcer la nullité, la convention continue à produire ses effets.

Peu fondée en droit, contraire à l'équité, cette solution est encore en opposition avec l'esprit de la loi. Il semble bien que l'intention du législateur de 1898 ait été d'accorder une réparation pour tous les accidents du travail salarié : cette réparation n'est que partielle, exclusive dans tous les cas de la réparation intégrale du droit commun, mais en contre-partie, elle est toujours due, même en cas de faute de l'ouvrier.

Il est donc curieux de voir la Cour de cassation faire revivre la notion de faute, invoquer par exemple le dol de la victime pour écarter une législation qui s'attache précisément à faire abstraction de toute idée de faute.

Nous pouvons dire en résumé que l'exclusion de la législation des accidents du travail dans les rapports de la victime et du chef d'entreprise, sous le prétexte de nullité du contrat de travail, est très critiquable.

En cas de nullité relative, cette solution est rigoureuse, contraire à l'équité, et elle soulève en droit de très sérieuses objections ; fondée sur un cas de nullité absolue, elle paraît plus défendable en droit strict, mais elle ne tient pas suffisamment compte de la réalité. Enfin, dans l'un et l'autre cas, elle consacre une exception, que

n'a pas voulue le législateur, au principe de la responsabilité spéciale des accidents du travail, exclusive du droit commun.

Malgré cette appréciation défavorable sur la thèse adoptée par la Cour suprême, nous sommes obligé de convenir qu'il n'y a plus de raison sérieuse d'espérer un revirement de la jurisprudence. La solution de la Cour de cassation qui subordonne l'application de la législation des accidents du travail et des maladies professionnelles à l'existence d'un contrat de travail *valablement passé* entre le chef d'entreprise et son subordonné, semble bien définitive.

Seule une modification législative pourra désormais réintégrer dans le champ d'application de la loi la série des travailleurs qu'en a exclus la jurisprudence (39).

§ 2. — PRINCIPE DE L'EXCLUSION DE LA RESPONSABILITÉ DE DROIT COMMUN ET NULLITÉ DU CONTRAT DE TRAVAIL

Que le contrat de travail liant l'ouvrier au chef d'entreprise soit déclaré nul pour cause de nullité absolue, ou bien de nullité relative, le résultat est le même :

(39) Au cours de la discussion du projet de réforme voté en 1927 par la Chambre des Députés, M. Ernest Lafont avait déposé dans ce sens, un amendement à l'article 1^{er} ; il précisait dans son dernier alinéa : « La présente loi recevra son application, même si le contrat de travail est imparfait ou nul, notamment pour cause d'infraction à la loi ou d'erreur sur la personne ».

Mais cet amendement fut retiré et M. Georges Pernot présenta, et réussit à faire adopter, un autre texte, plus conforme à la thèse de la jurisprudence : « Est considéré comme salarié pour l'application de la présente loi, quiconque effectue un travail rétribué ou non encore rétribué, pour le compte d'un employeur auquel il est lié par un contrat de louage de services ou d'apprentissage et sous la dépendance duquel il travaille » ; Chambre des Députés, Déb. parl., 2^e séance du 20 décembre 1927.

Le projet de réforme voté en décembre 1927 par la Chambre des Députés n'a pas recueilli l'adhésion du Sénat, devant lequel il est toujours en instance. Un projet plus restreint émanant du gouvernement a été déposé en 1933.

l'ouvrier ou ses représentants ne peuvent réclamer aucune indemnité à l'employeur en vertu des lois sur la responsabilité des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Mais la nullité du contrat n'empêche pas que le salarié ait été victime d'un accident sur le chantier ou à l'usine, c'est-à-dire par le fait ou à l'occasion de son travail, suivant les termes de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898.

Or, l'article 2 de cette loi interdit aux ouvriers et employés de se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de ladite loi. Alors se pose la question suivante : cet article a-t-il pour effet d'interdire à l'ouvrier, victime d'un accident alors qu'il travaillait en vertu d'un contrat entaché de nullité, de se prévaloir contre son patron des dispositions du droit commun ?

La Cour d'appel de Lyon, dans un arrêt du 27 janvier 1907, donnait à l'article 2 ce sens absolu, et elle en tirait argument pour déclarer la loi de 1898 applicable à un accident survenu à un enfant de moins de treize ans, embauché en violation de la loi du 2 novembre 1892.

Cette décision fut cassée par un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation le 22 mai 1912 (affaire Schot c. Teresimo dell' Erba) (40). La Cour suprême déclara la loi sur les accidents du travail inapplicable en l'espèce ; mais elle crut devoir affirmer en même temps que la victime, exclue du droit exceptionnel de la loi de 1898, conservait intact son recours en responsabilité selon le droit commun. Voici en quels termes elle le fit : « Attendu qu'il n'est pas exact de dire, comme le fait l'arrêt (de la Cour de Lyon), que si dell' Erba ne peut invo-

(40) Civ., 22 mai 1912, Schot c. Teresimo dell' Erba, *S.*, 1912-1-517 (2^e esp.).

quer les dispositions de la loi sur les accidents du travail, Schot échapperait à toute responsabilité grâce à la faute qu'il a commise ; que, si la loi du 9 avril 1898 ne lui est pas applicable, il tombe sous le coup de l'article 1382 du Code civil. »

La question est donc tranchée : la nullité du contrat de travail fait obstacle à l'application de la loi de 1898, mais elle laisse à la victime de l'accident la possibilité de réclamer, dans les termes du droit commun de la responsabilité, réparation du préjudice subi (41).

Cette solution n'a pas lieu de surprendre. La Cour de cassation raisonne en effet de la façon suivante : un contrat de travail nul, ne pouvant produire aucun effet, n'a pas pu donner au travailleur la qualité juridique d'ouvrier ou d'employé exigée à l'article 1^{er} de la loi. Or, d'une part, seuls les « ouvriers et employés » définis à l'article 1^{er} ont été placés dans le domaine d'application de la loi de 1898, et, d'autre part, seuls ces mêmes « ouvriers et employés » désignés à l'article précédent sont, aux termes de l'article 2, irrecevables à invoquer les dispositions du droit commun. En conséquence, le droit exceptionnel de la loi sur le risque professionnel n'ayant rien innové en ce qui concerne les salariés qui, travaillant en vertu d'un contrat nul, ne sont pas des ouvriers ou employés au sens de l'article 1^{er}, ceux-ci sont restés, comme avant 1898, sous l'empire du droit commun.

La solution adoptée par la Cour de cassation est logique. On ne saurait lui faire aucun grief si, avec la Cour suprême, on n'admet comme ouvriers et employés, au sens de l'article 1^{er} de la loi, que les salariés pouvant justifier d'un contrat de travail valable.

Cette jurisprudence qui admet le recours de la vic-

(41) V. en ce sens Civ., 28 juin 1932, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1932-1058. Rennes, 9 mai 1934, *Rec. Rennes*, 1934-238.

time au droit commun lorsqu'elle est privée du bénéfice de la loi sur les accidents du travail en conséquence de la nullité du contrat de louage de services a pris naissance au sujet de la réparation des accidents survenus aux mineurs de treize ans illégalement employés.

Sans doute la victime ne bénéficie pas, dans ce cas, des avantages de procédure, des facilités de preuve, des garanties de paiement que comporte la loi de 1898. Sans doute aussi la responsabilité du patron ne joue-t-elle pas automatiquement. La victime ou ses représentants ne peuvent même rien réclamer si aucune faute n'est relevée à la charge de l'employeur et si l'accident ne provient pas d'une chose dont celui-ci avait la garde juridique.

Il ne faudrait cependant pas conclure trop hâtivement que la solution adoptée par la Cour de cassation ne comporte, dans tous les cas, que des désavantages pour le jeune ouvrier.

Tout d'abord, les cas de responsabilité du patron sont devenus de plus en plus fréquents étant donnée l'évolution de la jurisprudence concernant la responsabilité du fait des choses inanimées (42).

Il faut aussi tenir compte de la facilité avec laquelle les juges retiennent à la charge du patron la faute qui consiste à avoir embauché un enfant en contravention à la loi ; il faut, de plus, considérer que le juge a, en droit commun, un pouvoir absolu pour apprécier, suivant les circonstances particulières à chaque espèce, la gravité de cette faute. Il faut ne pas omettre enfin que, n'étant pas lié par les dispositions impératives de la loi de 1898, le magistrat peut apprécier arbitrairement le dommage éprouvé par l'enfant ; de même il faut faire état de ce que, contrairement au principe du forfait établi par la

(42) V. *supra*, chapitre préliminaire, section II.

loi de 1898, la réparation intégrale du dommage est la règle du droit commun.

Le juge peut donc, en tout état de cause, faire bénéficier la jeune victime d'une indemnité plus forte que celle que lui aurait procuré l'application de la législation spéciale.

Le rappel de ces considérations n'est pas sans intérêt si l'on songe que l'enfant ne gagne jamais qu'un salaire très réduit par rapport à sa capacité future de travail. Or, un accident survenu dès son jeune âge peut paralyser chez l'ouvrier le développement de cette capacité : la loi du 9 avril 1898 ne permet pas au juge d'apprécier et de réparer cette conséquence de l'accident : seul le salaire de la victime est pris en considération, et le salaire de l'ouvrier très jeune est toujours très bas : il s'ensuit que, par le jeu de la réparation forfaitaire, le mineur de treize ans n'obtiendrait jamais qu'une indemnité extrêmement réduite.

N'est-ce donc pas, en définitive, par mesure d'équité, dans une pensée généreuse à l'égard des jeunes travailleurs, et dans leur intérêt même, que la Cour de cassation fait application du droit commun de la responsabilité dans le cas d'accident survenu dans son travail au mineur de treize ans ?

Malgré les considérations que nous venons de rappeler, il est difficile de répondre par l'affirmative. En effet, le premier arrêt de la Cour de cassation qui a admis la victime à se prévaloir du droit commun en cas de nullité du contrat de travail, concerne bien un mineur de treize ans. Mais il faut remarquer que cet arrêt a été rendu le 22 mai 1912 (43). Or, dès 1901, dans un arrêt que nous

(43) Civ., 22 mai 1912, précité.

avons commenté précédemment (44), la Cour suprême avait proclamé la nécessité d'un contrat de louage de services valable pour que la législation des accidents du travail fût applicable. Dans l'espèce soumise en 1901 à la Cour de cassation on ne pouvait cependant pas faire appel aux considérations d'équité que justifient la faiblesse et l'inexpérience d'un enfant de moins de treize ans. Il s'agissait au contraire d'un ouvrier de dix-sept ans, non soumis à une protection particulière de la loi, qui s'était fait embaucher frauduleusement sur un chantier de travaux publics.

La solution jurisprudentielle appliquée aux très jeunes travailleurs n'est donc pas une exception. Ce n'est pas l'âge de l'ouvrier qui a dicté la décision de la Cour de cassation : c'est l'application logique et stricte des articles 1 et 2 de la loi du 9 avril 1898, combinés avec les articles 1131 et 1133 du Code civil.

La solution qui admet la victime d'un accident, travaillant en vertu d'un contrat de travail entaché de nullité, à invoquer les règles de la responsabilité de droit commun contre son employeur apparaît ainsi tout à fait générale ; applicable dans tous les cas, elle découle d'une façon absolument logique de l'interprétation donnée par la jurisprudence aux termes « ouvriers et employés » qui figurent aux articles 1 et 2 de la loi sur le risque professionnel.

(44) Req., 2 déc. 1901, précité. V. *supra*, ch. I, p. 45.

CHAPITRE II

**MALADIES CONTRACTÉES PENDANT LE TRAVAIL
MAIS NON CLASSÉES
COMME MALADIES PROFESSIONNELLES**

SECTION PRELIMINAIRE

RÉPARATION D'UN PRÉJUDICE N'AYANT PAS SA CAUSE JURIDIQUE DANS UN ACCIDENT DU TRAVAIL

L'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 limite l'application de cette loi à la réparation des conséquences dommageables résultant des accidents du travail.

De même, l'exclusion du droit commun établie à l'article 2 ne vise que les actions intentées par les ouvriers et employés « à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail. »

Aussi ne fait-il de doute pour personne que, s'il s'agit de réparer un préjudice dont la cause juridique est étrangère au travail de l'ouvrier, celui-ci peut assigner son patron sur le fondement des articles 1382 et suivants du Code civil. C'est ainsi que la Cour de cassation a admis un ouvrier à invoquer le droit commun contre son employeur pour obtenir réparation du préjudice éprouvé par suite d'une action en justice abusivement exercée contre lui (1). De même, un arrêt de la Chambre des requêtes du 17 janvier 1928 a reconnu la recevabilité d'une action en dommages-intérêts intentée par un ouvrier contre son patron à qui il avait donné le mandat de déclarer l'accident. Le patron n'en avait rien fait et l'action de la loi de 1898 s'était trouvée prescrite : l'ouvrier avait obtenu de ce fait des dommages-intérêts. La Cour de cassation, saisie d'un pourvoi contre cette décision pour violation de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, déclara que ce texte était inapplicable en l'espèce (2).

(1) Civ., 25 juin 1918, *D. P.*, 1920-1-87, 7^e esp.

(2) Req., 17 janv. 1928, *D. H.*, 1928-101.

MM. ROUAST et GIVORD font remarquer à ce sujet que l'action de l'ouvrier était basée sur un contrat postérieur à l'accident et qui n'avait pas pour but d'en réparer les conséquences : la solution adoptée par la Cour de Cassation s'imposait donc de toute évidence.

Nous sommes ainsi amené à déclarer que le principe de l'exclusion de la responsabilité de droit commun dans les rapports du patron et de l'ouvrier n'a pas lieu de jouer lorsque le dommage subi par l'ouvrier n'a pas sa cause juridique dans un accident du travail.

Cette solution confirmée, comme nous venons de l'indiquer, par la Cour de Cassation, ne peut faire de doute pour personne. Mais la difficulté surgit lorsqu'il s'agit de réparer un dommage résultant d'une affection qui ne répond ni à la définition de l'accident du travail ni à celle de la maladie professionnelle.

Dans toutes les espèces soumises à la décision des juges il s'est agi d'affections morbides ou d'intoxications à forme lente que ne protégeait pas la loi du 25 octobre 1919 : cette loi a étendu aux maladies d'origine professionnelle la législation des accidents du travail. Mais cette extension comporte des réserves dont la première consiste en une limitation stricte du domaine d'application de la loi.

Or c'est précisément la limitation des dispositions de la loi à un nombre restreint de maladies qui a fait revivre, au sujet d'affections morbides ou d'intoxications qui ont leur cause ou leur origine dans le travail mais qui ne sont pas classées comme maladies professionnelles, la question de l'exclusion ou de l'application de la responsabilité de droit commun.

La controverse est d'autant plus délicate que partisans et adversaires de l'exclusion peuvent invoquer à l'appui

de leurs thèses respectives des décisions de jurisprudence, qui ont statué soit dans un sens, soit dans l'autre.

C'est en partant des dispositions de la loi sur les maladies professionnelles que nous allons examiner la question. Aussi est-ce par un rappel des caractères de cette loi et par une délimitation exacte de l'étendue de son domaine d'application, que nous allons commencer notre étude.

SECTION PREMIERE

DOMAINE D'APPLICATION DE LA LEGISLATION DES MALADIES PROFESSIONNELLES

Avant la loi du 25 octobre 1919, l'ouvrier atteint d'une maladie d'origine professionnelle contractée au service d'un patron n'était pas dans l'impossibilité absolue de demander une indemnité à son employeur.

Le principe de responsabilité fondé sur les articles 1382 et suivants du Code civil est tout à fait général. En vertu de ces articles, l'ouvrier pouvait donc toujours assigner le chef d'entreprise en paiement de dommages-intérêts dont l'évaluation était laissée à la libre appréciation du juge. Mais, pour réussir dans son action, l'ouvrier avait à prouver une faute du patron et la relation de cause à effet entre cette faute et la maladie dont il se plaignait. Cette preuve étant extrêmement difficile à faire et même, dans la plupart des cas, impossible à établir, l'ouvrier ne pouvait, le plus souvent, obtenir aucune réparation.

La loi du 25 octobre 1919 a mis fin à cet état de choses pour un certain nombre de maladies occasionnées par certains travaux industriels.

Maladies protégées et travaux industriels susceptibles de les provoquer figurent sur des tableaux annexés à la

loi du 25 octobre 1919, modifiée et complétée par celle du 1^{er} janvier 1931 et par le décret du 12 juillet 1936 (3). Aux deux tableaux visant les intoxications saturnines et mercurielles de la loi de 1919, celle de 1931 en a ajouté quatre autres qui concernent respectivement les intoxications provoquées par le tétrachloréthane, les intoxications benziniques, phosphoriques et celles qui sont causées par les rayons X ou les substances radioactives. Enfin le décret du 12 juillet 1936, pris en application de la loi du 1^{er} janvier 1931, porte à dix le nombre des tableaux annexés à la loi. Les quatre derniers concernent les maladies contractées dans les égoûts, les lésions cutanées causées par l'action des ciments, la dermatose, causée par l'action de la trichloronaphtaline et, enfin, les ulcérations causées par l'action du bichromate de potassium.

A chaque maladie correspond la liste des travaux industriels qui peuvent la provoquer et cette liste est, tout comme celle des maladies protégées, limitative. La jurisprudence a eu plusieurs fois l'occasion de statuer à ce sujet et elle s'est toujours prononcée nettement dans le sens d'une interprétation stricte tant en ce qui concerne la liste des maladies qu'en ce qui regarde la limitation des travaux susceptibles de les engendrer (4).

Désormais, chaque fois que l'ouvrier demandera à son patron réparation des conséquences dommageables résultant pour lui d'une de ces maladies, seule la législation spéciale des accidents du travail et des maladies professionnelles pourra s'appliquer.

L'ouvrier n'a plus à prouver aucune faute du patron

(3) *J. Off.*, 18 juil. 1936.

(4) Trib. de Belfort, 17 mars 1922, *Gaz. Pal.*, 1922-1-559; Bordeaux, 20 mars 1923, *Gaz. Pal.*, 1923-2-236; Req., 20 juin 1929, *D. H.*, 1929-444, *S.*, 1930-1-25.

ni, à plus forte raison, une relation de cause à effet entre cette faute et la maladie. Le chef d'entreprise qui emploie des ouvriers à des travaux industriels figurant aux tableaux annexés à la loi comme susceptibles de provoquer une maladie classée est, pendant le délai légal d'incubation, de plein droit responsable dans les limites fixées par la loi.

Les caractères de la responsabilité patronale sont absolument les mêmes que lorsqu'il y a accident du travail. S'agissant de la réparation des maladies professionnelles, la responsabilité du patron est également une responsabilité sans faute, forfaitaire et autonome, exclusive de la responsabilité de droit commun.

La réparation des conséquences des maladies professionnelles obéit donc aux mêmes règles que la réparation des accidents du travail. En cas de maladie protégée, l'ouvrier aura droit aux frais médicaux et pharmaceutiques et il recevra une indemnité journalière correspondant à la moitié de son salaire. Si, à la suite de la maladie il reste atteint d'une incapacité permanente, totale ou partielle, il aura droit à une rente calculée de la même manière que s'il s'agissait d'un accident du travail. De même, si la maladie entraîne la mort de l'ouvrier, les représentants de la victime pourront réclamer une rente dans le cadre des dispositions de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898. Le calcul du salaire, les garanties pour le paiement des rentes, la procédure enfin, obéissent aux règles établies par la loi sur les accidents du travail.

La limitation des maladies protégées constitue, avec quelques règles spéciales d'imputation de responsabilité aux patrons, et quelques particularités relatives à la déclaration des maladies, les seules dispositions spéciales de la loi de 1919. En résumé donc, l'économie générale de la loi consiste en une extension de la législation sur la res-

ponsabilité des accidents du travail aux maladies figurant sur les tableaux annexes.

Ces quelques considérations suffisent à indiquer que la protection des ouvriers n'a pas encore une application générale. Si ces derniers sont protégés contre toutes les conséquences dommageables de tous les accidents du travail, ils ne le sont pas encore, à beaucoup près, contre celles de toutes les maladies qui ont leur origine dans l'exercice de la profession.

Cette solution peut étonner si l'on considère que les maladies provoquées par le travail, quoique moins fréquentes que les accidents, peuvent atteindre les ouvriers d'une façon aussi grave, entraînant une incapacité temporaire ou permanente, partielle ou totale, et provoquant la mort dans bien des cas.

Si le législateur a tardé davantage à protéger d'une façon spéciale les ouvriers contre les conséquences des maladies professionnelles et si aujourd'hui encore cette protection ne s'étend qu'à certaines affections limitativement énumérées, c'est que le problème de la réparation des maladies professionnelles est autrement complexe que celui de l'indemnisation des accidents du travail.

Suivant la définition donnée par MM. ROUAST et GIVORD « l'accident au sens de la loi de 1898 est un fait soudain et le plus souvent violent, qui est d'origine extérieure au travailleur auquel il cause un préjudice par une lésion corporelle » (5).

Lorsque l'accident ainsi défini a frappé l'ouvrier au

(5) Rouast et Givord, « Traité des Acc. du trav. », N° 90. V. aussi sur la définition de l'accident, Civ., 21 févr. 1912, *D. P.*, 1913-5-7, *S.*, 1912-1-81 et note de M. Sachet. Dans cet arrêt la Cour de cassation définit l'accident toute lésion provenant de l'action violente et soudaine d'une cause extérieure. Sachet, « Traité des Acc. du trav. », 8^e éd., t. I, n° 256; Capitant et Cuhe, n° 310; Marestaing, « Définition des acc. du trav. dans les différents pays », p. 3.

temps et au lieu du travail, suivant la formule de la Cour de cassation, nous sommes en présence d'un accident protégé : or, il est facile de déterminer le lien nécessaire entre l'heure et le lieu du travail et l'accident dont est victime l'ouvrier.

Il est au contraire souvent difficile d'établir une relation précise et un rapport de cause à effet entre l'exercice d'une profession et certaines maladies. Si en effet l'accident se caractérise par sa soudaineté, la maladie a, le plus souvent, une évolution lente et ne se manifeste que progressivement, apparaissant après une période plus ou moins longue d'incubation. Comment, dans ces conditions, rattacher la maladie à l'exercice de la profession ? Le législateur a dû fixer une période d'incubation normale et établir une présomption d'imputation de la maladie au travail exécuté dans un établissement insalubre. Cette période d'incubation considérée comme normale a été fixée à un an, sauf pour le cancer des radiologues qui est reconnu susceptible d'apparaître dans les cinq années qui suivent la cessation du travail. Il existe une autre exception concernant les maladies contractées dans les égouts : le délai de responsabilité a été fixé à vingt-et-un jours pour la spirochétose ictéro-hémorragique et à trente jours pour le tétanos en dehors des cas consécutifs à un accident du travail.

De plus, pendant la période d'incubation légale, l'ouvrier a pu travailler dans plusieurs établissements employant des substances nocives susceptibles d'être la cause de la maladie. Il a donc paru équitable d'établir une répartition de responsabilité entre les différents employeurs : c'est ce à quoi s'est attaché l'article 3 de la loi du 25 octobre 1919.

Ce sont ces difficultés qui, d'une part, ont retardé l'application de la législation spéciale des accidents du tra-

vail aux maladies professionnelles et qui, d'autre part, ont amené le législateur à fixer limitativement le nombre des maladies protégées par la loi et les travaux industriels susceptibles de les provoquer.

Aujourd'hui donc « sont maladies professionnelles les maladies qui sont énumérées comme telles dans la loi de 1919 modifiée par la loi de 1931 » (6) complétée par le décret du 12 juillet 1936.

Nous insistons sur le caractère limitatif de l'énumération donnée par la loi de 1919 parce qu'il est précisément à l'origine de notre étude.

La législation spéciale des maladies professionnelles présente ainsi un champ d'application strictement limité. Elle ne concerne que les affections mentionnées aux tableaux annexés à la loi, lorsqu'elles atteignent des ouvriers habituellement occupés aux travaux industriels correspondants. En dehors de ces limites, la loi de 1919 n'a rien innové.

SECTION II

CONTROVERSE SUR L'APPLICATION OU L'EXCLUSION DU DROIT COMMUN

Il est évident, et même incontesté, que les ouvriers et employés ne peuvent pas invoquer le droit commun contre leur employeur à raison des maladies professionnelles protégées par les lois du 25 octobre 1919 et du 1^{er} janvier 1931.

Mais ont-ils le droit de se prévaloir du droit commun contre leur patron, lorsqu'ils sont atteints d'une affection,

(6) Amiaud, « Cours de législation industrielle », professé à la Faculté de Droit de Paris, année 1934-1935.

contractée au cours du travail, mais qui ne figure pas dans la liste des maladies professionnelles énumérées aux tableaux annexes ?

Il est en effet certaines maladies qui, pour n'être pas protégées par la loi de 1919 n'en sont pas moins contractées par l'ouvrier au cours de son travail. Certaines maladies ont manifestement une origine professionnelle et l'ouvrier qui en est atteint peut se trouver à même de démontrer une relation de cause à effet entre son travail et l'affection dont il souffre. Il peut lui être possible d'imputer son mal à une faute du patron ou même plus simplement, à l'action nocive de choses, produits ou appareils, dont le patron a la garde juridique. Dans ces conditions, l'ouvrier pourra-t-il se prévaloir des articles 1382 à 1384 du Code civil pour intenter contre son patron une action en dommages-intérêts tendant à obtenir réparation intégrale d'un préjudice éprouvé au cours du travail, mais non protégé par la législation spéciale ?

Ou bien, à l'inverse, faut-il déclarer applicable à ce cas le principe de l'exclusion de la responsabilité de droit commun posé à l'article 2 de la loi de 1898 ?

§ 1. — SOLUTION FAVORABLE A L'APPLICATION DU DROIT COMMUN

Certaines décisions, les plus nombreuses, ont adopté la première solution.

Elles ont admis le recours de la victime au droit commun lorsqu'elle ne se trouvait pas dans les conditions requises pour invoquer la législation du risque professionnel (7).

(7) Trib. civ. de la Seine, 16 avr. 1929, *Gaz. Pal.*, 1929-2-151; Trib. civ. de la Haute-Vienne, 18 avr. 1929, *D. P.*, 1930-2-12; Grenoble, 10 mai 1933, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1934-190; Paris, 31 déc. 1934,

Ces décisions rappellent que l'exclusion du droit commun fait partie du forfait adopté par la loi de 1898 ; mais elles ajoutent que ce forfait légal, et, en même temps, le principe de l'exclusion posé à l'article 2 s'appliquent seulement lorsqu'il s'agit de réparer soit un accident qui répond à la définition d'accident du travail, soit une maladie professionnelle classée comme telle.

Si l'ouvrier demande réparation pour une maladie contractée au cours de son travail, mais non protégée, il pourra valablement invoquer le droit commun « attendu qu'on ne saurait, en ce cas, imposer à l'ouvrier, comme unique recours, la législation spéciale des accidents ; qu'une telle interprétation serait contraire à l'idée de substitution du forfait à la responsabilité de droit commun, notion qui suppose au moins pour l'ouvrier obligé d'y recourir, en vertu même de la loi, la possibilité d'user de cette substitution » (8).

Un arrêt plus récent encore de la Cour d'appel d'Amiens déclare que « si l'article 2 de la loi du 9 avril 1898 interdit aux ouvriers de se prévaloir des dispositions du droit commun, c'est uniquement dans l'hypothèse où ils sont victimes dans leur travail d'accidents ou de maladies professionnelles pour lesquels ils bénéficient de la protection de la loi du 9 avril 1898 ; que le texte de cet article le précise clairement quand il énonce que « les ouvriers désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi ; Attendu que cette interprétation

Gaz. Trib., 1935-2-119, *Trib. Civ. de Boulogne-sur-Mer*, 15 avr. 1935, *Rev. Cantiniaux*, 1935-297 ; Paris, 24 juill. 1935, *Rec. spéc. acc. trav.*, 1936-187 ; Amiens, 5 février 1936, *Rec. spéc. acc. trav.*, 1936-154, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1936-633.

(8) Paris, 31 déc. 1934, *Gaz. Trib.*, 1935-2-119, *Trib. civ. de Boulogne-sur-Mer*, 15 avr. 1935, précité.

apparaît évidente quand on rapproche de l'article 2, l'article 1^{er} dont il n'est que le corollaire » (9).

Cette solution est approuvée du côté de la doctrine, par MM. ROUAST et GIVORD : l'opinion de ces auteurs est ainsi formulée : « Si l'ouvrier se plaint d'une lésion qui n'a pas pour origine un accident mais une maladie professionnelle non prévue par la loi de 1919, son action basée sur les articles 1382 ou 1384 est parfaitement recevable » (10).

§ 2. — SOLUTION FAVORABLE A L'EXCLUSION DU DROIT COMMUN

La thèse qui admet la victime à recourir au droit commun lorsqu'elle est privée de la législation spéciale n'a pas recueilli l'adhésion unanime de la jurisprudence et de la doctrine.

C'est ainsi que, dans un arrêt du 18 décembre 1931, la Cour d'appel de Besançon rejette la demande en dommages-intérêts formée par un ouvrier, à raison de l'altération de sa vue provoquée par l'action nocive de vapeurs d'acide sulfurique. La Cour constate que l'ouvrier invoque ainsi une maladie professionnelle, mais que l'affection dont il se plaint n'est pas comprise dans les maladies limitativement énumérées aux tableaux annexés à la loi : aussi lui refuse-t-elle le bénéfice de la loi de 1919. Mais elle va beaucoup plus loin, et elle rejette le recours de l'ouvrier fondé sur le droit commun, pour les motifs suivants : « Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898 les ouvriers ne peu-

(9) Amiens, 5 fév. 1936, *Rec. spéc. acc. trav.*, 1936-154; *Rev. Gén. ass. terr.*, 1936-633.

(10) Rouast et Givord, *op. cit.*, n° 241. V. aussi note de M. A. Rouast, sous Paris, 31 déc. 1934, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1935-368.

vent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de ladite loi ; qu'il ne saurait en aucun cas être fait échec aux termes impératifs de ce texte qui est d'ordre public..... (11) »

Un jugement plus récent du Tribunal civil de Reims rendu le 20 juillet 1934 consacre la même solution dans le cas d'une intoxication lente contractée pendant le travail et ayant entraîné la mort de l'ouvrier. Les motifs par lesquels le Tribunal civil de Reims justifie sa décision sont analogues à ceux de la Cour d'appel de Besançon. Cependant il est précisé dans ce jugement du 20 juillet 1934 « que la loi sur les accidents du travail de 1898 et celles qui l'ont complétée ont mis à la charge des employeurs un risque professionnel et qu'ainsi un forfait a été légalement passé entre les patrons et leurs employés ; qu'en contre-partie des avantages donnés aux employés *la loi leur a fermé la porte du droit commun* ; que la législation spéciale qui a été créée par lesdites lois est une législation *exclusive*, et que l'article 2 de la loi de 1898 écarte toute application du droit commun ; que cette prohibition est d'ordre public et qu'elle s'impose aux tribunaux, qui doivent même la relever d'office (12). »

La thèse de l'exclusion totale du droit commun, adoptée par la Cour d'appel de Besançon et par le Tribunal civil de Reims dans les deux décisions que nous venons de citer a trouvé un excellent défenseur en la personne de M. Henri LALOU. Dans les notes parues au *Dalloz* sous Tribunal civil de la Haute-Vienne, 18 avril 1932 (13) ainsi que sous Tribunal civil de Reims, 20 juil-

(11) Besançon, 18 déc. 1931, *D. H.*, 1931-170. V. aussi sur ce point Limoges, 29 avr. 1932, réformant un jugement du Trib. Civ. de la Haute-Vienne du 18 avr. 1929, *D. P.*, 1932-2-77 et note de M. Lalou.

(12) et (14) Triv. Civ. de Reims, 20 juil. 1934, *D. P.*, 1934-2-111.

(13) V. Limoges, 29 avr. 1932, *D. P.*, 1932-2-77.

let 1934, M. H. LALOU défend l'opinion qui donne au texte de l'article 2 de la loi de 1898 un sens absolu.

La Cour de Cassation ne s'est pas encore prononcée sur la question elle-même. Mais M. H. LALOU fait état, pour étayer l'opinion qu'il soutient, de décisions rendues sur une question qu'il estime toute voisine, celle de savoir si les représentants d'un ouvrier non protégés par la loi sur les accidents du travail peuvent invoquer le droit commun.

La Cour de cassation a répondu négativement pour l'ascendant étranger non résidant en France d'un ouvrier étranger (15), pour la veuve agissant au nom de ses enfants d'un précédent mariage (16), pour les ascendants qui ne sont pas à la charge de la victime (17). L'auteur fait encore remarquer que les frères et sœurs de la victime, que la loi de 1898 ne protège pas, ne peuvent pas invoquer le droit commun contre le patron.

Il recherche alors les motifs de cette exclusion du droit commun, et pense le trouver dans cette idée que l'exclusion totale, posée par l'article 2 de la loi, permet de calculer avec quelque approximation les primes d'assurance. C'est là une idée chère à M. SACHET (18), à l'autorité de qui M. LALOU fait d'ailleurs appel. Aussi ce dernier invoque-t-il ce motif pour exclure l'application du droit commun dans le cas d'un accident qui ne répond pas à la définition de l'accident du travail ou dans celui

(15) Req., 16 nov. 1903, *D. P.*, 1904-1-132.

(16) Civ., 19 nov. 1919, *D. P.*, 1920-1-81 13^e esp.,

(17) Civ., 1^{er} arrêt 1905 et Req., 16 janv. 1906, *D. P.*, 1910-1-121 ; Civ., 13 nov. 1929, *D. H.*, 1929-587 ; Henri Lalou, « La Responsabilité Civile », 2^e éd., n^{os} 1336 et 1338 ; Sachet, « Traité des Acc. du trav. », 8^e éd., t. I, n^o 754.

(18) M. Sachet considère l'indemnité mise à la charge du patron par la loi de 1898 comme une assurance : « Quant au forfait, il n'est lui-même qu'une assurance de l'ouvrier par le patron, assurance qui, au lieu d'être conventionnelle, est légale. » Sachet, *op. cit.*, t. I, n^o 15.

d'une maladie professionnelle non classée. Il fait appel enfin au texte même de l'article 2, paragraphe 1^{er} qui déclare non recevables à se prévaloir du droit commun contre le patron « les ouvriers et employés désignés à l'article précédent », c'est-à-dire les ouvriers et employés occupés dans les entreprises assujetties à la législation des accidents du travail « parce que, précise l'auteur, c'est dans ces entreprises que le patron s'assure contre les accidents du travail. Les calculs du patron seraient déjoués et l'esprit forfaitaire de la loi serait faussé si le patron devait superposer, au profit de ses ouvriers, une police pour responsabilité de droit commun à une police pour accidents du travail » (19).

Si ce dernier argument était exact, il devrait pouvoir être invoqué également toutes les fois que la législation des accidents du travail et des maladies professionnelles se trouve écartée pour cause de nullité du contrat de travail. Or nous avons vu que dans cette hypothèse la Cour de cassation admet le recours au droit commun (20).

On peut d'autant moins considérer le forfait comme destiné à établir les barèmes des primes d'assurance que, contrairement à la solution adoptée par certaines législations étrangères (21), le principe de l'assurance obligatoire a été écarté de notre loi sur le risque professionnel.

(19) Note sous jug. du Trib. Civ. de Reims, 20 juil. 1934, *D. P.*, 1934-2-111. Comp. Sachet, « Traité des Acc. du trav. », 8^e éd., t. I, n° 754, auquel l'auteur renvoie : « Le législateur a limité à dessein le nombre des ayants droit, soit pour permettre de calculer avec quelque approximation les primes d'assurance, soit à titre forfaitaire, en compensation de l'extension de la responsabilité du patron à tous les accidents du travail. En un mot, si le patron est débiteur de l'indemnité légale dans tous les accidents du travail, il ne doit rien au delà à raison des blessures ou du décès de ceux de ses ouvriers qui en sont victimes. »

(20) V. *supra*, ch. I.

(21) En Allemagne, en Autriche, en Norvège, l'assurance a été proclamée obligatoire.

§ 3. — APPRÉCIATION DES DIVERSES SOLUTIONS ADMISES

Possibilité pour l'ouvrier qui a subi un dommage ne résultant pas d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle d'agir contre son patron dans les termes du droit commun.

Nous avons examiné avec attention les décisions de jurisprudence et les opinions doctrinales en faveur de l'une et de l'autre thèse. Nous avons considéré avec une particulière attention la décision de la Cour d'appel de Besançon et celle du Tribunal civil de Reims ; nous avons aussi étudié avec le plus grand soin les arguments dont s'est servi M. H. LALOU pour les approuver.

Au terme de nos réflexions, nous n'acceptons pas l'exclusion du droit commun lorsqu'il s'agit de réparer le dommage causé par une maladie d'origine professionnelle non inscrite sur les tableaux annexés à la loi de 1919. Voici pourquoi :

La loi du 25 octobre 1919 étend la législation des accidents du travail aux maladies d'origine professionnelle, « sous réserve des dispositions spéciales de la présente loi », lisons-nous à l'article 1^{er}.

Et dès l'article suivant le législateur précise que « sont considérées comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques, mentionnées aux tableaux annexés à la présente loi, lorsqu'elles atteignent des ouvriers habituellement occupés aux travaux industriels correspondants ».

Le domaine d'application de la législation des maladies professionnelles est nettement délimité dans ces deux premiers articles. Voilà pourquoi au début de ce chapitre, nous avons rappelé les caractères de la loi de 1919, et nous avons cru devoir insister sur la faible éten-

due de son champ d'application, strictement délimité dans les tableaux annexes. L'extension de la législation du risque professionnel n'atteint pas les maladies contractées par un ouvrier au cours de son travail tant qu'elles ne figurent pas aux tableaux. Celles-ci restent en dehors du domaine de la loi. Par conséquent, la loi du 25 octobre 1919 n'ayant rien innové à leur égard, elles continuent à être soumises au régime antérieur.

Il ne faut pas oublier, en effet, que la législation des accidents du travail et des maladies professionnelles est une législation d'exception. Puisque aucun texte des lois de 1919 et 1931 ne vise les maladies qui ne sont pas classées comme professionnelles, celles-ci restent sous l'empire du droit antérieur qui est, comme nous l'avons indiqué plus haut, le droit commun.

Aussi estimons-nous que la Cour de Besançon force le texte de la loi lorsqu'elle déclare les dispositions de la législation spéciale « seules et exclusivement applicables à ceux qui se prétendent victimes du travail ». Il n'y a rien de tel dans l'article 2 de la loi de 1898. Le texte de cet article précise au contraire que l'exclusion du droit commun ne vise que les actions intentées par « les ouvriers et employés désignés à l'article précédent à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail », c'est-à-dire lorsqu'il y a accident du travail protégé.

Peut-on dire que nous déplaçons la question parce que, dans les espèces rapportées, il s'agissait non d'accidents mais de maladies ayant une origine professionnelle ?

Non pas, puisque l'extension de la législation des accidents du travail aux maladies d'origine professionnelle ne concerne que les maladies mentionnées sur les tableaux annexes. Seules ces maladies limitativement énumérées ont été, à l'exclusion de toutes autres, placées

par les lois de 1919 et de 1931 dans le domaine d'application de la législation spéciale. Seules, par conséquent, elles peuvent être atteintes par le principe de l'exclusion du droit commun posé à l'article 2.

Les autres restent dans le domaine du droit commun, soumises aux règles générales de la responsabilité, en attendant qu'une prochaine loi ou un prochain décret les fasse passer dans le domaine de la législation spéciale. Alors, mais alors seulement, l'article 2 de la loi du 9 avril 1898 leur sera applicable.

Avant 1919, l'article 2 ne s'appliquait qu'en présence d'un *accident du travail* tel que l'ont défini de manière unanime la doctrine et la jurisprudence à défaut de définition légale (22). Depuis 1919, il s'applique également en présence d'une *maladie professionnelle classée*.

En dehors de ces cas, on ne saurait faire jouer une législation d'exception dont le domaine d'application est strictement délimité.

Or dans les espèces soumises à la Cour d'appel de Besançon et au Tribunal civil de Reims il n'y avait ni accident protégé, ni maladie professionnelle au sens de la loi. Dans le premier cas, la Cour de Besançon le reconnaît si bien qu'elle déclare la législation spéciale inapplicable dans les termes suivants : « Considérant qu'ainsi, ne pouvant baser son action sur les lois qui réglementent les accidents du travail et les maladies professionnelles contractées au cours du travail, il (l'ouvrier) invoque les dispositions des articles 1382 et 1384 du Code civil ; qu'une pareille prétention se heurtant à des dispositions formelles des lois, seules et exclusivement appli-

(22) V. définition donnée par MM. Rouast et Givord, « Traité Acc. trav. », n° 90, Sachet, « Traité des acc. du trav. », 8° éd., t. I, n° 256, Capitant et Cuhe, n° 310, Civ., 21 fév. 1912, *D. P.*, 1913-5-7, *S.*, 1912-1-81.

cables à ceux qui se prétendent victimes du travail, ne saurait être admise ; qu'elle est juridiquement irrecevable... »

Il nous paraît difficile d'admettre qu'après avoir déclaré une loi inapplicable dans son ensemble à une espèce déterminée, on puisse dans la même espèce invoquer une disposition fragmentaire de cette loi pour lui faire produire effet.

Dans l'espèce soumise au Tribunal civil de Reims le 20 juillet 1934, il n'y avait pas non plus accident du travail ni maladie professionnelle protégée. Un arrêt précédent de la Cour de Paris du 16 octobre 1933 avait définitivement tranché la question : cet arrêt avait précisément débouté la demanderesse de son action fondée sur la loi du 9 avril 1898, motif pris de ce qu'il ne pouvait s'agir en l'espèce que d'une action prolongée, ayant entraîné une maladie à formation lente et progressive ne revêtant pas le caractère d'un accident du travail et de ce que, d'autre part, la maladie alléguée n'entraînait pas dans la nomenclature des maladies professionnelles, mentionnées aux tableaux annexés à la loi du 25 octobre 1919, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} janvier 1931.

Cela n'empêche pas le tribunal de déclarer irrecevable l'action de droit commun intentée en désespoir de cause par la demanderesse, veuve de la victime. Le seul fait que le mal qui a provoqué la mort a son origine dans le travail, suffit au tribunal pour écarter la possibilité d'une action fondée sur le droit commun. « Attendu en résumé, précise le jugement, que s'il a été constaté souverainement par la Cour qu'il n'y avait pas eu accident du travail et que la maladie alléguée n'entraînait pas dans les tableaux de la loi de 1919, il n'en reste pas moins que de l'aveu de la demanderesse et des termes de l'assignation, la maladie alléguée aurait été contractée pendant le tra-

vail et aurait ainsi un caractère professionnel quant à son origine. »

Par conséquent, ce que retiennent ces décisions et ce sur quoi elles fondent la solution qu'elles adoptent, exclusive du droit commun, c'est le rattachement de la maladie au travail. Mais, si évident que soit le rapport de cause à effet qui peut exister entre le dommage subi et le travail effectué par l'ouvrier, il ne saurait suppléer l'absence d'un texte législatif, nécessaire pour déroger au droit commun de la responsabilité.

Que penser, dans ces conditions, du raisonnement et de l'argumentation de M. H. LALOU en faveur de l'exclusion du droit commun ?

Pour tirer argument des décisions de la Cour de cassation sur une question voisine de celle qui fait l'objet de la controverse, il faudrait qu'il y ait analogie dans les situations. Peut-on rapprocher utilement du cas où l'ouvrier subit un dommage ne résultant pas d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, la question de savoir si les représentants d'un ouvrier, non protégés par la loi sur les accidents du travail, peuvent invoquer le droit commun ? La réponse nous paraît devoir être négative, car si au premier abord, il semble y avoir analogie dans les situations, celles-ci apparaissent trop différentes pour être comparées dès qu'on les examine d'un peu près.

L'ascendant étranger non résidant en France d'un ouvrier étranger, la veuve agissant au nom de ses enfants d'un précédent mariage, les ascendants qui ne sont pas à la charge de la victime, de même que les frères et sœurs, sont privés tout à la fois du bénéfice de la législation des accidents du travail et des maladies professionnelles, et de tout recours en vertu du droit commun. Nous ne le contestons pas ; nous ne pourrions qu'ajouter à

cette liste toutes les personnes qui, en droit commun, sont fondées à réclamer réparation du dommage qui résulte pour elles de l'accident survenu à leur protecteur.

Examinons la question :

Pourquoi, en premier lieu, ces représentants non protégés ne sont-ils pas admis à invoquer la législation spéciale pour demander réparation du préjudice que leur a causé l'accident de leur auteur ? Pour la raison très simple qu'ils ne figurent pas au nombre des personnes admises par la loi de 1898 à se prévaloir de la législation du risque professionnel. D'une part, ils ne sont pas « l'ouvrier ou l'employé » victime de l'accident (art. 1^{er}, loi du 9 avr. 1898) et, d'autre part, ils ne figurent pas dans la liste limitative des ayants droit de la victime (art. 3). De même que la loi a limité la réparation dans son montant, de même elle a déterminé strictement les ayants droit en cas d'accident mortel : ce sont là des éléments du forfait adopté par la loi.

Pourquoi, en second lieu, ces mêmes personnes, qui ne peuvent se prévaloir de la loi de 1898, ne sont-elles pas non plus admises à invoquer le droit commun ?

La raison nous apparaît la suivante : c'est parce que ces représentants non protégés demandent réparation d'un dommage à raison d'un accident du travail survenu à leur auteur, c'est-à-dire à raison d'un fait qu'une loi d'exception, la loi du 9 avril 1898, a formellement soustrait au droit commun.

Il en serait ainsi également, si ces mêmes représentants prétendaient invoquer le droit commun pour obtenir réparation d'un préjudice subi du fait de la mort de leur parent ou auteur, décédé des suites d'une maladie professionnelle protégée.

Nous avons dit tout à l'heure que la limitation du

nombre des ayants droit de la victime en cas d'accident mortel était, au même titre que la réparation partielle du dommage éprouvé par la victime, un élément constitutif du forfait. Mais, précisément, ce forfait est un des caractères essentiels de la législation des accidents du travail : il ne peut donc trouver application que sur le terrain réglementé par cette législation.

Et voici la solution à laquelle nous aboutissons au terme de ce raisonnement : Les représentants non protégés doivent être admis à se prévaloir du droit commun toutes les fois, et les seules fois, que l'accident ou la maladie dont est mort leur auteur ne constitue pas un *accident du travail* ou une *maladie professionnelle* rentrant dans le domaine d'application de la législation spéciale.

L'argument d'analogie invoqué par M. Henri LALOU nous semble donc inopérant parce que les deux situations comparées sont différentes. La première, celle des représentants non protégés, rentre dans le domaine de la loi de 1898 : elle est donc régie par cette loi. La seconde, celle de la maladie professionnelle non classée, a été laissée en dehors : on ne saurait donc lui appliquer des textes d'exception qui ne la concernent pas.

En un mot, si l'ouvrier décède des suites de son accident ou de sa maladie, ses représentants non protégés pourront agir en vertu du droit commun dans tous les cas où la victime aurait pu le faire elle-même.

Nous allons indiquer maintenant les principales hypothèses dans lesquelles cette solution trouve application.

Il convient de l'admettre, en premier lieu, lorsque la victime de l'accident ou de la maladie était employée dans une profession non assujettie à la législation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Dans ce cas, la victime ou ses représentants peuvent intenter une action en dommages-intérêts contre l'employeur. Celui-ci est responsable, en vertu du droit commun, de l'accident survenu par sa faute ou par une chose dont il a la garde juridique, à son ouvrier ou employé non protégé par la législation du risque professionnel (23).

En second lieu, la recevabilité de l'action de droit commun ne fait aucun doute non plus lorsque le bénéfice de la législation spéciale est refusé à la victime d'un accident ou d'une maladie professionnelle en conséquence de la nullité de son contrat de travail. Bien que l'accident ou la maladie professionnelle se rattachent incontestablement au travail de la victime, la Cour de cassation n'en a pas moins déclaré dans ce cas, le droit commun applicable (24). La raison qui a inspiré la Cour suprême dans ces décisions est celle que nous faisons valoir dans la présente controverse en faveur de l'application du droit commun. Le travailleur dont le contrat de louages de services est nul n'a pas la qualité juridique d'ouvrier ou d'employé exigée à l'article 1^{er}. Il n'a pas été placé dans le domaine privilégié de la loi de 1898 ; l'article 2 qui vise « les ouvriers et employés désignés à l'article précédent » ne saurait donc s'appliquer. C'est ce qu'a jugé, dans de nombreux arrêts, la Cour de cassation.

Il peut se présenter enfin une troisième situation, dans laquelle l'action de droit commun doit être déclarée recevable. Elle est dans notre raisonnement voisine de la précédente et comporte la même solution. C'est l'hypothèse dans laquelle réparation est demandée pour le dommage résultant soit d'un accident qui ne répond pas à la

(23) Rennes, 21 mai 1930, *S.*, 1930-2-109, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1930-953, *Gaz. Pal.*, 1930-2-67.

(24) *V. supra*, ch. I, section III, et les décisions rapportées.

définition de l'accident du travail, soit d'une maladie qui ne figure pas sur les tableaux des maladies professionnelles.

Cette dernière hypothèse peut sembler, à première vue, très différente de la précédente à l'étude de laquelle nous avons consacré le chapitre 1^{er} de notre ouvrage. Nous n'hésitons pas cependant à dire qu'elle en est très voisine, et nous avons voulu souligner cette connexité en en faisant l'étude à ce chapitre second.

Dans l'un et l'autre cas la législation spéciale des accidents du travail et des maladies professionnelles est inapplicable : la raison en est que le domaine d'application de ces lois d'exception ne s'étend ni à l'un ni à l'autre : il suffit, pour s'en rendre compte, de se reporter à l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898.

Dans la première hypothèse (nullité du contrat de travail) l'accident ou la maladie est bien une conséquence du travail, mais le travailleur n'ayant pas la qualité juridique d'ouvrier ou d'employé au sens de l'article 1^{er}, n'est pas au nombre des personnes protégées : la loi sur le risque professionnel ne s'applique pas, *le droit commun n'a pas été exclu, il demeure la règle.*

Dans la seconde hypothèse (accident ou maladie non protégée) le travailleur a bien la qualité juridique d'ouvrier ou d'employé, mais l'accident ne répond pas à la définition de l'accident du travail, la maladie n'est pas une maladie professionnelle au sens de l'article 2 de la loi de 1919 : la loi sur le risque professionnel ne s'applique pas : *le droit commun n'a pas été exclu, il demeure la règle.*

Ces considérations suffisent à démontrer la similitude des situations : l'une et l'autre relèvent du droit commun, et de lui seul. La Cour de cassation a eu, depuis

longtemps déjà, l'occasion de l'affirmer pour le premier cas (25) ; nous ne doutons pas qu'elle consacre la même solution lorsqu'elle aura à statuer sur le second.

Nous avons indiqué quelles solutions opposées ont adoptées les décisions des Tribunaux et Cours d'appel et nous avons fait état d'opinions divergentes en doctrine.

Nous pensons maintenant pouvoir prendre position et dire :

L'ouvrier qui subit un dommage ne résultant pas d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle peut agir contre son patron dans les termes du droit commun.

(25) Civ., 22 mai 1912, Schot c. Teresimo dell' Erba, *S.*, 1912-2-517 (2^e esp.).

CHAPITRE III

FAUTE INTENTIONNELLE DU PATRON OU DE SES OUVRIERS ET PRÉPOSÉS

**GÉNÉRALITÉS SUR L'ARTICLE 20 DE LA LOI
DU 9 AVRIL 1898**

Nous avons vu, dans les deux chapitres précédents, quelles étaient les conditions d'application de la législation des accidents du travail.

Il faut en premier lieu que la victime justifie de sa qualité d'ouvrier ou d'employé : pour cela elle doit prouver non seulement le fait matériel de son occupation effective au lieu du travail, mais encore le lien juridique de subordination à l'autorité de l'employeur qui se manifeste par l'existence d'un contrat de louage de services valable.

Il faut en second lieu que cet ouvrier ou employé ait été victime d'un *accident du travail* ou d'une *maladie professionnelle* protégée.

Nous avons examiné, dans les chapitres I et II les difficultés soulevées par l'interprétation des textes visant chacune de ces deux conditions, et notamment l'inefficacité de l'article 2 de la loi de 1898 en présence d'un contrat de travail nul ou d'un dommage ne résultant pas d'un accident protégé ou d'une maladie professionnelle classée.

Par contre, lorsque les deux conditions que nous venons de rappeler se trouvent réalisées, toutes les dispositions de la loi sur le risque professionnel doivent produire effet. L'article 2 notamment, qui interdit aux victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle de se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de la loi, doit recevoir application dans tous les cas.

Les rapports du chef d'entreprise et de la victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle sont

donc bien dominés par ce principe de l'exclusion du droit commun de la responsabilité.

Que l'accident soit dû à la faute, et même à la faute lourde du patron ou de la victime, peu importe. Les dispositions de la loi sur le risque professionnel, et elles seules, sont applicables. Quelques difficultés ont pu naître au sujet des dispositions particulières de l'article 20 qui concernent la faute inexcusable du patron ou de l'ouvrier. Elles sont aujourd'hui définitivement tranchées par une jurisprudence absolument nette de la Cour de cassation (1).

Les dispositions de cet article ne sont pas, à beaucoup près, une application du droit commun de la responsabilité.

Les règles de procédure particulière de la loi de 1898, de même que les garanties spéciales de cette loi concernant le paiement des indemnités ou des rentes, sont applicables aux cas prévus par l'article 20 comme à tous les autres cas régis par la loi du risque professionnel.

Les règles de la réparation ne sont pas non plus celles du droit commun qui, en principe, admettent la réparation intégrale du préjudice. En cas de faute inexcusable de l'ouvrier, la réduction permise par l'article 20 ne porte que sur la pension, et encore cette dernière ne peut-elle jamais être réduite à néant : l'indemnité de demi-salaire

(1) Depuis un arrêt du 22 février 1932, la Cour de cassation se réserve le contrôle des éléments de la faute inexcusable. Celle-ci, qui apparaît comme une faute lourde aggravée, mais qui ne se confond pas avec la faute intentionnelle, suppose la réunion de trois éléments : 1° le caractère volontaire de l'acte, ou de l'omission de précautions, qui a entraîné l'accident ; 2° la conscience du danger ; 3° le caractère non indispensable du travail.

V. Req., 22 fév. 1932, *D. P.*, 1932-1-25, note de M. A. Rouast ; Req., 3 mai 1932, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1932-597 ; Req., 21 juil. 1932, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1932-1063 ; Req., 28 oct. 1935 et 5 nov. 1935 ; Civ., 12 nov. 1935, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1936, p. 376 et suiv., et notes de M. A. Rouast sous ces arrêts.

reste toujours due dans sa totalité ; il en est de même pour les frais médicaux et pharmaceutiques.

En cas de faute inexcusable du patron, celui-ci ne peut être condamné à verser une rente supérieure au salaire annuel de l'ouvrier ; et si la victime n'est atteinte que d'une incapacité permanente partielle, la rente ne saurait excéder la réduction de capacité provoquée par l'accident.

Une difficulté s'est présentée concernant l'interprétation du texte de l'article 20. Lorsque l'accident est dû à une faute inexcusable du patron, le paragraphe 3 de cet article permet au juge de majorer les rentes attribuées à la victime ou à ses représentants jusqu'à concurrence du « montant du salaire annuel ». S'agissait-il dans cette expression du salaire réel de l'ouvrier ou bien du salaire réduit pour le calcul des rentes conformément à l'article 2, paragraphe 2 ?

La Cour de cassation a décidé qu'il n'y avait pas à tenir compte, en cas de faute inexcusable du patron, des réductions prévues à l'article 2 de la loi lorsque le salaire dépasse certains niveaux (2). S'il s'agit, par exemple, d'un accident survenu par une faute inexcusable du patron à un ouvrier ou à un employé gagnant vingt mille francs dans une année, le montant des rentes allouées pourra atteindre vingt mille francs dans le cas d'incapacité permanente totale ou en cas de mort de la victime.

Par conséquent, l'article 20 fait bien réapparaître, dans une certaine mesure, la notion de faute dans la législation des accidents du travail, mais il n'y introduit pas pour autant le droit commun de la responsabilité définitivement exclu par l'article 2 (sauf la dérogation prévue à l'article 7).

(2) Civ., 13 mai 1930, *D. H.*, 1930-377, *S.*, 1931-1-17 ; *Rev. Gén. ass. terr.*, 1930-956.

Il n'y a plus aujourd'hui de difficulté dans l'interprétation de ce texte qui établit une symétrie logique entre la faute inexcusable du patron et celle de l'ouvrier.

Si les dispositions de l'article 20 qui visent la faute inexcusable n'ont pas prêté à sérieuse controverse, il n'en a pas été de même au sujet de la faute intentionnelle. Cet article comporte en effet une très grande lacune : il ne vise que la faute intentionnelle de l'ouvrier. Il stipule qu' « aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident ».

Cette disposition, à la fois explicite et conforme au bon sens, n'appelle aucun commentaire, sauf qu'il n'est pas un retour au droit commun de la responsabilité. Il enlève, en effet, dans ce cas, tout droit « aux indemnités déterminées par la présente loi ». On pourrait s'attendre, toutefois, à voir cette disposition accompagnée d'une mesure corrélative en ce qui concerne la faute intentionnelle du patron. On aurait compris que, dans cette hypothèse, le législateur eût écarté le principe de la réparation forfaitaire pour revenir à la responsabilité intégrale du droit commun. Cette solution eût été conforme à l'équité et de plus la victime aurait pu, en cas de poursuite pénale dirigée contre le patron, se constituer partie civile devant la juridiction répressive. Mais la loi, qui a prévu la faute intentionnelle de la victime de l'accident, est muette sur la faute intentionnelle du patron et sur celle des ouvriers et préposés autres que la victime elle-même.

Sans doute la faute intentionnelle de l'employeur est-elle assez rare. Elle n'est cependant pas exclusive de l'accident du travail. Si les décisions jurisprudentielles concernent le plus souvent des infractions pénales commises par des ouvriers ou préposés du chef d'entreprise,

le cas d'un délit et même d'un délit intentionnel du patron ne s'en est pas moins présenté (3).

Quelles sont les conséquences du silence de la loi ?

Une application stricte de l'article 2 conduit à déclarer la victime irrecevable à intenter une action de droit commun quelle qu'en soit la forme. En conséquence, la victime ou ses représentants ne pourront pas introduire contre l'auteur du délit une instance en dommages-intérêts devant la juridiction civile ; ils ne pourront pas davantage se constituer partie civile devant les tribunaux répressifs. Il s'ensuit, en cas de poursuite pénale dirigée contre l'employeur ou son préposé, une dualité de procédure tout à fait regrettable.

Le crime ou le délit est poursuivi et puni par la juridiction répressive en tant qu'il constitue une infraction pénale : quant à la réparation civile des conséquences dommageables de l'infraction, elle est soumise à la procédure particulière de la loi du 9 avril 1898.

Le plus souvent, d'ailleurs, la victime ne pourra pas bénéficier de l'avantage que constitue pour elle la rapidité de cette procédure. Très fréquemment, en effet, l'action publique sera déclenchée avant que le juge de paix ait statué sur l'indemnité temporaire, et à plus forte raison avant que soit intervenue la décision du Tribunal civil sur la détermination de la rente. Dans ce cas, la victime n'aura plus qu'à s'armer de patience en attendant que la juridiction répressive ait statué, car elle se verra opposer la règle : « le criminel tient le civil en état ».

Mais ce ne sont là encore que des conséquences secondaires, puisque l'ouvrier ou ses représentants seront, en

(3) V. Jug. Trib. corr. d'Avesnes, 31 mai 1932, *La Voix du Peuple*, 1933, p. 52.

fin de compte, indemnisés. Ce qui est choquant, c'est que l'agresseur condamné ne sera pas tenu de réparer intégralement les conséquences de son délit ou de son crime.

Cette solution apparaît particulièrement inique lorsque l'agresseur est le patron lui-même. Ce dernier ne sera jamais débiteur envers la victime, que dans la mesure restreinte du forfait. Si, par exemple, l'attentat criminel du patron a provoqué la mort de son ouvrier, seuls les représentants limitativement énumérés à l'article 3 pourront demander réparation du dommage que leur cause la mort de leur parent. C'est ainsi que le père et la mère de la victime n'obtiendront aucune réparation pour le meurtre de leur enfant s'ils n'étaient pas à sa charge. De même l'enfant de plus de seize ans de la victime ne pourra obtenir aucune indemnité pour le meurtre de son père.

Comment admettre de pareilles solutions ?

Sans doute le chef d'entreprise auteur d'un délit ou d'un crime contre son ouvrier n'échappe pas aux poursuites pénales. A défaut de plainte de la victime ou de ses représentants, le ministère public est assez vigilant pour ne pas laisser de tels faits impunis : la condamnation pénale du patron reconnu coupable est alors tout à fait régulière. Mais, indépendamment des peines encourues, l'auteur d'une infraction doit une réparation pécuniaire à la victime ou à ses représentants pour le dommage qu'il a causé. Cette réparation est toujours intégrale et on ne saurait admettre que le patron ne soit tenu que d'une réparation partielle, restreinte dans la mesure du forfait de la loi de 1898 pour la raison que la victime est son ouvrier.

La réparation forfaitaire de la législation des accidents du travail étant admise en faveur de la victime,

celle-ci est-elle privée de toute action en dommages-intérêts fondée sur le droit commun contre son agresseur lorsque celui-ci est le patron lui-même ou l'un de ses ouvriers et préposés ? Tel est le problème généralement posé. Nous allons d'abord l'examiner sous cette forme en limitant notre étude à l'hypothèse particulièrement grave de délit intentionnel ou de crime commis sur un ouvrier au temps et au lieu du travail. Mais nous estimons qu'ainsi présentée, la question a reçu une solution définitive par l'arrêt des Chambres réunies du 8 juin 1928 (4).

Aussi, abandonnant la controverse sur les articles 2 et 7 de la loi, nous nous placerons alors sur le terrain de l'article 1^{er}. Nous serons, par suite, amené à distinguer entre le délit du patron lui-même et celui de ses ouvriers et préposés.

SECTION PREMIERE

CONTROVERSE SUR LA PORTÉE DES ARTICLES 2 ET 7 COMBINÉS EN CAS D'ACCIDENT DU TRAVAIL DU A LA FAUTE INTENTIONNELLE DU PATRON OU DE SES OUVRIERS ET PRÉPOSÉS

« ART. 2. — Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

(4) C. réun., 8 juin 1928, *D. P.*, 1929-1-57, note de M. A. Rouast. MM. Rouast et Givord (*op. cit.*, n° 242) considèrent la question définitivement tranchée par la Cour de cassation. Mais dans une note au « *Traité des acc. du trav.* » de Sachet », 8^e éd., 1934, t. I, n° 763. M. François Casteil estime que la controverse n'est pas close. Il considère que, malgré l'arrêt des Chambres réunies, le patron coupable de violences volontaires sur la personne de son ouvrier pourrait être tenu, à l'égal d'un tiers responsable, de la réparation du préjudice, conformément aux règles du droit commun, sans que cela fit obstacle à l'action que la victime tient de la loi de 1898.

« ART. 7. — Indépendamment de l'action résultant de
« la présente loi, la victime ou ses représentants con-
« servent contre les auteurs de l'accident, *autres que le*
« *patron et ses ouvriers et préposés*, le droit de réclamer
« la réparation du préjudice causé, conformément aux
« règles du droit commun. »

Voilà les textes.

Avant d'en examiner la portée, nous estimons qu'il est nécessaire de poser comme postulat qu'il s'agit de réparer les conséquences dommageables d'un accident du travail au sens de l'article 1^{er}, bénéficiant, comme tel, des dispositions de la loi sur le risque professionnel.

En effet, nous avons montré, dans le chapitre précédent que, s'il n'y a pas accident au sens de l'article 1^{er} de la loi de 1898, la victime ne saurait se prévaloir des dispositions de cette loi, mais que, par contre, elle est alors recevable à invoquer le droit commun de la responsabilité contre l'auteur du dommage.

Ce n'est d'ailleurs que dans le cas d'accident du travail reconnu que la question a prêté à controverse, tant en doctrine qu'en jurisprudence.

Le problème juridique se pose donc de la façon suivante : Indépendamment de l'action spéciale de la loi de 1898, la victime d'un accident du travail ou ses représentants ne peuvent-ils pas, à raison du caractère délicueux de l'acte générateur de l'accident, intenter l'action en responsabilité de droit commun contre l'auteur de l'infraction, que celui-ci soit le patron lui-même ou bien l'un de ses préposés ou ouvriers ?

Il n'y a pas à distinguer suivant que l'attentat est le fait du chef d'entreprise ou celui d'un de ses ouvriers ou préposés puisque l'action en responsabilité forfaitaire de

la loi de 1898 contre l'employeur est admise. Il s'agit de la recevabilité ou du rejet d'une action étrangère au risque professionnel, ayant sa cause dans un délit. Dans ce cas, peu importe que l'auteur de l'acte délictueux générateur du dommage soit le patron ou l'un de ses subordonnés.

D'une façon générale, la doctrine s'est montrée hostile à l'exclusion du droit commun de la responsabilité en présence d'un accident provoqué par la faute intentionnelle du patron ou de ses préposés (5). Il faut cependant signaler l'opinion dissidente de MM. CAPITANT et CUCHE (6).

L'opinion de M. SACHET, conseiller à la Cour de cassation, présente un intérêt tout particulier parce que cet auteur est partisan convaincu de la recevabilité de l'action de droit commun et qu'il présente une solution nuancée de la question.

M. SACHET part de l'idée que la loi de 1898 est une loi forfaitaire, qu'« elle consacre une transaction entre le capital et le travail ». L'objet de cette transaction, ce sont les causes des accidents : cas fortuit, faute ordinaire et même faute inexcusable du patron ou de l'ouvrier. Mais la faute inexcusable est la limite extrême, au-delà de laquelle la transaction devient inadmissible : « On ne saurait, en effet, concevoir qu'une loi restreigne la responsabilité d'un patron criminel. Une disposition qui établirait un forfait entre un assassin et sa victime révolterait la conscience publique ».

(5) Cabouat, « Traité des accidents du travail », t. I, n° 182 ; Pic, « Traité élémentaire de législation industrielle », 6^e éd., p. 773, note 1 ; Joubat, n° 536 ; Sachet, « Traité accidents du travail », 8^e éd., t. I, n° 761 à 764 ; Rouast et Givord, « Traité des accidents du travail », n° 131 et 242. Voir aussi la note de M. A. Rouast sous Chambres réunies, 8 juin 1928, *D. P.*, 1929-1-57 ; M. A. Rouast y traite la question dans toute son ampleur.

(6) Capitant et Cuche, « Précis de législation industrielle », n° 329.

Il semblerait donc que M. SACHET doive terminer son raisonnement en demandant le retour pur et simple au droit commun en cas de fait délictuel ou criminel du patron ou de ses préposés.

Telle n'est pas sa conclusion : M. SACHET admet l'application de la loi de 1898, mais il suspend, dans ce cas, l'effet de l'article 2. Il établit tout d'abord une distinction entre la faute intentionnelle du chef d'entreprise et celle de son préposé. Dans l'un et l'autre cas, il laisse à la victime ou à ses représentants l'action spéciale de la loi de 1898, mais à la condition, dans le second, que l'accident ait une cause inhérente au travail (7). De plus, en cas de crime du patron, il admet la victime ou ses ayants droit, même ceux qui sont exclus du bénéfice de la législation spéciale, à invoquer le droit commun en supplément de dommages-intérêts, soit par instance séparée, soit par le moyen de constitution de partie civile devant la juridiction répressive.

Si l'accident a été provoqué intentionnellement par un préposé du patron, la victime pourrait, en plus de l'action spéciale de la loi de 1898 contre le chef d'entreprise, agir selon le droit commun contre le préposé auteur de l'attentat criminel. Dans ce cas, le patron, responsable dans les limites du forfait, conserverait un recours suivant le droit commun contre le préposé qui par son crime aurait provoqué l'accident.

Cette solution, préconisée avant que les Chambres Réunies aient statué dans un sens différent le 8 juin 1928, est tout à fait équitable. Elle honore l'esprit si hau-

(7) Cette conception a été pendant quelque temps celle de la jurisprudence. Voir en ce sens : Paris, 24 juill. 1903, *D. P.*, 1905-2-477 ; Req., 13 avril 1910, *D. P.*, 1911-1-64.

Elle a été définitivement abandonnée par la Cour de cassation depuis un arrêt de la Chambre civile du 20 avril 1912 (*D. P.*, 1913-1-64).

tement épris de justice de l'éminent magistrat que fut M. le Conseiller SACHET.

Malheureusement une telle solution heurte de front des textes nettement explicites tels que l'article 2 et l'article 7 de la loi du 9 avril 1898.

La conception généralement approuvée en doctrine, qui repoussait le système de responsabilité forfaitaire, exclusif de toute action de droit commun, dans le cas de faute intentionnelle du patron ou de ses préposés, était celle de la plupart des Cours d'appel et Tribunaux (8).

Elle n'a jamais été celle de la Cour de cassation.

La Cour suprême a eu tout d'abord à statuer dans plusieurs espèces où il y avait crime d'un ouvrier contre un autre : c'est le cas fréquent de rixes qui éclatent entre ouvriers d'une même entreprise : la loi de 1898 a été déclarée applicable, et seule applicable en ce qui concerne la réparation civile du crime (9).

(8) Paris, 24 juill. 1903, *D. P.*, 1905-2-477 ; Alger, 5 fév. 1926, *D. H.*, 1926-324 ; Aix, 24 févr. 1927 ; *Gaz. Pal.*, 1927-1-628 ; Dijon, 31 mars 1927, *D. H.*, 1927-357 ; Lyon, 7 juin 1927, *D. H.*, 1927-471.

La Cour d'appel de Dijon, dans son arrêt du 31 mars 1927 (*D. H.*, 1927-357) adopte la solution proposée par M. Sachet : Si le fait délictuel ou criminel qui atteint l'ouvrier a été commis au temps et au lieu du travail, la victime doit bénéficier tout à la fois de la loi de 1898 et d'une action fondée sur le droit commun contre l'auteur du délit, que celui-ci soit le chef d'entreprise, un préposé du patron ou un ouvrier. L'espèce soumise à la Cour de Dijon était la suivante : au cours d'une rixe, un ouvrier avait été blessé par un autre qui l'avait provoqué pour un fait étranger au travail, son retard à payer une cotisation d'assurance mutuelle.

Dans les motifs de son arrêt, la Cour d'appel de Dijon invoque des considérations d'équité avec une force toute particulière : « Attendu qu'il serait difficilement admissible de supposer que le législateur aurait voulu ainsi consacrer une sorte de compromis entre la victime et son assassin, au profit de celui-ci ; qu'il apparaîtrait comme souverainement immoral et révoltant pour la conscience publique que l'auteur conscient d'un crime ou d'un délit puisse, abrité, même occasionnellement, derrière le texte de l'article 7, ne pas être contraint à la réparation intégrale du préjudice qu'il a causé ».

(9) Civ., 20 avr. 1912, *D. P.*, 1913-1-64 (2^e esp.). Cet arrêt casse une décision de la Cour d'appel de Riom qui avait refusé à la victime le bénéfice de la loi de 1898 par ce double motif « que la rixe n'avait

Elle a eu à statuer également sur le cas de crime ou de délit commis par un préposé du patron contre un ouvrier de l'entreprise. C'est une espèce de ce genre qui a donné lieu à l'arrêt des Chambres réunies de la Cour de cassation du 8 juin 1928 précité. Contrairement aux décisions de la Cour d'appel d'Alger et de la Cour d'appel d'Aix, désignée comme juridiction de renvoi après cassation du premier arrêt, les Chambres réunies ont déclaré la réparation forfaitaire de la loi de 1898 seule applicable (10).

été occasionnée ni directement ni indirectement par les nécessités du travail, et que la victime l'avait provoquée ». Cet arrêt présente un intérêt particulier étant donné que la jurisprudence antérieure semblait limiter la responsabilité du patron au cas où la rixe avait une corrélation avec le travail propre de celui qui en avait été victime : cf. Paris, 24 juil. 1903, *D. P.*, 1905-2-477 ; Req., 13 avr. 1910, *D. P.*, 1911-1-64.

V. aussi dans le sens de l'application exclusive de la loi de 1898, Req., 20 mars 1918, *D. P.*, 1920-1-81, 6^e esp. ; Civ., 5 janv. 1925, *D. H.*, 1925-79 ; Civ., 25 mars 1931, *D. H.*, 1931-265.

(10) L'espèce était la suivante : un ouvrier congédié était revenu à l'usine faire régler son compte. Une discussion s'étant élevée au sujet de ce règlement de salaires, l'ouvrier fut, au cours de la rixe qui s'en suivit, frappé et blessé par l'ingénieur de l'entreprise.

L'ingénieur fut poursuivi devant le Tribunal correctionnel d'Alger qui le reconnut coupable et le condamna à payer 20.000 francs de dommages-intérêts à la victime : le tribunal avait déclaré que, s'agissant d'un ouvrier congédié, il n'y avait pas accident du travail et que le droit commun était seul applicable. La Cour d'appel d'Alger réforma sur ce point la décision du Tribunal : elle déclara dans son arrêt du 5 février 1926, qu'il y avait bien *accident du travail* mais que néanmoins il y avait lieu de maintenir la condamnation de l'ingénieur à 20.000 francs de dommages-intérêts.

Cette sentence fut cassée par la Chambre criminelle de la Cour de cassation le 2 juillet 1926 (violation des articles 2 et 7 de la loi de 1898...). Le 24 février 1927, la Cour d'appel d'Aix, désignée comme juridiction de renvoi, statua comme l'avait fait la Cour d'Alger. Par arrêt du 15 décembre 1927, la Chambre criminelle renvoya la cause et les parties devant les Chambres réunies de la Cour de cassation. L'arrêt des Chambres réunies, du 8 juin 1928, confirma la thèse de la Chambre criminelle et déclara que l'ouvrier atteint sur le lieu du travail de blessures causées volontairement par un préposé du patron, lors du règlement de son salaire, n'est pas recevable à tenter l'action en responsabilité de droit commun en se constituant partie civile contre l'auteur du délit devant la juridiction répressive.

« Attendu, dit l'arrêt, que tout accident survenu sur le lieu du travail et à l'occasion du règlement des salaires est un accident du tra-

Dans cet arrêt, la Cour de cassation s'est résolument placée sur le terrain des textes : elle s'en tient strictement aux termes des articles 2 et 7 de la loi.

Dès qu'il y a accident du travail, l'article 1^{er} ouvre à la victime contre son employeur le droit à l'action spéciale de la loi de 1898. Mais, en même temps et en contre-partie, l'article 2 lui ferme la porte du droit commun. Les dispositions de l'article 2 se trouvent encore renforcées par l'article 7, paragraphe 1^{er} ; ce texte prend soin de préciser que l'action de droit commun laissée à la victime contre l'auteur de l'accident étranger à l'entreprise ne peut être exercée ni contre le patron ni contre ses ouvriers et préposés.

Donc, en ce qui concerne l'attentat commis par le préposé du chef d'entreprise, la question est aujourd'hui définitivement tranchée : la réparation forfaitaire de la loi de 1898 est seule applicable.

En troisième lieu enfin, si l'un des motifs de l'arrêt des Chambres réunies précité semble assimiler à la faute intentionnelle du préposé le délit ou le crime du patron lui-même, la Cour de Cassation n'a cependant pas encore statué définitivement sur ce dernier cas.

Adoptera-t-elle la même solution que dans les situations précédentes, consacrant ainsi d'une façon définitive

vail, même si l'accident a eu pour cause un fait intentionnel et délictuel du préposé du patron.... ; Attendu qu'en déclarant Naceur recevable en sa demande de constitution de partie civile et en condamnant Seale à lui payer une somme de 20.000 francs à titre de dommages-intérêts par le motif que l'accident était l'effet d'un acte intentionnel du préposé du patron et que la loi de 1898 avait laissé en dehors de ses prévisions l'attentat criminel du patron ou de ses préposés, la Cour d'Aix a violé les textes visés au moyen ; Par ces motifs, casse... renvoie devant la Cour d'appel de Nîmes. »

Alger, 5 févr. 1926, *D. H.*, 1926-324 ; Cass. crim., 2 juil. 1926, *D. P.*, 1927-1-74-75 ; Aix, 24 févr. 1927, *Gaz. Pal.*, 1927-1-628 ; Ch. réun., 8 juil. 1928, *D. P.*, 1929-1-57 et note de M. A. Rouast (aff. Seale c. Naceur Amar Ben Kaci).

l'assimilation complète entre la faute du patron et celle de ses ouvriers et préposés établie à l'article 7, paragraphe 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 ?

Peut-on, au contraire, espérer voir la Cour suprême reculer devant cette iniquité que constituerait la possibilité, pour un patron, de s'abriter derrière un texte de loi pour échapper à l'obligation de réparer intégralement le préjudice que son crime ou son délit intentionnel a fait subir à l'ouvrier ?

Certains se montrent favorables à cette seconde opinion : ils font remarquer que si l'arrêt des Chambres réunies de 1928 a rattaché sa décision à un principe général, puisque les motifs visent aussi bien le patron que ses ouvriers, il subsiste néanmoins entre le délit du chef d'entreprise et celui de son préposé une différence essentielle : il y a, disent-ils, entre l'employeur et son ouvrier un élément, un lien, qui n'existe pas entre le préposé et l'ouvrier, le contrat de travail. Ce contrat, dit-on, « ne saurait être détourné de sa destination pour servir à atténuer et limiter la responsabilité du patron, s'il commet un crime ou un délit ».

Ce raisonnement semble méconnaître que la responsabilité forfaitaire des accidents du travail est précisément une conséquence légale du contrat de louage de services (11). Du reste, les Chambres réunies ont définitivement fait justice de cet argument en cassant l'arrêt de la Cour d'Aix du 24 février 1927 qui l'avait fait valoir en ces termes : « Attendu qu'un contrat de travail ne peut être pour le patron le prétexte d'une irresponsabilité relative quant aux conséquences de son délit volontaire ou de son crime ». Nous l'avons cependant retenu parce qu'il est encore invoqué dans la 8^e édition du « Traité des acci-

(11) Ch. réun., 8 janv. 1908, *D. P.*, 1908-1-185.

dents du Travail », parue depuis le décès de M. A. SACHET, à l'appui de l'opinion qui admet la possibilité d'une action de droit commun contre le patron criminel, malgré la décision du 8 juin 1928.

« Malgré l'arrêt des Chambres réunies, les considérations développées par M. SACHET au n° 762 conservent toute leur force et pourraient, semble-t-il, incliner les tribunaux à admettre qu'en cas d'attentat commis par lui sur la personne de son ouvrier, le chef d'entreprise doit, outre l'indemnité forfaitaire, être tenu, à l'égal d'un tiers responsable, de la réparation du préjudice, conformément aux règles du droit commun (12). »

D'autres auteurs estiment, au contraire, que l'arrêt des Chambres réunies a une portée générale et qu'il n'y a pas à distinguer suivant que la faute intentionnelle a été commise par le patron lui-même ou par un de ses subordonnés (13).

L'opinion émise par M. F. CASTEIL dans le « Traité des accidents du travail » de M. A. SACHET se heurte à une orientation absolument nette de la Cour de cassation. Pour n'avoir pas encore eu à trancher la question de la faute intentionnelle du patron lui-même, la Cour suprême n'en indique pas moins avec netteté son opinion, dans

(12) Sachet, « Traité des acc. du trav. », 8^e éd., 1934, t. I, n° 763, note 1 (édition revue par M. F. Casteil).

(13) MM. Rouast et Givord considèrent que l'arrêt des Chambres réunies a définitivement tranché la question aussi bien au sujet de la faute intentionnelle du patron lui-même qu'en ce qui concerne le fait délictuel ou criminel du préposé: « La Cour de cassation a été entraînée cependant, par l'application stricte qu'elle fait de l'article 2, à rejeter, dans tous les cas, l'action civile de la victime... »

Nous avons dit comment la solution donnée par les Chambres Réunies, défendable du point de vue d'une interprétation stricte du texte, est condamnable par les conséquences qu'elle entraîne.... Une réforme législative s'impose sur ce point, car il ne paraît pas possible d'espérer un revirement en une matière où les Chambres Réunies ont statué, et où l'on peut considérer la jurisprudence comme définitivement fixée ». Rouast et Givord, « Traité acc. trav. », n° 242.

certains de ses arrêts. C'est ainsi que nous avons relevé dans une décision toute récente de la Chambre criminelle un motif particulièrement caractéristique : « Attendu, dit l'arrêt, qu'il appert de la combinaison des articles 2 et 7 de la loi du 9 avril 1898, dont les dispositions sont d'ordre public, que les ouvriers ou employés victimes d'un accident survenu au cours ou à l'occasion du travail ne peuvent, *alors même que cet accident serait la conséquence d'un fait délictueux du chef d'entreprise, de ses ouvriers ou préposés*, prétendre à d'autres réparations et dommages-intérêts que les indemnités forfaitaires fixées par la loi (14). »

Tel est à l'heure actuelle l'état de la question.

Y a-t-il vraiment quelque raison d'espérer que la Cour de cassation admettra un ouvrier victime d'un accident du travail provoqué par une faute intentionnelle du patron à intenter contre celui-ci, outre l'action de la loi de 1898, une action en dommages-intérêts fondée sur le droit commun pour obtenir réparation intégrale du préjudice subi ?

Nous ne le pensons pas, quelque révoltante que nous paraisse la solution imposée par l'application des articles 2 et 7 de la loi du 9 avril 1898 lorsque l'ouvrier est victime dans son travail d'un attentat criminel de son patron.

Nous ne ferons pourtant pas à la Cour suprême l'injure de penser qu'elle consacre jamais une solution manifestement contraire à l'équité sans y être contrainte par des textes de lois impératifs.

Les articles 2 et 7 de la loi du 9 avril 1898 ont-ils ce caractère absolu que leur attribue la Cour de cassation ? Il suffit de nous y reporter pour être obligé de répondre par l'affirmative. *La législation des accidents du travail*

(14) Crim., 28 mars 1936, *Rev. gén. ass. terr.*, 1936, p. 884.

est bien exclusive de toute application du droit commun de la responsabilité dans les rapports du chef d'entreprise et de son ouvrier victime de l'accident.

Nous faisons nôtres les reproches d'iniquité que l'on adresse à la solution adoptée par la Cour de cassation sous la dictée impérative de la loi. Comme toute la doctrine avec M. SACHET, avec MM. ROUAST et GIVORD, comme les Cours d'appel de Paris, d'Alger, d'Aix, de Dijon, de Lyon, nous disons que la possibilité pour un criminel de s'abriter derrière un texte de loi pour ne pas être contraint à la réparation intégrale du préjudice qu'il a causé est immorale.

C'est pour cela que nous demandons une réforme législative sur ce point. Si le Sénat hésite à adopter le projet de réforme de la loi de 1898 voté en 1927 par la Chambre des députés, il faut souhaiter que soit détachée de l'ensemble de ce projet, en vue d'une application immédiate, la disposition qui mettrait fin à l'iniquité que nous dénonçons après tant d'autres.

En effet le projet voté par la Chambre des Députés en 1927 contient la réforme souhaitée. Le paragraphe 1^{er} de l'article 7 nouveau est ainsi rédigé : « Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses ayants-droit conservent contre les auteurs de l'accident autres que le patron et ses préposés, *et même contre eux en cas de crime ou délit intentionnel*, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé conformément aux règles du droit commun. » Mais voilà près de dix ans que ce texte est en instance devant le Sénat. Et le projet beaucoup plus bref, déposé en 1933 par le Gouvernement ne contient pas cette réforme.

Pendant ce temps, la Cour de cassation liée par le texte de l'article 2 et celui de l'article 7 toujours en vigueur, continue à déclarer la réparation forfaitaire de

la loi de 1898 seule applicable en cas d'accident du travail, même lorsque l'accident est la conséquence d'un délit intentionnel d'un ouvrier ou d'un préposé du patron.

Nous estimons que, ce faisant, la Cour suprême juge sainement et que, dans l'état actuel de notre législation, l'adoption de la solution préconisée par M. SACHET en doctrine et par certaines Cours d'appel en jurisprudence, accordant cumulativement à la victime l'action spéciale de la loi de 1898 et celle de droit commun, constituerait la création d'un droit prétorien bien peu conforme à nos lois constitutionnelles qui proclament la séparation du pouvoir judiciaire et du pouvoir législatif.

Lorsqu'une loi heurte la conscience publique, il est du devoir du législateur de la réformer. Mais les tribunaux s'arrogeraient un pouvoir qui ne leur a pas été attribué si, sous prétexte d'interprétation, ils prétendaient statuer à l'encontre de textes législatifs précis. Ces considérations suffisent à justifier la solution rigoureuse mais logique adoptée par la Cour de cassation.

Aussi, tant qu'une réforme législative comme celle que contient le projet de 1927 ne sera pas intervenue, il n'y a pas lieu d'espérer un revirement de la jurisprudence de la Cour de cassation. Bien plus, nous pensons que, le cas échéant, si le caractère d'accident du travail est attribué aux blessures dont un ouvrier sera atteint par suite d'un attentat de son patron, la Cour suprême déclarera comme dans les autres cas, sous la dictée impérative des articles 2 et 7, la loi de 1898 seule applicable.

SECTION II

L'ARTICLE 1^{er} DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898 ET LE DÉLIT INTENTIONNEL DU PATRON OU DE SES OUVRIERS ET PRÉPOSÉS

La Cour de cassation a déclaré que les blessures causées à un ouvrier par un acte intentionnel et délictuel d'un autre ouvrier ou d'un préposé du patron constituent un accident du travail au sens de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898. Elle a, par suite, été entraînée à décider que la réparation de cet accident était soumise aux règles édictées par la loi sur le risque professionnel, à l'exclusion de toute action fondée sur le droit commun de la responsabilité.

L'opinion de la Cour de cassation ne prête donc à aucune équivoque : toutes les fois qu'il y a accident du travail, la victime de cet accident ne peut se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de la loi de 1898 à l'encontre du patron et de ses ouvriers et préposés.

On n'a peut-être pas attaché assez d'importance au soin que met la Cour suprême, dans chacun de ses arrêts, à rattacher l'application exclusive de l'action en responsabilité forfaitaire au caractère *d'accident du travail* des blessures qui motivent la demande en réparation. Comme les autres décisions de la Cour de cassation, l'arrêt des Chambres réunies du 8 juin 1928 insiste sur ce point : il casse l'arrêt de la Cour d'appel d'Aix, qui avait statué comme celle d'Alger dans la même affaire, parce que les blessures reçues par la victime constituaient un accident du travail. En effet, avant d'affirmer le caractère absolu de l'exclusion du droit commun édictée aux articles 2 et 7 de la loi, les Chambres réunies justifient leur décision en déclarant « que tout accident survenu sur le lieu du travail et à l'occasion du règlement des salaires est un

accident du travail, même si l'accident a pour cause un fait intentionnel et délictuel du préposé du patron ».

Il n'est pas douteux que, pour adopter la même solution en déclarant toute action de droit commun irrecevable dans le cas de faute intentionnelle de l'employeur lui-même, la Cour de cassation devra déclarer que les blessures volontairement provoquées par le patron constituent un accident du travail.

Si elle décide, au contraire, que l'attentat du patron sur son ouvrier ne peut être considéré comme déterminant un accident au sens de l'article 1^{er} de la loi, la victime pourra se prévaloir du droit commun : l'instance en dommages-intérêts devant les tribunaux civils, ou la constitution de partie civile devant la juridiction répressive, sera ouverte à la victime.

Mais, dans cette dernière hypothèse, l'ouvrier blessé par son patron ne saurait se réclamer de l'action spéciale de la loi de 1898. Cette distinction est d'ailleurs de peu d'importance pour l'ouvrier, car il se trouve protégé dans tous les cas : si la faute intentionnelle de l'employeur n'est pas établie, la victime pourra invoquer la responsabilité patronale du risque professionnel : il recevra la réparation forfaitaire de la loi de 1898. Si le patron est reconnu coupable, l'action de droit commun donnera à la victime une réparation intégrale du préjudice subi.

Y a-t-il des raisons sérieuses de penser que, dans le cas de violences volontaires du patron sur la personne de son ouvrier, la Cour de cassation adoptera une solution différente de celle que les Chambres réunies ont consacrée dans le cas de faute intentionnelle et délictuelle du préposé du chef d'entreprise ?

C'est ce que nous nous proposons d'examiner, car l'in-

fraction pénale du patron lui-même pose un problème différent de celui que soulève le délit de l'ouvrier ou du préposé.

§ 1. — CRIME OU DÉLIT INTENTIONNEL
DES OUVRIERS ET PRÉPOSÉS

Nous avons rappelé, au début de ce chapitre, que l'accident du travail survenu à un ouvrier ou employé au sens de l'article 1^{er} de la loi de 1898 entraîne l'application exclusive de la responsabilité forfaitaire prévue par la loi sur le risque professionnel. Il n'y a d'autre exception que le recours au droit commun laissé à la victime contre l'auteur de l'accident étranger à l'entreprise (art. 7).

Dans les rapports du patron ou de ses ouvriers et préposés et de la victime de l'accident, la responsabilité forfaitaire de la loi de 1898 est seule applicable sous les deux conditions suivantes : il faut en premier lieu que la victime soit un *ouvrier* ou *employé* au sens de l'article 1^{er} de la loi, lié à l'employeur par un contrat de travail valide et soumis à son autorité ; il faut, en second lieu, que cet ouvrier ou employé ait été victime d'un *accident du travail* compris dans le *risque* professionnel mis à la charge du patron.

Pour apprécier la solution de la Cour de cassation, il suffit de se reporter à ce double critérium. Les difficultés concernant la qualité juridique d'ouvrier ou d'employé ont été examinées dans le chapitre I.

Nous les supposons donc résolues dans la question qui retient actuellement notre attention : la recevabilité de l'action de droit commun intentée par l'ouvrier contre le patron ou ses subordonnés en cas d'attentat criminel. Dans les diverses espèces soumises à la Cour de cassation, que l'infraction pénale génératrice de l'accident ait été commise par un ouvrier de l'entreprise ou par les

préposés du patron dans la direction du travail, la qualité juridique d'ouvrier ou d'employé attribué à la victime n'a jamais fait l'objet de contestation. L'intérêt de la controverse se reporte sur la seconde condition. L'attentat criminel du préposé du patron ou d'un ouvrier contre un autre constitue-t-il un accident du travail ?

Si nous répondons par l'affirmative, il faut déclarer la loi de 1898 applicable : or la combinaison des articles 2 et 7 interdit à la victime de l'accident toute action en vertu du droit commun contre le patron et ses ouvriers ou préposés. C'est à cette solution qu'a été logiquement entraînée la Cour de cassation dans son arrêt des Chambres réunies du 8 juin 1928, après avoir déclaré que les blessures pour lesquelles la victime demandait réparation constituaient un accident du travail. Cette solution est donc logique et elle est commandée, quoi qu'aient pu prétendre les Cours d'appel d'Alger et d'Aix, par le texte de la loi du 9 avril 1898.

Que l'on adopte comme fondement de la responsabilité patronale l'idée de risque professionnel ou bien celle plus nuancée et plus exacte de risque d'autorité (15), il faut admettre que l'activité des préposés ou des ouvriers du patron est un des éléments susceptibles de mettre en jeu cette responsabilité (16).

Donc, dans le cas d'un accident causé à un ouvrier par un autre ouvrier ou par un préposé du patron, la responsabilité forfaitaire du chef d'entreprise est engagée.

(15) V. A. Rouast, « Le risque professionnel et la jurisprudence française », Recueil F. Geny, 1935, t. III.

V. aussi P. Argence, « L'évolution de la législation et de la jurisprudence relatives aux accidents du trav. », *Rev. crit. législ. jurispr.* (janvier-avril 1936).

(16) Compar. avec la responsabilité de droit commun (art. 1384, alin. 5., C. civ.), et v. à ce sujet Esmein (P.), « Trois problèmes de responsabilité civile : Causalité, Concours des responsabilités, Conventions d'irresponsabilité » : « Il est vrai que, dans des cas très nombreux, la faute est une faute du préposé et que, pour le commettant, la faute du préposé est, en raison, un risque. » *Rev. trim. droit civ.*, avril-juin 1934, p. 368.

Cela n'a d'ailleurs jamais été contesté : les Cours d'appel et les auteurs ont toujours admis, comme la Cour de cassation elle-même, que l'attentat criminel d'un préposé du patron contre un ouvrier constitue un accident du travail donnant droit, en tout état de cause, aux indemnités prévues par la législation spéciale.

Voilà pourquoi l'employeur est responsable dans la mesure du forfait, du dommage causé par l'activité délictuelle de son subordonné. Cette activité qui s'exerce sous l'autorité du patron est pour ce dernier un risque donnant droit, en faveur de la victime, à la réparation forfaitaire de la loi sur le risque professionnel. Du reste le patron peut se couvrir des conséquences de ce risque en contractant une assurance.

Ce sont là des considérations qu'il ne faut pas perdre de vue lorsqu'il s'agit d'attribuer ou de refuser à des blessures volontaires le caractère d'accident du travail.

On ne saurait oublier, en effet, que la loi du 9 avril 1898 a substitué comme fondement de la responsabilité patronale et, corrélativement, comme fondement du droit à réparation de la victime, l'idée de risque à celle de faute. Comment, d'autre part, en présence des articles 16, 26 et 27 de la loi, pourrait-on méconnaître la volonté non équivoque du législateur de permettre au chef d'entreprise de s'assurer « dans tous les cas, sans aucune exception ni réserve » (16 bis) contre les obligations pécuniaires mises à sa charge à raison des *accidents du travail* survenus à son personnel.

Aussi concevrait-on difficilement un accident du travail au sens de l'article 1^{er} de la loi de 1898 qui ne constituerait pas, au regard du patron, un risque susceptible d'être couvert par un contrat d'assurance dans les termes de l'article 27.

(16 bis) Formule employée dans de nombreux contrats d'assurance-loi de 1898.

§ 2. — CRIME OU DÉLIT INTENTIONNEL
DU CHEF D'ENTREPRISE

Nous posons maintenant cette question : l'attentat criminel de l'employeur contre son ouvrier constitue-t-il un accident du travail ? Si l'on répond par l'affirmative, il faut, sans aucun doute, déclarer l'ouvrier recevable à invoquer contre son patron l'action en responsabilité forfaitaire de la loi de 1898. Mais cette action est, de par la combinaison des articles 2 et 7 de la loi, exclusive de tout recours au droit commun. Aussi pensons-nous que si la Cour de cassation vient à admettre que les blessures résultant d'un attentat du patron contre son ouvrier ou préposé constituent un accident au sens de l'article 1^{er} elle déclarera la loi de 1898 applicable, et seule applicable, à l'exclusion de toute action complémentaire ou supplétive de la victime en vertu du droit commun.

Ce serait, dans ce cas, une solution analogue à celle qui a été consacrée définitivement par l'arrêt des Chambres réunies du 8 juin 1928 dans le cas de délit intentionnel du préposé du patron contre un ouvrier.

Mais peut-on considérer l'attentat criminel du patron sur son employé comme un accident du travail mettant en jeu la responsabilité spéciale de l'employeur fondée sur le risque et, comme telle, susceptible d'être couverte par un contrat d'assurance dans les termes de l'article 27 de la loi de 1898 ?

En faveur de l'affirmative on peut faire valoir que le législateur a entendu soumettre aux règles de la responsabilité spéciale tous les accidents survenus aux ouvriers et employés par le fait ou à l'occasion du travail sans prendre en considération la cause de l'accident. Nous ne méconnaissons pas la valeur de cet argument, mais il conduit à admettre que la victime, atteinte au

cours de son travail, a toujours droit au bénéfice de la loi. Or la jurisprudence refuse d'appliquer la législation des accidents du travail toutes les fois que l'accident est dû exclusivement à l'action des forces de la nature (17) ; elle adopte la même solution dans le cas de nullité du contrat de travail, alors qu'on peut se demander si telle était bien la pensée du législateur (18).

En présence de cette jurisprudence, et tout spécialement de celle qui concerne les forces de la nature, il paraît bien difficile de considérer comme décisif l'argument qui invoque la généralité des termes de l'article 1^{er} pour déclarer accident du travail les violences volontaires exercées par le patron sur son subordonné.

Pour faire entrer dans le domaine de la loi de 1898 le délit intentionnel du patron on peut sans doute aussi considérer que la notion de risque, adoptée par la loi comme fondement de responsabilité, est plus large que celle de faute et la contient. Cette idée est certainement exacte en ce qui concerne la faute légère ou lourde, ou même la faute inexcusable expressément visée par l'article 20 de la loi. Mais n'est-ce pas là la limite extrême de la notion de risque et le crime ou le délit intentionnel n'est-il pas étranger à cette notion ? Dans ce sens, ne pourrait-on dire, avec M. SACHET, que la transaction établie par la loi de 1898 ne va pas et ne peut pas aller au delà de la faute inexcusable (19) ? Cette idée trouve un appui dans la loi elle-même, puisque toute indemnité est refusée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Aux considérations que nous venons d'exposer il faut

(17) V. *infra*, ch. IV.

(18) V. *supra*, ch. I.

(19) V. Sachet, *op. cit.*, n° 762.

ajouter des raisons d'un autre ordre qui, elles aussi, apparaissent difficilement conciliables avec le caractère *d'accident du travail* attribué aux violences volontaires du chef d'entreprise sur son ouvrier.

Le législateur a voulu que le patron puisse s'assurer contre les conséquences pécuniaires de tous les accidents du travail dont ses ouvriers pourraient être victimes. La loi du 9 avril 1898 n'est pas allée jusqu'à imposer à l'employeur l'obligation de s'assurer contre le risque mis à sa charge dans des conditions nouvelles, mais elle l'invite à le faire par deux séries de mesures comprises dans la loi elle-même :

D'une part, elle organise ou complète le système d'assurances contre les accidents du travail : l'article 27 de la loi prévoit le fonctionnement d'un « comité consultatif des assurances contre les accidents du travail » et il édicte des dispositions particulières concernant « les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents » : il les soumet notamment à la surveillance et au contrôle de l'Etat et les astreint à constituer des réserves particulières. Le même article ajoute : « Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement ».

D'autre part, le législateur entend si bien que le risque mis à la charge de l'employeur est susceptible de faire l'objet d'un contrat d'assurance, qu'il favorise d'une manière tout à fait particulière le patron qui a souscrit une police pour couvrir ce risque : le chef d'entreprise qui a pris la précaution de s'assurer est dégagé par les articles 16 et 26 de toute responsabilité pour le

paiement des rentes, même en cas de défection de la compagnie d'assurance qui la garantissait.

Ces dispositions témoignent la volonté non équivoque du législateur de permettre au patron de souscrire valablement une police d'assurance pour se garantir « dans tous les cas, sans aucune exception ni réserve » contre les obligations pécuniaires mises à sa charge par la législation des accidents du travail.

Il y a donc un intérêt certain à examiner quelle est la situation du patron assuré qui a commis un attentat criminel ou un délit intentionnel contre la personne de son ouvrier.

Voici la formule particulièrement large du contrat d'assurance que le Syndicat Général de Garantie des Chambres Syndicales du Bâtiment et des Travaux Publics passe avec ses adhérents :

« Le Syndicat Général de Garantie des Chambres Syndicales du Bâtiment et des Travaux Publics contre les Accidents du Travail et les maladies professionnelles, représenté par le Président du Conseil d'Administration, reçoit M... comme membre du Syndicat et s'engage à le garantir contre toutes les conséquences pécuniaires des accidents du travail et des maladies professionnelles dont ses ouvriers et employés seront victimes et ce, dans les limites et sous les conditions prévues par la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles... »

Voilà une formule qui donne le maximum de garantie possibles à l'assuré. On ne saurait concevoir un texte plus large.

Si la faute intentionnelle du patron n'empêche pas de considérer les blessures de l'ouvrier comme un accident du travail ouvrant le droit de la victime à la répara-

tion forfaitaire de la loi de 1898, il faut déclarer que le chef d'entreprise est protégé par le contrat que nous venons de citer.

Mais une difficulté surgit aussitôt. La loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance déclare, à l'article 12, que « toutefois, l'assureur ne répond pas, nonobstant toute convention contraire, des pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré ». Cette disposition étant d'ordre public, on ne peut en aucune manière y déroger, quand bien même ce serait dans le but généreux de donner une garantie supplémentaire à la victime d'un accident du travail.

Il apparaît donc bien que, si large que soit le contrat d'assurance qui garantit le patron, il est sans effet en présence d'un délit intentionnel ou d'un crime de celui-ci contre son ouvrier.

En conséquence, la disposition de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 précisant que « s'il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV *de façon à supprimer tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise* » devient sans effet dans le cas de délit intentionnel du patron. Il en est de même de la disposition de l'article 26, paragraphe 2, qui interdit à la Caisse Nationale des Retraites tout recours contre l'employeur assuré.

Peut-on objecter que le patron n'est pas assuré ? C'est très contestable puisque son contrat le garantit « contre toutes les conséquences pécuniaires des accidents du travail dont ses ouvriers seront victimes, et ce, dans les limites et sous les conditions prévues par la législation sur les accidents du travail ». Le contrat d'assurance est valable et produit effet dans tous les cas, en dehors de l'hypothèse de faute intentionnelle de l'employeur.

En somme, donner aux blessures volontaires faites par le patron à son ouvrier le caractère d'accident du travail, c'est aboutir au résultat suivant : d'une part la loi de 1898 est déclarée applicable en ce qu'elle ouvre à la victime l'action en responsabilité forfaitaire contre son patron, suivant la procédure particulière de cette loi.

D'autre part, elle est déclarée inapplicable en ce que le bénéfice des articles 16 et 26 est refusé au patron sous le prétexte que l'accident dont il est responsable en vertu de la loi de 1898 n'est pas un risque au sens de la loi de 1930 sur l'assurance.

Aussi le caractère hybride que présenterait cet « accident du travail » très particulier pourrait-il inciter la jurisprudence à ne pas considérer les violences volontaires du patron sur son employé comme un accident au sens de l'article 1^{er} de la loi de 1898.

C'est dans ce sens qu'a statué le Tribunal correctionnel d'Avesne le 31 mai 1932. L'espèce était la suivante : une pupille de l'Assistance Publique avait été victime de violences volontaires de la part de ses patrons. Le Préfet du Nord, représentant de la mineure, s'était constitué partie civile dans l'instance répressive engagée par le Ministère public et avait demandé la condamnation des patrons à 20.000 francs de dommages-intérêts. Le Tribunal déclara recevable la constitution de partie civile et fit droit à la demande (20).

(20) Voici les motifs de ce jugement : « Attendu que le législateur de 1898 n'ayant pas donné à l'expression « accident » un sens spécial, la définition du dictionnaire s'impose. Attendu qu'un accident est un événement brutal, soudain, générateur de lésions, produit par une cause extérieure fortuite ou par une faute ; que jamais le législateur, imbu de la théorie du risque professionnel créé par la machine n'a pu penser à considérer comme un accident le résultat d'un délit volontaire de l'employeur ; qu'une pareille assimilation est injustifiable et aboutirait pour le patron agresseur à une exonération singulièrement immorale ; qu'il suffit pour éviter ce résultat de respecter le sens grammatical du texte législatif.

En définitive, la situation est aujourd'hui la suivante : la controverse sur les articles 2 et 7 de la loi a été tranchée par l'arrêt des Chambres réunies du 8 juin 1928. La Cour de cassation a déclaré que la loi sur le risque professionnel était seule applicable dans le cas d'attentat criminel du préposé du patron contre un ouvrier. Nous avons montré que cette solution rigoureuse était commandée par le texte impératif des articles 2 et 7.

Il ne semble pas au contraire que l'on puisse, sans aboutir à des conséquences pour le moins contraires à l'esprit de la loi, considérer le délit intentionnel du patron comme susceptible de mettre en jeu les règles spéciales de la réparation des accidents du travail.

En présence de cette situation, on aperçoit tout l'intérêt qu'il y aurait à donner à la victime d'un accident, travaillant sous l'autorité d'un patron, une option entre l'action spéciale de la loi du 9 avril 1898 et l'action en responsabilité de droit commun. Sans doute est-il à présumer que l'extension d'une pareille réforme à tous les accidents du travail rencontrera de sérieuses oppositions. Il serait temps, du moins, que le législateur se décidât à mettre fin aux solutions iniques auxquelles entraînent les articles 2 et 7 de la loi du 9 avril 1898 lorsque l'ouvrier est victime d'un attentat criminel ou d'un délit intentionnel de la part d'un camarade de travail, d'un chef de service ou du patron lui-même.

Attendu que les défendeurs invoquent un arrêt de la Cour de cassation toutes Chambres réunies du 8 juin 1928 (*Gaz. Pal.*, 1928-2-156), mais que l'espèce n'est pas la même ; qu'il s'agissait de violences exercées par un préposé du patron ; que si l'on doit assimiler la faute du préposé à celle du patron, il n'en saurait être de même pour un fait volontaire ; que le délit commis par le préposé est le résultat d'une simple faute du patron (mauvais choix, défaut de surveillance), que tout autre est le cas de l'employeur qui exerce lui-même volontairement des violences et ne saurait s'abriter derrière la loi du 9 avril 1898 pour échapper aux conséquences civiles de son agression. Par ces motifs, Déclare la demande recevable, etc... » Trib. Corr. d'Avesnes, 31 mai 1932, *La Voix du Peuple*, 1933, p. 52.

CHAPITRE IV

EFFET DE LA FORCE MAJEURE

Généralités

Le cas fortuit ou de force majeure est, en droit commun, une cause d'exonération de la responsabilité. L'auteur présumé du délit ou du quasi-délit, ou le gardien de la chose réputé responsable, de même que le co-contractant qui n'a pas exécuté son obligation peuvent dégager leur responsabilité en prouvant que le dommage provient d'un cas fortuit ou de force majeure.

Le Code civil ne distingue pas entre ces deux expressions qu'il emploie comme synonymes dans de nombreux textes, par exemple dans les articles 1148, 1348 et 1733.

La jurisprudence ne fait pas non plus de distinction, sauf à n'admettre que très difficilement le cas fortuit ou de force majeure dans le domaine de la responsabilité du fait des choses inanimées. Ainsi, l'irruption soudaine d'un animal barrant la route à un automobiliste et l'obligeant à donner un brusque coup de volant qui a entraîné une collision avec une autre voiture a été considérée comme un événement de force majeure dégageant la responsabilité du conducteur. Par contre, l'automobiliste a été déclaré responsable de l'accident dû à l'éclatement d'un pneumatique ou à la rupture d'une pièce mécanique, même dans le cas où le vice de construction était caché et inconnu ; la Cour de cassation a jugé également que le dérapage, même dû à un mauvais état de la route, ne constituait pas un cas de force majeure parce que l'automobiliste aurait pu empêcher l'accident en allant moins vite (1).

(1) Req., 16 juill. 1928, *D. P.*, 1929-1-33.

V. Picard Maurice, « La responsabilité des accidents causés par les automobiles », Paris, 1932.

V. aussi A. Besson, « Cas fortuit et force majeure dans les accidents d'automobiles », *Rev. Gén. ass. terr.*, 1931, p. 272-301.

Ces solutions différentes consacrées par la jurisprudence justifient la distinction faite par certains auteurs, et notamment par M. JOSSERAND, entre le cas fortuit et la force majeure : cette dernière seule serait une cause d'exonération. Il y aurait force majeure dans le cas de l'animal qui fait brusquement irruption sur la route parce que l'événement est absolument étranger à l'auteur du dommage. Par contre, l'éclatement d'un pneumatique ou la rupture d'une pièce mécanique étant des faits inhérents à l'objet dont l'auteur du dommage a la garde, constituent des cas fortuits : ils n'exonèrent pas le gardien.

Dans son *Traité des accidents du travail*, M. SACHET définit la force majeure « un phénomène naturel de l'ordre physique ou de l'ordre moral, qui défie toute prévision et dont la cause est complètement étrangère à l'exploitation ». Les événements de force majeure sont, dans l'ordre physique, les tremblements de terre, les cyclones, les inondations, les intempéries, etc... ; dans l'ordre moral, on peut citer la guerre civile, l'invasion étrangère. Les bombardements ennemis par avion ou par canon à longue portée constituent ainsi des cas de force majeure.

Par conséquent, ce qui caractérise la force majeure c'est qu'elle a une cause extérieure, absolument indépendante de l'entreprise, tandis que le cas fortuit est un événement qui a sa cause dans un fait inhérent à l'exploitation (2).

La force majeure seule est une cause d'exonération ; le gardien de la chose répond du cas fortuit. Il n'y a pas lieu de faire cette distinction en matière d'accidents du travail. La jurisprudence traite de la même manière l'ou-

(2) Sur la définition du cas fortuit et de la force majeure, v. Radouant, « Du cas fortuit et de la force majeure », thèse, Paris, 1920.

vrier qui est victime de l'explosion d'une chaudière et celui qui est atteint par l'éclat d'une bombe ennemie. Dans l'un et l'autre cas, la responsabilité du chef d'entreprise est engagée dans les limites de la loi de 1898 si l'ouvrier était, au moment de l'accident, au temps et au lieu du travail. Par contre, la jurisprudence adopte une solution différente lorsque l'accident est dû à l'action exclusive des forces de la nature.

SECTION I

LES SOLUTIONS JURISPRUDENTIELLES EN CAS D'ACCIDENT DU A LA FORCE MAJEURE

La loi du 9 avril 1898 ne fait pas la moindre allusion au cas fortuit ou à la force majeure. On a donc pu penser que ces causes d'accidents étaient, à l'égal du fait d'un tiers et de la faute du patron ou de l'ouvrier, comprises dans la généralité des termes de l'article 1^{er} de la loi qui met à la charge du patron tous les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail. Cette conception est logique. En effet, c'est parce que la responsabilité est fondée, en droit commun, sur l'idée de faute, que l'auteur du dommage est exonéré par le cas fortuit ou de force majeure. Cette exonération n'a plus de raison d'être avec la notion de risque qui est à la base de la législation des accidents du travail.

§ 1. — RETOUR A LA RESPONSABILITÉ DE DROIT COMMUN EN CAS D'ACCIDENT DU AUX FORCES DE LA NATURE

Le législateur a soustrait la réparation des accidents du travail au droit commun de la responsabilité. Le silence de la loi concernant l'événement de force majeure aurait donc pu inciter les tribunaux à ne pas faire inter-

venir cette notion comme source d'irresponsabilité de l'employeur.

C'est en ce sens que s'est orientée la jurisprudence allemande (3). L'office d'assurances du Reich allemand considère par exemple que l'ouvrier atteint par la foudre durant son travail a été, dans tous les cas, victime d'un accident du travail (4).

Cette solution radicale n'est pas celle de notre jurisprudence. Nos tribunaux admettent que certains faits extérieurs à l'entreprise peuvent exonérer le patron : ces faits sont « les événements dus à l'action des forces de la nature » c'est-à-dire, suivant une expression récente de la Cour de cassation, « les phénomènes d'ordre naturel étrangers au risque professionnel » (5).

Il serait donc inexact de dire que la force majeure exonère le chef d'entreprise. Seules *les forces de la nature* sont considérées par la jurisprudence comme étant en dehors du domaine d'application de la loi parce qu'« étrangères au risque professionnel ». Et si l'on emploie l'expression de force majeure en cette matière, il faut lui donner un sens restrictif et précis : la force majeure ne désigne alors que les forces de la nature : elle s'oppose tout à la fois au cas fortuit, qui est au premier chef le domaine du risque professionnel, et au fait de l'homme, qu'il s'agisse du fait de la victime, de celui du patron ou de son préposé, ou du fait d'un tiers étranger à l'entreprise.

Encore la jurisprudence met-elle une condition à cette exonération, qui résulte de la non-application de la loi de 1898. Si la législation des accidents du travail ne s'ap-

(3) V. Sachet, *op. cit.*, 8^e éd., t. I, n° 405.

(4) *Off. all.*, 29 mai 1908, *Entsch des Reichsvers.*, vol. 20, p. 117.

(5) Cass. Req., 27 mai 1935, *S.*, 1935-1-221.

plique pas aux accidents causés par les forces de la nature, c'est à condition que le travail n'ait pas contribué à mettre ces forces en mouvement ou à en aggraver les effets.

Les décisions jurisprudentielles sont nombreuses en cette matière ; nous nous bornerons à en rappeler brièvement quelques-unes :

Le 3 juin 1901, la Cour d'appel de Limoges a rejeté l'action en responsabilité dirigée contre la Compagnie des Chemins de fer d'Orléans par la veuve d'un aide-lampiste au service de la Compagnie, lequel avait succombé aux suites d'une insolation dont il avait été victime pendant son travail. L'arrêt précise « que l'insolation est un phénomène naturel de l'ordre physique dont la cause est étrangère à l'exploitation industrielle, c'est-à-dire un événement de force majeure qui peut atteindre toute personne exposée aux rayons du soleil, même inoccupée ou employée à des travaux autres que les travaux protégés par la loi de 1898 » ; et « qu'il n'est point établi dans l'espèce, que les occupations professionnelles de Plats (la victime) aient eu pour effet d'aggraver pour lui le danger d'insolation que toute personne affronte sous un climat tempéré ».

Le pourvoi en Cassation formé contre cette décision a été rejeté par la Chambre civile, le 10 décembre 1902. L'arrêt de la Cour suprême déclare « qu'en principe la loi du 9 avril 1898 ne s'applique pas aux accidents dus à l'action des forces de la nature, même quand ils sont survenus pendant le travail ; qu'il n'en serait autrement que si le juge constatait que le travail a contribué à mettre les dites forces en mouvement ou qu'il en a aggravé les effets » (6).

(6) Civ., 10 déc. 1902, *D. P.*, 1903-1-331, *S.*, 1903-1-28. |

Un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation en date du 9 mai 1922 fait application du même principe exclusif de la loi de 1898, dans une espèce où l'ouvrier avait été victime d'une congestion due au froid. Cet arrêt rejette le pourvoi formé contre une décision de la Cour d'appel de Paris qui avait déclaré la législation des accidents du travail inapplicable.

« Attendu, dit la Cour de cassation, que si la loi du 9 avril 1898 dispose que tout accident survenu sur le lieu et à l'heure du travail donne droit à l'indemnité fixée par la loi en faveur de l'ouvrier qui en a été victime, ce principe n'est pas applicable aux accidents dus à l'action des forces de la nature ; qu'il n'en est autrement que si le travail a mis ces forces en mouvement ou en a augmenté les effets ; attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Callonge est mort d'une congestion, survenue au cours d'un travail exécuté par un temps rigoureux, mais dans des conditions qui n'ont pas mis en mouvement les forces de la nature et qui n'ont pas aggravé les dangers que pouvait faire courir la température ; Par ces motifs, rejette... » (7).

La jurisprudence a adopté des solutions identiques toutes les fois que l'accident dont a été victime l'ouvrier a été provoqué par d'autres forces de la nature, par exemple la foudre (8) ou un ouragan (9).

Un arrêt de la Chambre des requêtes du 27 mai 1935 a assimilé à l'action des forces de la nature la piqure d'un insecte venimeux, en l'espèce une mouche charbonneuse. La Cour de cassation écarte l'application de la législation des accidents du travail pour cette raison

(7) Req., 9 mai 1922, *Gaz. Pal.*, 1922-2-268.

(8) Req., 30 avr. 1912, *D. P.*, 1912-5-32, *S.*, 1912-1-502 ; Civ., 31 juill. 1933, *D. H.*, 1933-540.

(9) Req., 23 juin 1923, *Gaz. Pal.*, 1925-2-471.

« que la piquûre d'un insecte venimeux, comme les autres phénomènes d'ordre naturel *étrangers au risque professionnel*, ne peut, en principe, même si elle est survenue au cours du travail, donner lieu à l'application de la loi du 9 avril 1898 et engager la responsabilité du patron ; qu'il n'en serait autrement que si le travail lui-même ou les conditions dans lesquelles il a été effectué avaient été de nature soit à la provoquer, soit à en aggraver les effets » (10).

Nous avons rapporté les motifs de cet arrêt parce qu'ils présentent une importance particulière. Il est rare, en effet, de voir la Cour de cassation faire appel à la notion de risque professionnel quand il s'agit d'interpréter l'article 1^{er} de la loi. Or la Chambre des requêtes précise bien, dans son arrêt du 27 mai 1935, que c'est parce qu'ils sont étrangers au risque professionnel que les phénomènes d'ordre naturel ne mettent pas en jeu l'application de la loi de 1898. La réparation forfaitaire mise à la charge du patron constitue donc bien pour celui-ci un risque ; et c'est seulement dans le cas où ce risque peut être rattaché d'une façon directe (par le fait du travail) ou indirecte (à l'occasion du travail) au fonctionnement de l'entreprise, que le patron peut être déclaré responsable en vertu de la législation spéciale des accidents du travail.

Nous avons développé cette idée au cours du chapitre précédent, quand nous avons indiqué que, malgré certaines apparences contraires, les tribunaux pourraient être amenés à considérer également comme « étranger au risque professionnel » l'attentat criminel du patron sur son ouvrier.

(10) Req., 27 mai 1935, *S.*, 1935-1-221.

C'est qu'en effet, suivant les termes employés par M. l'Avocat général SARRUT dans une note au *Dalloz* (*D. P.*, 1903-1-105) sous un arrêt de la Cour de cassation du 21 janvier 1903 : « le risque professionnel, au sens de la loi nouvelle, n'est plus le risque couru par l'ouvrier, mais le risque du patron ».

Si l'accident dû à la foudre, à l'ouragan, à la piqure d'un insecte venimeux n'est pas considéré comme un accident « survenu à l'occasion du travail » parce qu'il ne constitue pas un risque de l'entreprise, à plus forte raison y a-t-il lieu de déclarer que l'acte volontaire et délictuel de l'employeur contre son subordonné n'est pas un risque patronal qui se rattache à l'exploitation et qu'il n'est donc pas, en conséquence, un accident du travail. Dans l'un et l'autre cas il ne peut y avoir d'exception que si le travail est à l'origine de l'accident, soit qu'il ait déclenché ou aggravé l'action des forces de la nature, soit qu'il ait été la cause déterminante des violences exercées par le patron sur l'ouvrier. De toutes façons, c'est au juge du fond qu'il appartiendra de déduire des circonstances de fait particulières à chaque espèce, si l'action des forces de la nature ou si les violences dont a été victime l'ouvrier se rattachent au travail, ou lui sont étrangères.

Dans le premier cas il y aura accident du travail au sens de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 et la réparation sera soumise aux règles de la législation spéciale, exclusive de toute action de droit commun de l'ouvrier contre le chef d'entreprise. Dans le second, il n'y aura pas accident au sens de la loi et la victime pourra, en tout état de cause, invoquer le droit commun de la responsabilité contre l'auteur du dommage.

La jurisprudence revient ici à l'idée de risque professionnel en rattachant l'application de la loi au fonc-

tionnement de l'entreprise : dans ces deux cas, le critérium de l'heure et du lieu du travail, de même que celui de la subordination de l'ouvrier à l'employeur sont des notions trop larges : un ouvrier atteint soudainement d'une lésion quelconque alors qu'il se trouve à l'heure et au lieu de son travail ou, d'une façon plus générale, alors qu'il est sous la subordination de son patron, n'est pas forcément victime d'un *accident du travail*. Si l'on excepte le cas de faute intentionnelle de la victime, exclu formellement du bénéfice de la législation spéciale des accidents par la loi elle-même, il faut encore signaler la triple exception qui résulte de l'interprétation donnée par la jurisprudence à l'article 1^{er}.

C'est tout d'abord l'exclusion du domaine de la loi de 1898 de tous les accidents survenus à un ouvrier qui travaille en vertu d'un contrat de louage de services nul ou annulable.

Une seconde exception pourrait résulter du retour au droit commun dans le cas de violences volontaires du patron sur son ouvrier lorsque celles-ci n'ont pas été provoquées par une cause professionnelle qui puisse les faire considérer comme un risque de l'entreprise : ce serait le cas du délit intentionnel du patron sur la personne de son ouvrier.

Enfin, en troisième lieu, il n'y a pas non plus accident du travail soumis à la loi de 1898 lorsque l'accident a pour cause exclusive l'action des forces de la nature. Ces trois cas sont étrangers au risque professionnel tel que l'entend la jurisprudence et une grande partie de la doctrine, c'est-à-dire au risque du patron investi d'une fonction sociale d'autorité et de direction des activités humaines mises momentanément sous sa dépendance par un contrat de travail.

§ 2. — CONDITIONS DE L'EXONÉRATION DU PATRON

La jurisprudence précise que si la législation des accidents du travail ne s'applique pas aux accidents causés par les forces de la nature, c'est à condition que le travail n'ait pas contribué à mettre ces forces en mouvement ou à en aggraver les effets.

Mais la question délicate est celle de savoir quand on peut dire que le travail a aggravé l'action des forces de la nature. Pour que l'accident soit soustrait au domaine de la loi de 1898 il faut, en principe, qu'il ne se rattache par aucun lien au travail. Il faut que le patron n'ait rien fait qui puisse aggraver l'action des phénomènes naturels, c'est-à-dire que si l'accident peut être rattaché, ne serait-ce que pour partie, à l'exploitation, la responsabilité patronale est engagée dans les termes de la loi de 1898.

Ainsi, la législation spéciale des accidents a été déclarée applicable dans le cas où la victime se trouvait, par les nécessités de son métier, en contact avec des objets bons conducteurs de l'électricité (11). La même solution a été appliquée dans le cas d'insolation (12) et de congestion par le froid (13) dans des espèces où l'employeur avait fait travailler dans des conditions susceptibles d'aggraver l'action normale de la chaleur ou du froid.

Le point de savoir s'il y a ou non mise en mouvement ou aggravation des forces de la nature par le travail est une question de fait que la Cour de cassation abandonne à l'appréciation souveraine des juges du fond. Mais la

(11) Paris, 11 janv. 1902, *D. P.*, 1906-2-24.

(12) Civ., 2 mars 1904, *D. P.*, 1904-1-553.

(13) Civ., 2 juil. 1928, *S.*, 1928-1-360.

sentence du juge doit être motivée sur ce point, sous peine d'encourir la censure de la Cour suprême.

Malheureusement, la latitude laissée au juge du fait aboutit à ce résultat que des espèces présentant la plus parfaite ressemblance sont jugées dans un sens ou dans l'autre suivant les tendances du Tribunal ou de la Cour d'appel.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas possible d'espérer l'unification de la jurisprudence sur ce point tant que la Cour suprême n'exercera pas son contrôle sur les éléments qui motivent l'appréciation du juge du fait. Ce contrôle unificateur n'est peut-être pas encore prêt d'être appliqué en cette matière. Il n'est pourtant pas interdit de considérer comme possible une modification de l'attitude de la Cour de cassation analogue à celle qu'a consacré l'arrêt de la Chambre des requêtes du 22 février 1932, en réservant désormais à la Cour suprême le contrôle des éléments de la faute inexcusable (14).

Il y aurait le plus grand intérêt à voir appliquer ce contrôle dans la détermination de l'aggravation des effets des forces de la nature pour éviter des écarts trop grands d'appréciation. En effet, si certaines Cours d'appel se montrent exigeantes, d'autres au contraire admettent avec la plus grande facilité qu'il y a, dans l'espèce qui leur est soumise, aggravation de risque.

Voici, par exemple, une espèce jugée par la Cour d'appel de Lyon, le 14 novembre 1935. Un ouvrier agricole travaillait en plein air quand éclata un orage. Sur l'ordre de son patron il allait se réfugier dans une écurie voisine quand, au moment d'y pénétrer, il fut frappé par la foudre. La Cour d'appel de Lyon, désireuse d'accorder le bénéfice de la législation des accidents du tra-

(14) Req., 22 févr. 1932, *D. P.*, 1932-1-25 et note de M. A. Rouast..

vail à la malheureuse victime, déclara qu'il y avait eu aggravation de risque parce que l'écurie était garnie de chaînes et que les portes et les fenêtres étaient munies de pièces métalliques.

Quel bâtiment, dans ces conditions, ne constituerait pas une aggravation de risque ?

Dans une note parue sous cet arrêt dans la *Revue Générale des assurances terrestres* (1936, p. 851), M. André ROUAST fait remarquer combien est fragile le prétexte invoqué par la Cour de Lyon. « L'ordre était raisonnable et on aurait pu reprocher au patron de ne pas l'avoir donné et d'avoir maintenu dehors son ouvrier au cours de l'orage... Il serait plus franc de dire que tout accident, même causé par les forces de la nature, donne lieu à indemnité..... Mais tant que la Cour de cassation persistera dans la thèse qu'elle a admise, on verra ainsi des arrêts, partisans de la solution que nous préconisons, invoquer une aggravation de risque à peu près inexistante, pour parvenir à indemniser la victime. »

Toutes les Cours d'appel n'ont pas admis avec la même facilité que celle de Lyon l'aggravation du risque par l'effet du travail. Bien plus, certaines d'entre elles ont cru devoir assimiler à l'action des forces de la nature les bombardements du temps de guerre, aériens ou d'artillerie (15).

Mais la Cour de cassation a affirmé à maintes reprises que l'exception apportée à l'application de la loi de 1898 ne concernait que les accidents dus à l'action des forces de la nature seules, et que les bombardements ne sauraient être assimilés à des phénomènes naturels, car ils sont le fait de l'homme.

Cette solution a été affirmée la première fois par la

(15) Paris, 13 mars 1922, *D. P.*, 1922-2-17; Nancy, 1^{er} juil. 1922, *D. P.*, 1922-2-121 et notes de M. H. Capitant.

Chambre civile dans un arrêt du 18 avril 1918. Cet arrêt a déclaré recevables à invoquer le bénéfice de la législation des accidents du travail la veuve et les enfants mineurs d'un ouvrier tué par l'éclat d'une bombe lancée d'un aéroplane allemand au moment où, en exécution des ordres de son patron, il était sur un chariot occupé à décharger des sacs de farine devant la porte d'un boulanger (16).

Certaines Cours d'appel ont cru devoir résister quelque temps à cette solution et ont continué à assimiler les bombardements aériens ou par canon à longue portée aux forces de la nature (17). Elles ont dû finalement s'incliner devant la fermeté de la Cour de cassation.

Ces quelques arrêts suffisent à indiquer la position très nette prise par la jurisprudence en ce qui concerne les effets de la force majeure en matière d'accidents du travail.

On ne peut pas dire que tout accident survenu à l'ouvrier au cours de son travail par cas fortuit ou de force majeure soit soustrait à la loi du 9 avril 1898. Seule l'action des phénomènes d'ordre naturel est étrangère au risque professionnel, et la Cour de cassation ne déclare la loi de 1898 inapplicable que dans le seul cas où l'accident est dû exclusivement à l'action des forces de la nature, sans que celles-ci aient été mises en mouvement ou aggravées par le travail. Encore ne range-t-elle pas au nombre des phénomènes naturels les faits de l'homme, si puissants soient-ils, par exemple les bombardements.

(16) Civ., 18 avr. 1918, *D. P.*, 1918-1-25 et note de M. H. Capitant ; v. dans le même sens Civ., 25 nov. 1918, 15 mars 1921, 24 janv. 1922, *S.*, 1922-1-301.

(17) Paris, 13 mars 1922, *D. P.*, 1922-2-17 ; Nancy, 1^{er} juil. 1922, *D. P.*, 1922-2-121.

SECTION II

CRITIQUE DE LA JURISPRUDENCE

§ 1. — OPINIONS FAVORABLES AU SYSTÈME DE LA JURISPRUDENCE

La solution jurisprudentielle qui exclut de la législation des accidents du travail les accidents dus à l'action des forces de la nature a été généralement approuvée par les auteurs (18). Ceux-ci ont, le plus souvent, accepté la thèse de la jurisprudence sans approfondir la question. Ils n'appuient leur opinion que sur des arguments dont les partisans de la conception adverse n'ont eu aucune peine à montrer la fragilité. C'est ainsi qu'ils développent en premier lieu un argument tiré des travaux préparatoires de la loi au Sénat.

A la séance du 1^{er} avril 1889, un amendement de M. BARTHE tendant à exclure du domaine de la loi les accidents dus aux cas fortuits fut retiré à la suite d'une intervention du rapporteur, M. TOLAIN. Celui-ci donna satisfaction à M. BARTHE en déclarant qu'il ne considérerait pas comme des cas fortuits les phénomènes naturels tels que les orages, les ouragans, les inondations, les tremblements de terre et même des événements d'un autre ordre comme, par exemple, l'invasion de l'ennemi. « Nous appelons *fortuits*, déclara le rapporteur, l'accident imprévu provenant du travail ou survenant à l'occasion du travail ; mais tous les événements naturels que M. BARTHE a prévus restent absolument en dehors de l'application de la loi (19). »

(18) V. Sachet, *op. cit.*, t. I, n° 402 ; Cabouat, t. I, n° 159 et s. ; Loubat, t. I, n° 505 ; Aubry et Rau, p. 478, n° 171 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. II, n° 1838.

(19) *J. Off.*, Déb. parl., Sénat, 1889, p. 387.

M. BARDOUX présenta également quelques observations dans le même sens à la séance du 6 février 1890 (20).

Peut-on retenir comme décisives ces opinions individuelles émises neuf ans avant le vote définitif de la loi, alors que la question n'a pas été soulevée au cours des débats de 1897 et 1898, et que le texte définitif ne contient aucune allusion au cas fortuit ou à la force majeure ? Cette conception est d'autant moins soutenable qu'on pourrait lui opposer d'autres opinions individuelles tout aussi autorisées, par exemple cette déclaration de M. Félix FAURE au cours des premières discussions de la loi : « Il me paraît nécessaire d'établir le risque professionnel et de l'étendre non seulement au cas fortuit, mais au cas de force majeure ».

Un second argument est invoqué en faveur de la thèse jurisprudentielle. Il résulte d'une circulaire du garde des sceaux en date du 10 juin 1899 (*Bull. off. min. just.*, 1899, p. 72) où il est dit : « *L'événement de force majeure est étranger à l'exploitation... le dommage qui en résulte ne me paraît pas garanti par le risque professionnel, à moins que les événements de force majeure n'aient été aggravés pour les ouvriers ou employés par l'exercice de l'industrie dans laquelle ils sont occupés* ».

Sans vouloir contester l'autorité de cette opinion ministérielle, il nous paraît exagéré de lui accorder la valeur d'un texte législatif. Et il serait bien téméraire d'affirmer qu'une simple circulaire ait produit ce résultat surprenant de faire abandonner par la Cour de cassation la règle si souvent proclamée dans ses arrêts que tout accident survenu au temps et au lieu du travail est un accident du travail.

D'ailleurs la circulaire dit que « l'événement de force

:

(20) V. D. P., 1898-4-58, note col. 1, n° 35-38.

majeure est étranger à l'exploitation », et nous avons vu que la Cour de cassation déclare soumis à la législation du risque professionnel l'accident causé par les bombardements aériens qui sont, sans conteste, des cas de force majeure. L'exclusion du domaine de la loi de 1898 ne concerne que les accidents dus uniquement à l'action des forces de la nature. Il faudra donc chercher ailleurs les raisons qui ont motivé l'attitude de la jurisprudence.

§ 2. — OPINIONS HOSTILES A LA SOLUTION

DE LA JURISPRUDENCE. — L'ACCIDENT SURVENU PENDANT LE TRAVAIL ET DU AUX FORCES DE LA NATURE EST UN ACCIDENT « SURVENU A L'OCCASION DU TRAVAIL »

Il nous paraît nécessaire d'indiquer maintenant les critiques que des auteurs de tout premier plan ont adressées à la thèse jurisprudentielle. M. Henri CAPITANT (21), MM. ROUAST et GIVORD (22), M. F. CASTEIL (23), estiment que la Cour de cassation eût été mieux inspirée en faisant bénéficier de la législation des accidents du travail les accidents dus aux forces de la nature comme elle le fait pour ceux qui sont provoqués par le fait de l'homme. Ces auteurs développent à l'appui de leur opinion des considérations d'une force particulière.

Avec eux on peut s'étonner qu'en présence du texte de l'article 1^{er} qui protège les accidents « survenus à l'occasion du travail » la jurisprudence ait exclu du bénéfice de la loi de 1898 ceux qui sont dus aux forces de la nature. Lorsque de tels accidents ont atteint l'ouvrier au moment

(21) Notes sous Civ., 18 avr. 1918, *D. P.*, 1918-1-25; Paris, 13 mars 1922, *D.*, 1922-2-17; Nancy, 1^{er} juil. 1922, *D. P.*, 1922-2-121.

(22) Rouast et Givord, *op. cit.*, n° 142. V. également note de M. A. Rouast sous Lyon, 14 nov. 1935, *ev. Gén. ass. terr.*, 1936-851.

(23) V. Sachet, *op. cit.*, 8^e éd. revue par M. F. Casteil, t. I, n° 402, note 2.

où il était sous la subordination de son patron, ils apparaissent bien comme étant survenus à l'occasion du travail. En effet la Cour de cassation elle-même déclare que la loi ne garantit pas seulement les accidents professionnels, c'est-à-dire ceux qui sont inhérents à l'exercice même de la profession, causés par le fait du travail, mais encore ceux dont le travail a été l'occasion. Et la Cour suprême ne craint pas d'affirmer qu'« il importe peu que l'accident ne puisse pas être considéré comme une conséquence de la profession de la victime, et doive, au contraire, être attribué à sa maladresse ou au hasard » (24). Ainsi il a été jugé qu'ont droit au bénéfice de la loi : l'ouvrier blessé à l'usine par un camarade au cours d'une rixe, même si celle-ci a été provoquée par la victime elle-même et pour un fait étranger au travail (25), l'ouvrier renversé dans la rue alors qu'il se rend chez un client (26), le commis voyageur qui fait une chute en rentrant à l'hôtel où il doit passer la nuit pour pouvoir reprendre le lendemain la discussion d'un marché qu'il n'a pu conclure la veille (27).

Une interprétation large de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 aurait donc permis à la Cour de cassation de rester fidèle à sa définition de l'accident protégé qu'elle a si souvent affirmé être celui qui survient au temps et au lieu du travail. Il semble bien que rien n'empêchait d'appliquer ce criterium aux accidents provoqués par les phénomènes naturels.

Les auteurs que nous avons cités ajoutent qu'on ne peut d'ailleurs pas faire de sérieuse différence entre l'accident occasionné par le fait d'un tiers et celui qui est

(24) Civ., 20 avr. 1912, *D. P.*, 1913-1-64, 1^{re} espèce.

(25) Civ., 20 avr. 1912 ci-dessus, 2^e espèce.

(26) Civ., 17 juil. 1907, *D. P.*, 1908-1-218, 6^e espèce.

(27) Civ., 20 avr. 1912, *D. P.*, 1913-1-64, 1^{re} espèce.

provoqué par une force naturelle extérieure à l'entreprise. Ainsi, en raisonnant par analogie avec les dispositions de l'article 7, M. H. CAPITANT estime que la jurisprudence s'est engagée dans une fausse voie en excluant du domaine de la loi de 1898 les accidents dus aux forces de la nature. « Comment du reste, le chef d'entreprise pourrait-il être responsable de l'accident causé par la faute d'un tiers autre que ses ouvriers ou préposés, comme le déclare l'article 7, s'il était vrai qu'il ne fût tenu que des accidents provoqués par l'exploitation elle-même ? Le système qui refuse d'appliquer la loi aux accidents de force majeure repose donc sur une erreur d'interprétation. Ajoutons qu'il est illogique. En effet il n'y a aucune bonne raison pour appliquer une règle différente aux accidents causés par la faute d'un tiers et à ceux qui sont dus à la force majeure. Si, par exemple, un charretier qui conduit ses chevaux sur la route est atteint par le plomb d'un chasseur maladroit ou par la bombe d'un avion ennemi, il y a accident du travail ; au contraire, s'il est frappé par la foudre ce ne serait plus un accident du travail ? De même le commis voyageur victime d'une chute pendant qu'il se rend chez un client a droit à une indemnité, et il n'y aurait pas droit s'il était tué par un arbre que le vent a renversé ? (28) »

Ces considérations auraient pu incliner les tribunaux à ne pas exclure de la loi de 1898 les accidents dus à l'action des forces de la nature. Il n'en est rien. Une jurisprudence absolument ferme les rejette dans le domaine du droit commun.

(28) H. Capitant, note sous Nancy, 1^{er} juil. 1922, *D. P.*, 1922-2-121.

§ 3. — APPRÉCIATION DE LA THÈSE
DÉFENDUE PAR LA COUR DE CASSATION

Le principe sur lequel la Cour de cassation fonde sa solution est peut-être défendable en droit strict.

On peut admettre que l'expression « à l'occasion du travail » suppose que l'accident soit une conséquence plus ou moins directe de l'organisation de l'entreprise. Par ailleurs il faut bien convenir qu'il n'y a pas forcément identité entre l'accident survenu à l'occasion du travail et celui qui survient sous l'autorité du patron. C'est ainsi que personne ne soutiendrait que le chauffeur cardiaque frappé d'une embolie au volant de sa voiture est victime d'un accident protégé par la loi, bien qu'il ait été atteint, selon la formule usuelle de la jurisprudence, au temps et au lieu du travail.

Il faut reconnaître également que si l'argument d'analogie, tiré de l'accident provoqué par un tiers étranger à l'entreprise, satisfait notre sentiment d'équité, il ne se justifie guère en droit. En effet, le fait dommageable du tiers est l'objet d'une disposition particulière de la loi de 1898 à l'article 7. Un texte formel de la législation spéciale, dont on ne doit pas oublier le caractère exceptionnel, fait donc bénéficier cet accident de la responsabilité particulière du patron.

La loi n'édicte rien de semblable en faveur de l'accident dû aux forces de la nature. Et le caractère exceptionnel de la responsabilité patronale, dérogatoire au droit commun, conduit à rejeter en cette matière tout argument d'analogie dans le but de suppléer le silence de la loi.

Mais ces concessions aux principes du droit étant faites, nous estimons que la solution qui rejette dans le

domaine du droit commun toute lésion corporelle provoquée au cours du travail par les forces de la nature ne peut pas se justifier.

En effet, la loi de 1898 s'applique dès que l'action des phénomènes naturels a été provoquée ou aggravée par le travail : dans ce cas l'accident est « survenu à l'occasion du travail ».

Nous ne concevons pas que le juge puisse jamais décider qu'il n'existe aucun rapport entre l'accident, même provoqué par les forces de la nature, et le travail de l'ouvrier qui est un des moyens de production mis en œuvre par les nécessités de l'exploitation.

Lorsque l'ouvrier est atteint sous l'autorité du chef d'entreprise, il doit être présumé victime d'un accident du travail sans qu'il ait à faire la preuve d'une relation de cause à effet entre l'accident et le travail.

Un arrêt tout récent de la Chambre civile en date du 25 mai 1936, est absolument catégorique sur ce point. Un ouvrier avait été trouvé mort sur le lieu de son emploi. Le patron déclara qu'il y avait mort naturelle étrangère au risque professionnel et prétendit que la preuve de la relation de l'accident avec le travail incombait aux ayants-droit de la victime. Cette prétention, admise par la Cour d'appel, fut rejetée par la Cour de cassation en termes particulièrement explicites : « Vu l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898... Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que DAMET a été, au cours de son travail, trouvé étendu mort au lieu où il travaillait ; que ces constatations suffisent à établir que l'accident s'est produit au lieu et au cours du travail ; qu'il en résulte donc une présomption que c'est par le fait ou à l'occasion du travail qu'il est survenu ; d'où il suit qu'en mettant à la charge des ayants-droit de la victime l'obligation de rapporter

la preuve d'une relation de cause à effet entre l'accident et la mort, l'arrêt attaqué a violé le texte de loi ci-dessus visé ;

Par ces motifs, casse..... (29). »

**

Il résulte donc de la jurisprudence de la Cour de cassation même que c'est à l'employeur à démontrer qu'il n'existe aucune relation entre le travail et l'accident. Or, qui pourrait prétendre que le travail n'a pas provoqué ou aggravé l'action des phénomènes naturels ? La présence de l'ouvrier au lieu que lui a assigné son patron n'a-t-elle pas suffi, par exemple, à faire dévier, ne serait-ce que de quelques centimètres, par une sorte d'aimantation, le point de chute de la foudre (30) ?

De même n'est-elle pas arbitraire, la décision des juges du fait déclarant que, dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt de la Chambre des requêtes du 27 mai 1935 précité, il n'y avait aucune relation entre la piqure d'une mouche charbonneuse et le travail de l'ouvrier occupé à décharger du bois.

L'effort musculaire qu'implique le travail provoque des réactions physiologiques et chimiques dans l'organism-

(29) Civ., 25 mai 1936, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1936-859.

(30) M. Sachet, « *Traité acc. trav.* », 8^e éd. n° 405, compare sur ce point la jurisprudence allemande à la nôtre.

« D'après le dernier état de sa jurisprudence, l'Office d'assurances du Reich allemand se place à un point de vue beaucoup plus élevé. Partant de ce principe énoncé plus haut que la foudre ne frappe que les endroits les plus exposés, elle en déduit cette conséquence rigoureusement exacte que l'ouvrier, atteint par la foudre alors qu'il était à son poste de travail, a été, dans tous les cas, victime d'un accident du travail ; car la place que lui avait assignée son travail et où il a trouvé la mort présentait nécessairement un danger particulier aux atteintes de la foudre ; peu importe donc que la cause de ce danger ait pu ou non être déterminée en fait. » (*Off. all.*, 29 mai 1908, *Entsch. des Reichsvers.*, vol. 20, p. 117.)

me de l'ouvrier. N'y a-t-il pas lieu de penser que la mouche charbonneuse n'a piqué l'ouvrier au travail que parce que celui-ci était en sueur ou parce que l'exhalation d'une odeur, si faible fût-elle, provoquée par l'effort physique de l'ouvrier, a été suffisante pour attirer l'insecte venimeux ?

Nous pourrions passer en revue tous les phénomènes naturels, et déclarer que, dans tous les cas, le travail peut être considéré comme ayant provoqué ou aggravé leur action dans l'accident qui a frappé l'ouvrier.

C'est dans ce sens que nous souhaitons voir s'orienter la jurisprudence des Cours d'appel à qui la Cour de cassation laisse le soin d'apprécier souverainement s'il y a ou non aggravation de l'action des forces de la nature par le travail (31).

(31) V. Lyon, 14 nov. 1935, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1936-851.

CHAPITRE V

APPLICATION CONTRACTUELLE DE LA LOI

La loi du 9 avril 1898 et toutes celles qui l'ont complétée présentent un caractère d'ordre public. Suivant un principe général, ce caractère est attribué à toutes les règles qui concernent la responsabilité délictuelle. Néanmoins le législateur a voulu soustraire à toute contestation le caractère d'ordre public de la loi nouvelle en précisant à l'article 30 que « toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit ».

Le principe de l'exclusion du droit commun est donc tout à fait général dans la législation des accidents du travail : l'article 2 de la loi du 9 avril 1898 fait défense à l'ouvrier d'invoquer contre son patron aucune disposition autre que celle de ladite loi et l'article 30 lui interdit de déroger à cette règle, même par convention. Ces textes sont formels, et la Cour de cassation leur fait produire un effet absolu, quelque rigoureuse que puisse paraître, dans certains cas, la solution qui en résulte (1).

Nous sommes ainsi amené à examiner dans une première section l'interdiction légale de toute convention contraire à la loi.

Mais toutes les professions ne sont pas encore assujetties à la législation des accidents du travail. Cette situation soulève la question de la validité des conventions ayant pour objet de soumettre aux règles de la législation spéciale la réparation des accidents survenus dans une profession non assujettie. Nous consacrerons donc la seconde section de ce chapitre à l'étude de l'assujettissement facultatif à la loi de 1898 et à celles qui l'ont complétée.

(1) Civ., 12 nov. 1929, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1930-393; *D. H.*, 1929-587.

SECTION PREMIERE

CONVENTIONS DÉROGATOIRES A LA LOI DU 9 AVRIL 1898

L'article 30 de la loi du 9 avril 1898 substitue, pour la réparation des accidents du travail, l'autorité de la loi à la libre volonté des parties. C'est le renversement du principe de droit commun de la liberté des contrats formulé par l'article 1134 du Code civil : « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ».

Mais le principe général de l'article 1134 du Code civil ne saurait être mis en échec qu'autant qu'il s'agit de conventions contraires à une disposition d'ordre public. Il n'y a donc là, en définitive, qu'une exception prévue par le Code civil lui-même aux articles 1131 et 1133., lesquels déclarent sans effet les obligations fondées sur une cause illicite « prohibée par la loi ou contraire à l'ordre public ». C'est pour cette raison que la Cour de cassation a pu déclarer valables malgré le texte de l'article 30 certaines conventions relatives au règlement des indemnités soumises à la compétence du juge de paix qui, à la différence du Tribunal civil, n'est pas saisi d'office.

Le caractère d'ordre public des dispositions de la loi de 1898 rend nulle de nullité absolue toute convention antérieure à l'accident mais, par contre, une distinction s'impose parmi les conventions qui peuvent intervenir par la suite entre patron et ouvrier.

§ 1. — NULLITÉ DES CONVENTIONS ENTRE PATRON ET OUVRIER AVANT L'ACCIDENT

Avant l'accident, aucune dérogation aux textes de la loi n'est admise ni en faveur de l'ouvrier ni dans l'intérêt du patron.

Ce principe ne souffre qu'une exception, prévue par la loi elle-même et faite en faveur des ouvriers et employés dont le salaire annuel dépasse 8.000 francs (loi 8 juillet 1926). Lorsque le salaire dépasse cette somme, la rente allouée en cas d'accident est réduite au quart de son montant pour la fraction de salaire comprise entre 8.000 et 18.500 francs, et au huitième pour le surplus. L'article 2, paragraphe 2 *in fine*, permet de stipuler, en faveur de ces ouvriers et employés, que la rente sera calculée sur l'intégralité du salaire sans tenir compte des réductions prévues lorsque ce dernier dépasse 8.000 francs.

Cette exception est la seule admise et toute autre convention antérieure à l'accident, qui aurait pour but d'apporter une modification quelconque à la loi, est nulle de plein droit. Peu importe que l'accord soit favorable au patron ou à l'ouvrier, la règle est absolue dans l'un et l'autre cas.

Ainsi, par exemple, ne serait pas valable la convention par laquelle le patron s'engagerait à réparer, en application de la législation spéciale, des maladies qui ne sont pas classées comme professionnelles.

Serait également nul l'accord intervenu entre le chef d'entreprise et son personnel et tendant à faire bénéficier de la loi du 9 avril 1898 des ayants-droit non protégés. La Cour de cassation a même déclaré nulle une police d'assurance souscrite par un employeur au profit de ses ouvriers et de leurs ayants-droit en extension des dispositions de la loi de 1898. Une clause de cette police stipulait le paiement d'une indemnité de 3.000 francs au profit des ayants-droit de la victime, en cas d'accident mortel survenu à celle-ci.

Non recevables à invoquer la législation spéciale parce que non à charge de leurs fils, les parents d'un ouvrier tué au cours de son travail invoquèrent cette

clause du contrat d'assurance. Ils poursuivirent le chef d'entreprise et son assureur en paiement de la somme de 3.000 francs. Les premiers juges accueillirent cette demande. Leur décision fut confirmée le 17 décembre 1925 par la Cour d'appel de Toulouse pour le double motif que, d'une part, l'ensemble des dispositions de la police litigieuse révélait, chez les parties contractantes, la commune intention d'assurer, en toute hypothèse d'accident survenu à une personne au service du chef d'entreprise, une indemnité soit à la victime, soit à l'ayant-cause, l'article 1^{er} prévoyant le cas où l'assuré était assujetti aux lois de 1898 et 1899, l'article 1^{er} *bis* le cas de non assujettissement à ces lois ; que, d'autre part, la disposition ainsi invoquée ne constituait ni une dérogation quelconque aux lois d'ordre public en la matière ni une erreur de la part des parties contractantes.

La Cour d'appel de Toulouse décida, en conséquence, que le contrat d'assurance devait recevoir exécution.

Ces considérations ne parvinrent pas à convaincre la Cour de cassation : dans un arrêt du 12 novembre 1929 la Chambre civile cassa l'arrêt de la Cour d'appel de Toulouse : « Attendu, dit la Cour de cassation, que l'arrêt attaqué, adoptant les motifs du jugement qu'il confirme, constate que l'accident qui a entraîné la mort d'Angély Groc, est un accident du travail, régi par la loi du 9 avril 1898 ; que, par voie de conséquence, les époux Groc ne pouvaient, au regard du chef d'entreprise et de son assureur, se prévaloir, pour obtenir la réparation du préjudice causé, d'aucune autre disposition que celle de l'article 3, paragraphe C de cette loi ; qu'il y a là une prohibition d'ordre public, générale et absolue, qui découle du caractère forfaitaire de la loi et à laquelle il ne peut être dérogé par la clause d'une police d'assurance ouvrant un

autre recours contre le patron à la victime de l'accident ou à ses représentants (2). »

Il résulte de cet arrêt que si le patron peut faire toutes les libéralités qu'il veut à ses ouvriers victimes d'accidents, il ne saurait en aucun cas s'y engager par contrat, fût-ce par contrat d'assurance : ce dernier constitue, suivant l'opinion de la Cour de cassation, une convention dérogatoire aux dispositions de la loi du 9 avril 1898.

L'arrêt du 12 novembre 1929 montre que la Cour de cassation fait produire un effet absolu aux articles 2 et 30, en présence des dispositions d'ordre public de la loi.

Cette décision a été très vivement critiquée par M. SAINCTELETTE dans un article publié au *Recueil périodique des assurances* (1930, p. 333-344). Après avoir rappelé la validité incontestée des polices d'assurance qui prévoient des indemnités en faveur des ouvriers ou de leurs ayants-droit au cas où l'accident n'est pas un accident du travail, M. SAINCTELETTE considère comme valables les contrats d'assurance qui stipulent des indemnités venant s'ajouter à celles de la loi. Il estime que l'article 30 n'interdit pas ces sortes de contrats, qui donnent à la victime de l'accident un recours contre la compagnie d'assurances seule, et ne lui ouvrent pas d'action contre son patron. Il estime également que la prohibition de l'article 2 est inapplicable à ce cas parce que les « dispositions » dont cet article interdit aux ouvriers de se prévaloir sont uniquement celles qui leur permettent un recours contre le chef d'entreprise et non celles qui leur ouvrent une action contre des tiers.

On ne saurait méconnaître la valeur de ces arguments. On peut incliner à penser qu'en faisant appel aux règles

(2) Civ., 12 nov. 1929, *D. H.*, 1929-587 ; *Rev. Gén. ass. terr.*, 1930, p. 393, et note de M. A. Rouast.

de la stipulation pour autrui la Cour de cassation aurait pu ne pas déclarer nul le contrat d'assurance passé par le chef d'entreprise en extension de la loi de 1898.

Mais à l'appui de la thèse inverse, il faut bien reconnaître qu'il est difficile de ne pas considérer comme une dérogation à la responsabilité forfaitaire imposée par la loi, la charge supplémentaire acceptée par le patron, avant tout accident, en prévision d'un surcroît d'indemnité à accorder à la victime d'un accident du travail ou à ses ayants-droit.

Du reste, il faut considérer que l'avantage procuré à l'ouvrier par une assurance complémentaire en cas d'accident du travail peut être un moyen de pression entre les mains du patron dans le recrutement de la main-d'œuvre. C'est précisément ce que n'a pas voulu le législateur de 1898, dont l'intention formelle a été de soustraire à toute discussion et à toute pression, au moment de la formation du contrat de louage de services, le règlement des accidents du travail.

Le Sénat a eu précisément l'occasion d'exprimer par un vote son opinion sur ce sujet. A la séance du 19 mars 1898, M. GRIVART défendait à la tribune du Sénat un amendement à l'article 30, tendant à permettre de majorer par convention les indemnités légales en cas d'accident. A l'appui de son amendement, M. GRIVART faisait valoir les considérations suivantes : « Il peut arriver, disait-il, que des patrons, obéissant à un sentiment d'humanité ou à une inspiration, très légitime du reste, dans le but d'attirer à eux des ouvriers capables et dévoués, consentent à ceux-ci des conditions plus favorables que celles qui résultent des dispositions de la loi. Je pense que vous jugerez que non seulement un tel accord est licite, mais qu'il est digne d'encouragement. Or, si l'on s'en tenait au texte de l'article, une convention

de cette nature modifiant, même dans un sens avantageux aux ouvriers, les tarifs de la loi, pourrait être atteinte par la prohibition générale et formelle qu'il édicte. » La motion de M. GRIVART fut repoussée (3).

Ce vote hostile montre que le législateur a entendu interdire formellement à l'employeur de chercher à attirer l'ouvrier par l'offre d'une indemnité supérieure aux tarifs du forfait légal en cas d'accident du travail.

La solution adoptée par la Cour de cassation dans son arrêt du 12 novembre 1929 est donc tout à la fois justifiée par le texte des articles 2 et 30 de la loi de 1898 et parfaitement conforme à l'esprit du législateur. Tous les auteurs ne lui ont d'ailleurs pas adressé des critiques aussi vives que M. SAINCTELETTE.

MM. ROUAST et GIVORD approuvent, avec certaines réserves il est vrai, la décision de la Cour suprême. Ils expriment leur opinion en ces termes : « La solution se défend du point de vue de l'interprétation stricte des textes, car elle équivaut pratiquement à une convention entre patron et ouvrier qui serait conclue pour majorer le forfait légal. On peut se demander cependant si le mécanisme de la stipulation pour autrui, qui est à la base de l'assurance au profit de l'ouvrier, n'aurait pas permis de la valider, la victime ne recevant rien du patron lui-même, mais d'un tiers, comme s'il était assuré lui-même à ce tiers. En équité, les initiatives généreuses de ce genre mériteraient d'être encouragées, et le législateur sera bien inspiré d'y pourvoir si la Cour de cassation persiste dans sa jurisprudence (4). »

Nous n'avons personnellement aucun espoir dans un revirement de la jurisprudence de la Cour suprême en cette matière. L'arrêt de 1929 consacre une solution qu'on

(3) Sénat, Séance du 19 mars 1898, *J. Off. Déb. parl.*, p. 350.

(4) Rouast et Givord, *op. cit.*, n° 245.

pourrait désirer autre en équité, mais qui est conforme à l'application stricte des dispositions formelles des articles 2 et 30 de la loi du 9 avril 1898. Or, la Cour de cassation applique strictement les textes précis de la législation d'exception concernant la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles. Ses arrêts présentent sur ce point une homogénéité et une continuité remarquables.

Aussi, malgré les critiques de M. SAINCTELETTE, malgré les réserves de MM. ROUAST et GIVORD, n'y a-t-il aucune raison décisive de considérer comme valable une police d'assurance souscrite par un chef d'entreprise en vue d'accorder à ses ouvriers et employés une réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles plus large que celle qui est prévue par la loi.

§ 2. — VALIDITÉ PARTIELLE DES CONVENTIONS POSTÉRIEURES A L'ACCIDENT

Lorsque l'accident s'est produit et qu'il s'agit de déterminer le montant de la réparation, le principe de l'interdiction de toute convention entre la victime et son employeur subit quelques atteintes. Il faut alors établir une distinction entre, d'une part, le règlement des petites indemnités, c'est-à-dire de l'indemnité journalière de demi-salaire et des frais médicaux et pharmaceutiques, et d'autre part, la fixation des rentes.

I

Nullité absolue des conventions postérieures à l'accident et ayant pour objet la fixation des rentes

La caractère d'ordre public des dispositions de la loi de 1898 est absolu en ce qui concerne les indem-

nités dues à la victime en cas d'incapacité permanente ou à ses ayants-droit en cas d'accident suivi de mort.

Dans ces hypothèses, le principe de la nullité de toute convention susceptible de déroger aux dispositions de la loi conserve toute sa force. « Les droits de la victime ou de ses ayants-droit sont inaliénables. Ils ne peuvent y renoncer directement ou indirectement ni même accepter de les réduire » (4 bis).

Aussi, la fixation du montant des rentes ne peut-elle se faire par accord amiable entre les parties. Plus exactement, l'accord amiable n'a aucune valeur s'il n'est homologué par le président du tribunal. Celui-ci ne doit accorder l'homologation qu'après avoir vérifié que les dispositions de la loi de 1898 ont été respectées par l'accord. S'il en était autrement, l'ordonnance serait frappée de nullité.

Est également nulle la convention par laquelle la victime d'un accident du travail atteinte d'une incapacité permanente consent, contre versement d'une indemnité, à abandonner une instance judiciaire tendant à l'obtention de la rente légale.

La nullité de pareilles conventions est d'ordre public : elle peut donc être demandée par tout intéressé pendant trente ans ; de même elle peut être invoquée pour la première fois devant toute juridiction et même devant la Cour de cassation et elle peut, au besoin, être prononcée d'office par le juge (5).

De toutes façons, l'intervention de la justice est nécessaire pour la fixation des rentes allouées en réparation d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

Mais lorsque le juge a rendu sa décision et fixé le

(4 bis) Rouast et Givord, *op. cit.*, n° 355.

(5) Civ., 6 janv. 1904, 2 arrêts, *D. P.*, 1904-1-73, *S.*, 1906-1-89.

montant de la rente conformément à la loi, les parties peuvent valablement s'entendre sur le mode d'exécution de la réparation. Cette solution résulte nettement des termes de l'article 21 de la loi où il est précisé que « les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation. » Conformément à cette disposition, il arrive assez fréquemment que le chef d'entreprise s'entende avec son ouvrier bénéficiaire d'une pension d'invalidité pour le maintenir dans un emploi normalement rémunéré en remplacement du versement de la rente, qui est momentanément suspendu. Mais cet accord n'est jamais que provisoire ; il est révocable à la demande de chacune des parties qui peut toujours exiger l'exécution pure et simple de la décision de justice.

L'article 21 autorise encore une autre sorte de conventions. Il permet de substituer à la pension le paiement d'un capital, lorsque la rente fixée judiciairement n'est pas supérieure à cent francs et que le titulaire est majeur. Encore cette conversion de petites rentes en capital qui, à l'inverse des conventions précédentes, peut être consentie à titre définitif, ne peut-elle être effectuée que suivant un tarif prévu par l'article 28 de la loi de 1898.

II

Validité de l'accord réglant postérieurement à l'accident le montant des petites indemnités

A lire le texte de l'article 30 il semble bien que la prohibition des conventions dérogatoires aux dispo-

sitions de la loi de 1898 soit tout à fait générale. Il ne paraît pas, à première vue, y avoir de bonne raison pour ne pas appliquer cette prohibition aux conventions relatives aux petites indemnités (indemnité de demi-salaire, frais médicaux et pharmaceutiques).

Cependant la Cour de cassation a jugé que les conventions postérieures à l'accident et relatives au règlement de ces indemnités pouvaient être valables. Par exemple, un arrêt de la Chambre des requêtes du 13 février 1912 a reconnu la validité d'une transaction intervenue entre la victime de l'accident et son patron au sujet de l'indemnité journalière et de frais accessoires. Il est vrai qu'en l'espèce la convention était conforme aux dispositions de la loi, faute de quoi elle eût été déclarée nulle (6).

La Cour de cassation a encore jugé, dans un arrêt du 28 avril 1926, que le chef d'entreprise peut valablement convenir qu'une ouvrière blessée pendant son travail sera placée dans une salle d'hôpital réservée aux malades payants.

Cet arrêt présente un intérêt particulier non seulement parce qu'il déclare valable une convention relative aux frais médicaux et pharmaceutiques mais encore parce qu'il pose nettement la distinction que nous avons faite entre les conventions relatives à la fixation des rentes et celles qui ont trait au règlement des petites indemnités. Voici en quels termes la Cour de cassation motive le rejet du pourvoi qui lui était soumis contre un jugement qui avait condamné le patron à payer une note de frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation, excédant le tarif édicté par l'article 4, paragraphe 3, de la loi de 1898 :

(6) Req., 13 fév. 1912, *D. P.*, 1913-5-30.

« Attendu que des circonstances de fait qu'il énumère, le jugement attaqué a déduit que le directeur de l'usine et l'agent de la compagnie d'assurances avaient adhéré à ce que la blessée fût soumise, en tant que malade payante, au traitement spécial que comportait la gravité de son état, et qu'ils avaient consenti, par suite, au nom de leurs mandants à assumer la charge de tous les frais de ce traitement ; que cette appréciation de l'existence et de la portée de l'accord intervenu rentre dans le pouvoir souverain du juge du fond ;

Attendu, en outre, que le pourvoi objecte vainement que cette convention serait nulle de plein droit, comme contraire à l'article 30 de la loi du 9 avril 1898. Attendu en effet que si les dispositions de la loi précitée sont d'ordre public et si la liberté des conventions a été écartée par l'article 30, cette prohibition, sauf la dérogation de l'article 21, doit être restreinte aux conventions ayant trait aux rentes viagères en cas de décès ou d'infirmité permanente et aux règles de compétence et de procédure édictées par ladite loi ; *qu'elle est inapplicable aux accords relatifs aux frais médicaux et pharmaceutiques* ; que dès lors, à bon droit, le jugement attaqué a déclaré valable la convention afférente aux fournitures pharmaceutiques... (7). »

La solution adoptée par la Cour de cassation se justifie par cette considération que l'indemnité journalière de demi-salaire et les frais médicaux et pharmaceutiques peuvent être fixés amiablement sans recours obligatoire au juge de paix.

M. SACHET tire argument en ce sens de ce que le règlement de ces indemnités ressortit à la compétence

(7) Req., 28 avr. 1926, *D. P.*, 1927-1-154.

des juges de paix, et que ceux-ci ne sont pas saisis d'office.

L'ordre public n'étant plus en jeu, la Cour de cassation estime qu'il n'y a plus lieu d'interpréter avec une logique trop rigoureuse le texte de l'article 30 de la loi du 9 avril 1898.

Ces décisions nous donnent l'occasion d'exprimer à nouveau notre sentiment sur l'œuvre jurisprudentielle de la Cour Suprême en matière d'accidents du travail : elle ne mérite pas le reproche de sévérité ou même d'iniquité qu'on n'a pas manqué de lui adresser lorsque, dans certains cas, elle a été obligée d'adopter une solution rigoureuse sous la dictée impérative de la loi. Les décisions que nous venons de rapporter et qui admettent la validité des conventions relatives aux petites indemnités malgré le texte de l'article 30, prouvent, une fois de plus, que la Cour de cassation ne manque pas d'utiliser son pouvoir d'interprétation dans un sens favorable à l'équité toutes les fois qu'elle n'est pas liée par un texte de loi impératif.

SECTION II

ASSUJETTISSEMENT FACULTATIF A LA LÉGISLATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Si les dérogations conventionnelles aux dispositions de la loi de 1898 sont interdites à raison du caractère d'ordre public de cette loi, l'adhésion volontaire à cette législation de personnes non assujetties doit se heurter à la même prohibition. En effet la législation des accidents du travail est exceptionnelle, dérogatoire au droit commun à un triple chef, en ce qu'elle édicte une

responsabilité spéciale du patron, une procédure propre pour la détermination des indemnités et, enfin, des garanties particulières de paiement accordées aux victimes. De plus, les professions assujetties à ce droit d'exception sont limitativement énumérées.

Dans ces conditions, seul un texte spécial pouvait permettre à l'employeur non assujetti d'adhérer valablement à la loi du 9 avril 1898 et d'y soumettre son personnel.

Ce texte, qui vise et réglemente la faculté d'adhésion à la législation des accidents du travail, est la loi du 18 juillet 1907.

Des dispositions particulières aux professions agricoles ont encore été adoptées par la loi du 15 décembre 1922 dont l'article 4, modifié par une loi du 30 avril 1926, prévoit l'assujettissement facultatif des agriculteurs eux-mêmes et des membres de la famille de l'exploitant travaillant ordinairement avec lui.

§ 1. — FACULTÉ D'ADHÉSION A LA LÉGISLATION
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL RÉSULTANT DE LA LOI
DU 18 JUILLET 1907

La loi du 18 juillet 1907 permet de soumettre à la législation du risque professionnel la réparation des accidents survenus aux ouvriers et employés occupés dans les professions qui ne sont pas encore soumises à cette législation.

Ce qu'il y a de remarquable dans cette loi, c'est que le législateur laisse à la souveraine appréciation des intéressés la valeur de la réforme de 1898. Il les laisse juges de l'opportunité de son application en leur laissant la latitude de rester dans le droit commun ou de

convenir au contraire qu'il y a lieu de soumettre aux dispositions d'ordre public de la législation spéciale les accidents qui surviendront par le fait ou à l'occasion du travail.

Il est pour le moins singulier de voir une législation d'ordre public qui ne s'impose qu'autant qu'il plaît aux intéressés de ne pas lui préférer les règles du droit commun.

La vérité, c'est que cette loi de 1907, dont le premier projet, dû à l'initiative de M. le député MIRMAN, remonte au 18 mars 1901, a été une transaction adoptée dans le but de faciliter une extension ultérieure de la loi du 9 avril 1898. Le législateur de 1907, qui eût désiré étendre aux exploitations forestières et agricoles la responsabilité du risque professionnel, n'a pas osé, à l'époque, passer outre à la résistance des agriculteurs.

Par la solution transactionnelle qui autorisait les patrons non assujettis à adhérer volontairement au régime de la loi de 1898 on a espéré habituer les esprits à accepter plus aisément, par la suite, l'assujettissement obligatoire de toutes les exploitations agricoles ou forestières. Ce résultat ne semble pas avoir été atteint (8). La loi de 1907 n'a reçu qu'une application limitée. Depuis lors, sa portée n'a fait que décroître. De nouveaux textes législatifs ont progressivement étendu le domaine d'application de la loi de 1898 à presque toutes les catégories de salariés. Actuellement, il ne reste plus guère en dehors de la législation spéciale que les employés des professions libérales et les personnes qui

(8) V. à ce sujet Rapport au Sénat de M. Chauveau au nom de la Commission de l'hygiène, de l'assurance et de la prévoyance sociales, n° 423 (annexe au proc. verb. de la séance du 7 juillet 1920), t. I, p. 61, 62, 63.

sont employées par des patrons non commerçants sans être assimilables aux gens de maison.

Si cette dernière catégorie de travailleurs est relativement peu importante il en va différemment du personnel salarié des professions libérales : il suffit de citer les dessinateurs, commis, dactylographes et secrétaires d'architectes, les secrétaires, aides ou assistants de médecins, certains précepteurs et professeurs, les secrétaires et dactylographes d'avocats, les clercs des officiers ministériels... pour se rendre compte qu'un grand nombre de salariés sont encore soumis, pour la réparation des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, aux règles de la responsabilité de droit commun.

Néanmoins, le domaine d'application de la loi du 18 juillet 1907 se trouve donc aujourd'hui limité presque exclusivement aux professions libérales.

Avant cette loi, il n'était pas possible à un employeur non assujetti de se soumettre volontairement à la loi de 1898. Il ne pouvait pas davantage y soumettre ses employés, même sur leur demande (9).

L'employeur non assujetti pouvait valablement promettre une indemnité à ses ouvriers qui seraient éventuellement victimes d'un accident. Mais cet engagement constituait une pure libéralité qui n'avait en aucune manière pour résultat de soustraire la réparation de l'accident aux règles du droit commun.

(9) Civ., 6 août 1907 et 28 mai 1910, *D. P.*, 1911-1-29, *S.*, 1911-1-381.

I

Assujettissement volontaire de l'employeur

L'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1907 décide que « Tout employeur non assujetti à la législation concernant les responsabilités des accidents du travail peut se placer sous le régime de ladite législation pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers, employés ou domestiques, par le fait du travail ou à l'occasion du travail. »

Il suffit à l'employeur, de déposer à cet effet, une déclaration à la mairie du siège de son exploitation. S'il n'y a pas d'exploitation, comme c'est le cas dans les professions libérales, l'employeur dépose sa déclaration à la mairie de sa résidence. Cette déclaration doit être signée du patron et indiquer la date à partir de laquelle les ouvriers et employés seront assujettis, en cas d'accident du travail, à la législation spéciale. L'adhérent reçoit un récépissé de sa déclaration et celle-ci est immédiatement transcrite sur un registre spécial tenu à la disposition des intéressés. L'employeur doit, en outre, présenter en même temps un carnet destiné à recevoir l'adhésion de ses salariés.

Il est évident que la déclaration d'assujettissement faite par le patron n'a d'effet qu'à partir de la date que celui-ci a librement fixée.

II

Acceptation des employés

C'est alors que joue l'article 2 : « La législation sur les accidents du travail devient alors de plein droit

applicable à tous ceux de ses ouvriers, employés ou domestiques qui auront donné leur adhésion, signée et datée en toutes lettres par eux, au carnet prévu par l'article précédent. »

Si l'employé est majeur et lettré, il doit faire une déclaration sur le carnet déposé par le patron à la mairie; il mentionne son acceptation de l'assujettissement à la loi, signe et date en toutes lettres.

Si l'employé ne sait pas signer, ou s'il ne peut le faire, son acceptation est reçue par le maire, qui la mentionne sur le carnet. Si le salarié est une femme mariée ou un mineur, l'autorisation du mari ou du tuteur n'est pas nécessaire, mais, dans ce cas, l'acceptation est reçue par le maire comme celle de l'ouvrier majeur illettré : il n'y a, toutefois, aucune difficulté à ce que le mineur et la femme mariée apposent leur signature à côté de celle du maire.

L'adhésion de l'employé a pour effet de le placer désormais sous le régime de la loi de 1898 pour tous les accidents dont il pourrait être victime par le fait ou à l'occasion de son travail.

L'assujetti facultatif bénéficie de toutes les dispositions favorables de cette loi, mais il en subit également les désavantages ; c'est ainsi qu'il ne pourrait plus demander une réparation supérieure au forfait légal, même en cas de faute prouvée du patron.

L'employeur et l'employé qui ont donné leur adhésion à la loi de 1898 dans les formes prévues par la loi de 1907 sont désormais soumis aux règles d'ordre public de la législation des accidents du travail : les articles 2 et 30 de la loi de 1898 leur sont applicables comme toutes les autres dispositions. En un mot, l'acceptation des deux parties dans les formes légales a pour effet

de soustraire leurs rapports au droit commun de la responsabilité en ce qui concerne la réparation des accidents du travail qui peuvent survenir à l'employé.

III

Cessation de l'assujettissement

Non seulement le patron et l'employé peuvent se soumettre volontairement à la loi de 1898, mais ils peuvent encore, s'ils le jugent à propos, retirer leur adhésion et se replacer dans le droit commun.

La loi de 1907 a prévu la cessation de l'assujettissement du patron dans son article 3 : « L'employeur peut pour l'avenir, faire cesser son assujettissement à la législation sur les accidents du travail par une déclaration spéciale à la mairie. Cette déclaration, dont il lui est donné immédiatement récépissé, est transcrite sur le registre visé à l'article 1^{er}, à la suite de la déclaration primitive, ainsi que sur le carnet.

« La cessation d'assujettissement n'a point effet vis-à-vis des ouvriers, employés ou domestiques qui ont accepté, dans les formes prévues à l'article précédent, d'être soumis à la législation des accidents du travail ».

Ce texte est absolument clair et ne prête à aucune difficulté. Le patron peut toujours faire cesser son assujettissement pour l'avenir, sans avoir toutefois la faculté de faire cesser par un acte unilatéral celui de ses ouvriers qui ont adhéré à la législation spéciale et qui entendent continuer à y être soumis.

Dans le silence des textes, on pourrait se demander si les ouvriers qui ont accepté leur assujettissement à la loi de 1898 peuvent retirer leur adhésion et se replacer dans le droit commun ?

M. SACHET répond sans hésitation par l'affirmative. La seule condition qu'il met à la validité de ce retrait est qu'il soit « signifié » par acte extra-judiciaire à l'employeur, parce que « l'adhésion de l'ouvrier constituant au regard du patron un contrat, ce contrat ne peut prendre fin qu'à la condition que le retrait d'adhésion ait été porté à la connaissance de la partie contractante, c'est-à-dire du patron. » (10).

D'ailleurs, lorsque les formalités exigées de l'employeur pour la cessation de l'assujettissement ont été remplies, le retrait d'adhésion de l'ouvrier pourrait également résulter d'une convention passée entre celui-ci et son patron.

Il faut remarquer que l'assujettissement de l'ouvrier cesse de plein droit par la rupture du contrat de travail qui le lie à son employeur.

Par conséquent, l'employé congédié et l'ouvrier qui s'est mis en grève devront faire une nouvelle déclaration dans les formes légales lorsqu'ils seront embauchés à nouveau par le patron assujetti bénévole.

Les règles posées par la loi de 1907 sur l'adhésion facultative à la législation des accidents du travail sont explicites et ne suscitent pas de difficulté sérieuse.

Les dispositions de la loi de 1922 soulèvent des questions qui prêtent davantage à controverse.

§ 2. — ASSUJETTISSEMENT FACULTATIF A LA LÉGISLATION
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DANS LES PROFESSIONS AGRICOLES
(loi du 15 déc. 1922, art. 4)

La loi du 18 juillet 1907 permet de substituer la législation des accidents du travail au droit commun

(10) Sachet, *op. cit.*, t. I, n° 149.

dans les rapports de l'employeur et du salarié d'une profession non assujettie. Elle recevait donc application dans les professions agricoles avant la loi du 15 décembre 1922. Mais cette loi, qui a étendu à l'agriculture la législation des accidents du travail, a soustrait d'une façon générale les accidents survenus aux salariés agricoles au régime d'adhésion instauré en 1907.

L'assujettissement facultatif prévu par l'article 4 de la loi du 15 décembre 1922 n'est donc pas une simple application particulière de la faculté d'adhésion accordée dans toutes les professions non assujetties. Il constitue, en partie tout au moins, un régime propre à l'agriculture, une faveur spéciale au monde paysan.

La loi de 1907 et celle de 1922 (article 4) règlent des situations différentes.

La première s'étend à toutes les professions non assujetties mais elle ne protège que les seuls ouvriers, employés ou domestiques liés à un patron par un contrat de travail valable. Elle a pour but, en somme, de rendre possible la généralisation de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 à tous les salariés.

Le but et l'objet de l'article 4 de la loi du 15 décembre 1922 sont différents. En adoptant les dispositions de cet article, le législateur a considéré que, d'une part, l'agriculteur, même chef d'exploitation, travaille fréquemment lui-même ; que, d'autre part, il ne fait souvent appel à d'autre main-d'œuvre que celle que lui fournissent les propres membres de sa famille. Or, le travail familial est généralement assimilé au travail bénévole et, comme lui n'est pas assujetti à la loi de 1898, faute d'un contrat de travail unissant le membre de la famille ou le travailleur bénévole à l'employeur. C'est ainsi que l'article 1^{er} paragraphe 2 de la loi du 15 décembre 1922 considère comme « membres de la

famille », exclus de l'assujettissement obligatoire, les ascendants, descendants, conjoint, frères, sœurs ou alliés au même degré.

Il convient de remarquer, toutefois, que rien n'interdit la passation d'un contrat de travail entre membres d'une même famille. Il n'y a d'exception que pour le conjoint qui n'est ni divorcé ni séparé de corps : les relations de la vie conjugale sont, en effet, exclusives de l'idée de subordination qu'implique le contrat de travail.

C'est donc tout à la fois en faveur des « membres de la famille » visés à l'article 1^{er} de la loi de 1922, de l'exploitant lui-même et de ses collaborateurs occasionnels qu'ont été édictées les dispositions de l'article 4. Sous la condition expresse de souscrire une police d'assurance à cet effet, l'agriculteur peut se placer lui-même, pour les accidents dont il pourrait être victime par le fait ou à l'occasion du travail agricole sous le régime de la loi de 1898. S'il est petit exploitant, travaillant seul d'ordinaire ou avec l'aide des membres de sa famille, il peut également, sous la même condition de contracter une assurance, adhérer volontairement à la législation des accidents du travail pour lui-même, pour les membres de sa famille qui travaillent avec lui et pour ses collaborateurs occasionnels.

La pensée du législateur sur la portée de l'article 4 de la loi du 15 décembre 1922 a été nettement dégagée par M. le sénateur BIENVENU-MARTIN dans son rapport présenté au Sénat à la séance du 27 avril 1920, et d'où nous extrayons le passage suivant : « L'article 4 concerne les petits exploitants que l'article 1^{er} a affranchis de l'assujettissement obligatoire à la loi. Il leur offre le moyen, en y adhérant volontairement, de se garantir, eux et les personnes qui les aident soit habituellement,

soit accidentellement, contre les accidents du travail, mais il subordonne l'exercice de cette faculté à une assurance. L'obligation de s'assurer a été édictée dans l'intérêt commun de l'exploitant et de ceux qu'il emploie. L'assujettissement facultatif produit les mêmes effets que l'assujettissement obligatoire, mais il est révocable, et celui qui l'a souscrit peut le faire cesser par une déclaration à la mairie conformément à la loi du 18 juillet 1907 » (11).

Dans ces quelques mots l'honorable rapporteur a dégagé les traits essentiels des dispositions contenues dans l'article 4. Nous allons les examiner en développant deux idées qui nous paraissent prépondérantes.

En premier lieu, il y a, à la base et comme condition de l'adhésion facultative à la législation des accidents du travail dans l'agriculture, un contrat d'assurance.

En second lieu, l'assujettissement facultatif doit, dans la pensée du législateur, produire les mêmes effets que l'assujettissement obligatoire. Mais l'absence de tout contrat de travail mettant le bénéficiaire sous la subordination d'un patron responsable n'a pas permis à la Cour de cassation d'appliquer cette idée d'une façon absolue.

Nous ne saurions enfin manquer d'examiner, en terminant, quelles sont dans la loi du 15 décembre 1922 les conditions d'application de l'adhésion facultative à la législation sur les accidents du travail.

(11) Rapport de M. le sénateur Bienvenu-Martin du 27 avril 1920, p. 169, *D. P.*, 1923-4-309.

I

Nécessité d'un contrat d'assurance

Le trait le plus caractéristique de l'adhésion facultative à la législation sur les accidents du travail agricole est l'obligation imposée à l'exploitant de souscrire un contrat d'assurance contre les accidents du travail.

Cette particularité suffit à justifier une distinction entre l'adhésion volontaire de la loi de 1922 et l'assujettissement facultatif prévu par la loi de 1907 : celle-ci, en effet, consacre purement et simplement la possibilité d'une extension de la loi de 1898. Or nous avons déjà dit que cette dernière n'impose pas au patron l'obligation de s'assurer : elle l'invite à le faire par des mesures de faveur, mais elle le laisse entièrement libre de ne pas utiliser le procédé de l'assurance, quelle que soit d'ailleurs l'importance de l'entreprise.

L'obligation de s'assurer imposée à l'agriculteur a été édictée dans l'intérêt commun de l'exploitant et de ceux qu'il emploie : le premier est ainsi mis à l'abri des nombreux risques nouveaux que met à sa charge l'application de la législation des accidents du travail ; les seconds trouvent dans l'assurance contractée par leur employeur une garantie supplémentaire pour le paiement des indemnités auxquelles ils ont droit.

Le fonds spécial géré par la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse ne joue en effet que pour le paiement des rentes allouées en cas d'accident suivi de mort ou d'incapacité permanente ; il ne garantit pas la créance de la victime ou de ses ayants-droit relative soit aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, soit à l'indemnité allouée à la suite de l'incapacité temporaire de travail.

Cette nécessité d'une assurance ne crée pas une situation très particulière en ce qui concerne les membres de la famille de l'agriculteur assujettis facultatifs. Ceux-ci se trouvent, malgré l'absence d'un contrat de travail stipulant un salaire, dans une situation analogue à celle des ouvriers et employés obligatoirement assujettis à la législation spéciale des accidents. La difficulté qui pourrait résulter de l'absence de salaire pour la fixation des indemnités est réglée par l'article 8, paragraphe 3 de la loi de 1922, qui prévoit les règles applicables pour le calcul du salaire de base des ouvriers agricoles non salariés.

L'exploitant assujetti bénévole est responsable des accidents survenus soit aux membres de sa famille travaillant avec lui, soit à ses collaborateurs occasionnels. Il peut être poursuivi directement en paiement des frais médicaux et pharmaceutiques et des indemnités temporaires. Par contre l'assurance qu'il a obligatoirement souscrite a pour effet d'interdire aux victimes et à leurs ayants-droit de le poursuivre pour le paiement des rentes allouées en réparation d'accidents suivis de mort ou d'incapacité permanente. En effet, l'article 16 de la loi de 1898 supprime tout recours de la victime contre l'employeur assuré. A cet effet l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée doit spécifier que l'assureur est substitué au chef d'exploitation dans les termes du titre IV de la loi.

Dans le cas d'assujettissement personnel de l'exploitant, la situation est tout à fait différente. Le contrat d'assurance, qui n'est que facultatif dans la législation des accidents du travail, prend alors une importance toute particulière. Il n'y a plus, dans ce cas, d'employeur responsable : l'assureur devient le débiteur

direct de l'indemnité au lieu d'être substitué au patron légalement responsable.

En effet l'exploitant agricole est un travailleur indépendant : on ne saurait donc plus parler de subordination ni de risque professionnel. Le fondement de la responsabilité spéciale de la loi de 1898 fait ici défaut. Plus encore, la notion de responsabilité elle-même disparaît pour faire place à celle d'assurance.

II

Assujettissement obligatoire et adhésion facultative

On peut se demander quelle construction juridique pourrait expliquer l'assimilation faite par l'article 4 de la loi du 15 décembre 1922 entre les accidents survenus à un travailleur indépendant, maître et responsable de son activité et de ses moyens de production, et les accidents qui, survenus, aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1898 aux ouvriers et employés par le fait ou à l'occasion du travail, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise ?

Le législateur a cru pouvoir assimiler les deux situations ; le rapporteur au Sénat a déclaré au cours des travaux préparatoires que l'assujettissement facultatif prévu par la loi de 1922 produit les mêmes effets que l'assujettissement obligatoire. C'est en vain : l'assimilation complète est impossible parce que les situations juridiques sont trop différentes.

Sans doute la jurisprudence, respectueuse des textes, applique-t-elle les règles de la législation des accidents du travail toutes les fois que cela est possible.

Ainsi, en cas d'accident survenu à l'occasion du tra-

vail agricole à l'exploitant assujetti facultatif, ce sont les règles de procédure prévues par la loi de 1898 qui s'appliquent sous cette seule réserve que la procédure est dirigée contre l'assureur. Les indemnités sont calculées sur un salaire de base correspondant au gain annuel de l'exploitant suivant la déclaration qui en est faite sur le contrat d'assurance (loi 15 déc. 1922, art. 8, parag. 8). De même, si l'accident est dû à la faute d'un tiers, l'article 7 de la loi de 1898 est applicable. La victime conserve le droit d'agir contre le tiers responsable en vue d'une réparation intégrale. Il ne fait aucun doute non plus que l'assureur puisse agir lui-même contre l'auteur du dommage dans tous les cas où l'article 7 réserve ce droit au patron.

Par contre, il a été impossible à la jurisprudence d'appliquer le même criterium de l'accident du travail à l'accident survenu aux ouvriers, employés, domestiques ou autres salariés et à celui dont a été victime le travailleur indépendant qui a utilisé la faculté d'assujettissement personnel prévue par la loi de 1922.

Pour les premiers, la réparation forfaitaire de l'accident est une conséquence légale du contrat de travail qui les unit à l'employeur et, suivant l'expression très juste de M. le professeur ROUAST, « une contre-partie de la subordination que comporte ce contrat ».

Personne, au contraire, ne doit rien au travailleur indépendant, libre de son activité. Dans les rapports de l'assureur et de la victime il ne s'agit plus de responsabilité. Les deux parties ne sont liées que par l'obligation réciproque née du contrat d'assurance. Cette obligation consiste, pour l'assureur, dans la réparation forfaitaire du dommage éprouvé par l'assuré victime de l'accident. Elle consiste, pour l'assuré, dans le paiement d'une prime d'assurance.

Nous sommes loin de la responsabilité patronale établie par la loi de 1898, responsabilité générale, sans autre contre-partie que la réparation forfaitaire du dommage et exclusive de toute contribution de la victime aux primes d'assurance sous peine de sanctions pénales contre l'employeur.

Dans ces conditions, la jurisprudence a été obligée de recourir à un critérium particulier pour déterminer l'accident du travail ouvrant à l'exploitant agricole, assujetti facultatif, le bénéfice de la législation spéciale.

Elle ne pouvait plus prendre en considération le lien de subordination qui unit le travailleur salarié à l'employeur, ni admettre que ce dernier doit répondre de tout accident survenu sous ses ordres, en service commandé.

Ce critérium, très large et favorable à la victime, est inapplicable aux travailleurs indépendants ou aux chefs d'exploitation.

La Cour de cassation a dû y substituer la recherche d'un lien entre le travail professionnel, c'est-à-dire les occupations agricoles, et l'accident. « L'accident du travail » survenu à l'agriculteur personnellement assujetti n'est donc pas tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail, mais seulement celui qui est provoqué ou occasionné par l'exercice de la profession agricole, c'est-à-dire l'accident professionnel, seul garanti par l'assurance obligatoire prévue par la loi de 1922.

Les idées que nous venons d'exposer trouvent un appui décisif dans un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de cassation du 8 mars 1932. Cet arrêt rejette le pourvoi formé contre une décision de la Cour d'appel de Lyon (12) qui avait déclaré irrecevable la demande

(12) Lyon, 15 mars 1928, *Gaz. Pal.*, 1928-1-760.

en paiement de rentes formée par les ayants droit d'un exploitant assujetti facultatif décédé des suites d'un accident survenu « alors qu'il se livrait à une occupation ménagère distincte de tout travail agricole ». En l'espèce, la victime s'était très grièvement blessée en dépouillant un lapin domestique destiné à la nourriture de la famille.

La Chambre civile s'exprime en ces termes : « Attendu qu'à la vérité, aux termes de l'article 3 de la loi du 15 décembre 1922, les ouvriers agricoles, occupés occasionnellement à un emploi non agricole bénéficient, pour les accidents dont ils sont victimes au cours de cette autre occupation, de la législation sur les accidents du travail, mais que cette extension a été spécialement édictée en faveur des personnes visées à l'article 1^{er} de ladite loi, tenues, par le lien de subordination qui les unit au chef d'entreprise, à obéir aux ordres de celui-ci ;

Qu'elle ne saurait être invoquée par l'exploitant lui-même, uniquement garanti par son assurance contre les accidents qui lui surviennent par le fait ou à l'occasion du *travail agricole* » (13).

Le critérium de l'accident professionnel pour déterminer l'accident du travail survenu à un exploitant agricole assujetti facultatif a été maintenu par d'autres arrêts de la Cour de cassation. Dans un arrêt du 20 novembre 1935, la Chambre civile n'a fait produire effet au contrat d'assurance qui protégeait l'agriculteur en vertu de l'article 4 de la loi du 15 décembre 1922, que parce que l'accident était survenu à l'occasion d'un tra-

(13) Civ., 8 mars 1932, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1932-587 et note de M. A. Rouast,

vail agricole et non d'une simple occupation ménagère (14).

Ces décisions de la Cour de cassation éclairent d'une façon particulièrement vive la différence fondamentale que nous avons signalée entre l'assujettissement à la législation des accidents du travail des ouvriers, employés ou domestiques travaillant sous l'autorité d'un employeur et l'assujettissement personnel de l'exploitant au moyen d'un contrat d'assurance.

En conclusion, il y a lieu de considérer comme une extension de la loi sur le risque professionnel dérogatoire au droit commun de la responsabilité, les dispositions de la loi du 15 décembre 1922 qui soumettent ou permettent de soumettre à la législation spéciale les accidents qui frappent des travailleurs, salariés ou non, soumis à l'autorité d'un employeur. Mais les dispositions de la même loi, qui permettent au chef d'exploitation de se placer personnellement sous l'empire de la législation du risque professionnel à raison des accidents dont il pourrait être victime dans son travail, ne sauraient être considérées que comme une faveur exceptionnelle consentie aux agriculteurs.

III

Conditions d'application de l'adhésion facultative dans les professions agricoles

L'article 4 de la loi du 15 décembre 1922 précise que la législation des accidents du travail devient applicable aux assujettis facultatifs des professions agricoles « dans les conditions déterminées par la loi du 18 juillet 1907 ». Or cette loi contient des dispositions de forme et des dispositions de fond.

(14) Civ., 20 nov. 1935, *Gaz. Pal.*, 1936-1-28.

Il ne fait pas de doute que les dispositions de fond doivent s'appliquer : elles déterminent la portée de l'adhésion ; elles prévoient l'acceptation nécessaire des salariés eux-mêmes ; elles laissent au patron assujetti bénévole la possibilité de retirer son adhésion. Ce retrait ne peut toutefois avoir d'effet à l'égard des ouvriers qui ont adhéré à la loi, que moyennant leur acceptation.

En conséquence, l'exploitant assujetti facultatif doit recueillir l'adhésion des membres de sa famille travaillant avec lui et celle de ses collaborateurs occasionnels. En cas de résiliation de l'assurance par le patron, les employés ne profitent plus évidemment des dispositions de la police souscrite en leur faveur. Toutefois le décret du 29 juillet 1923, article 2, prévoit qu'« au cas de résiliation du contrat d'assurance, celle-ci devra être notifiée par celle des parties intéressées qui en aura pris l'initiative, par lettre recommandée au maire de la commune ». Cette résiliation emporte cessation d'adhésion à la législation des accidents du travail à partir du moment où le contrat d'assurance ne produit plus effet.

A l'inverse des dispositions de fond prévues par la loi de 1907, les conditions de forme exigées par cette loi ne sont pas applicables en cas d'assujettissement facultatif dans les professions agricoles. En effet, l'article 4, paragraphe 3 de la loi du 15 décembre 1922 prévoit un décret spécial pour régler, en ce cas, les formalités de l'adhésion. Celles-ci ont été, en fait, déterminées par le décret du 29 juillet 1923 (15). Ce décret prévoit notamment une déclaration de l'agriculteur à la mairie

(15) « Décret déterminant les formalités à accomplir par les exploitants visés à l'article 4 de la loi du 15 décembre 1922 étendant aux exploitations agricoles la législation des accidents du travail qui adhèrent, pour eux et pour leur famille et leurs collaborateurs occasionnels, à cette législation », 29 juil. 1923 (*J. Off.* du 30 août 1923). *D. P.*, 1923-4-318.

du siège de la principale exploitation et il donne le modèle réglementaire de cette déclaration.

Il est hors de doute que cette formalité soit une condition essentielle de l'assujettissement facultatif. Si l'exploitant n'a pas fait à la mairie la déclaration prescrite, il ne saurait être considéré comme soumis à la législation spéciale dans les termes de l'article 4 de la loi du 15 décembre 1922, quand bien même il aurait souscrit une police d'assurance à cet effet.

On a même pu se demander si l'omission de la déclaration n'entraînait pas la nullité du contrat d'assurance.

Un argument de texte pouvait incliner à soutenir l'affirmative. En effet, l'article 3 du décret du 29 juillet 1923 déclare que « les polices d'assurances souscrites en vue de l'application de l'article 4 de la loi du 15 décembre 1922 devront stipuler qu'elles ne prendront effet qu'à dater de la déclaration d'adhésion telle qu'elle est définie à l'article 1^{er} ». On pouvait déduire de ce texte qu'en l'absence de toute déclaration de l'exploitant à la mairie, le contrat d'assurance était sans effet. C'est en ce sens que statua la Cour d'appel d'Angers le 16 mai 1933.

L'espèce était la suivante : Un petit exploitant agricole, non assujetti à la loi de 1922, avait contracté une assurance contre les accidents du travail en faveur des membres de sa famille travaillant avec lui. Il omit de faire à la mairie la déclaration prescrite. Il payait les primes convenues depuis quatre ans, quand son fils fut victime d'un accident qui le laissa atteint d'une incapacité permanente partielle. Sur sa demande en paiement de rente, le blessé se vit opposer la nullité du contrat d'assurance souscrit en sa faveur. La Cour d'Angers, saisie du litige, déclara que l'accident n'était pas couvert par la police d'assurance, par ce motif que

l'assuré n'avait pas fait à la mairie la déclaration d'adhésion prescrite par le décret du 29 juillet 1923. Mais la Cour de cassation n'a pas accueilli cette solution : elle a cassé la décision de la Cour d'appel d'Angers en déclarant « qu'aucune disposition de la loi n'édicte la nullité d'un contrat d'assurance portant adhésion à la loi du 15 décembre 1922, encore bien qu'il n'ait pas été suivi de la déclaration à la mairie prescrite par le décret susvisé » (16).

La question se trouve donc aujourd'hui tranchée dans le sens de la validité du contrat d'assurance.

§ 3. — ASSUJETTISSEMENT FACULTATIF A LA LÉGISLATION
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL
EN DEHORS DE TOUTE FORMALITÉ LÉGALE

La Cour de cassation admet la validité de la convention d'assurance-loi de 1898 passée au profit de personnes non assujetties à la législation des accidents du travail. Ni la Chambre des requêtes (17), ni la Chambre Civile (18) n'ont cru devoir retenir l'objection que de telles conventions ont lieu en marge des lois des 18 juillet 1907 et 15 décembre 1922 qui ont prévu des formes particulières d'adhésion pour ceux qui ne sont pas assujettis à la législation spéciale.

Ces conventions sont valables car aucune disposition de loi n'édicte la nullité d'un contrat d'assurance emportant adhésion à la législation des accidents du travail. Tel est le principe formulé par la Cour de cassation : nous ne le contestons pas. Mais les difficultés apparais-

(16) Civ., 12 janv. 1937, *D. H.*, 1937-135, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1937-342 et note A. Rouast.

(17) Req., 7 nov. 1934, 2 arrêts, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1935, p. 128, note A. Rouast.

(18) Civ., 12 janv. 1937, précité.

sent dès qu'il s'agit de préciser la portée de cette convention d'assurance déclarée valable.

Faut-il admettre qu'en dehors d'un texte législatif spécial, qu'en l'absence des formalités prescrites par la loi à cet effet, un contrat d'assurance puisse placer sous l'empire de la législation des accidents du travail des accidents qui n'en relèvent pas ? Faut-il, au contraire, limiter la portée de la convention à l'obligation de l'assureur de payer au bénéficiaire du contrat, en contrepartie des primes perçues, des indemnités égales à celles que prévoit la loi de 1898, les dispositions d'ordre public de cette loi n'étant pas mises en jeu et le droit commun de la responsabilité restant applicable ?

La Chambre des requêtes de la Cour de cassation s'est prononcée, dans deux arrêts rendus le 7 novembre 1934, en faveur de la première solution. Elle a déclaré possible, par le seul effet du contrat d'assurance et en dehors de tout texte législatif particulier ou de toute formalité légale, l'assujettissement aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 d'accidents non protégés.

Ces deux arrêts rejettent les pourvois formés par la même compagnie d'assurance contre deux décisions de la Cour d'appel d'Alger du 30 mai 1933. Ces décisions étaient rendues au profit de deux employés d'une même commune non assujettis à la législation des accidents du travail, mais protégés par une police d'assurance souscrite par la commune en faveur de tous ses ouvriers et employés. Il était en particulier stipulé dans la police que les accidents qui ne se trouveraient pas sous le coup de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes seraient néanmoins réglés sur les bases desdites lois. Le contrat d'assurance a été déclaré valable.

Le second de ces arrêts présente un intérêt tout particulier parce que la Cour de cassation y prend nette-

ment position. Dans cette seconde espèce la Cour d'Alger avait admis la victime à se prévaloir des dispositions de la loi de 1898, y compris les règles de procédure propres à cette loi, pour intenter contre la compagnie d'assurance une action en revision de rente. Le pourvoi formé contre cette décision reprochait à l'arrêt attaqué d'avoir rejeté l'exception d'irrecevabilité opposée par la compagnie d'assurance, commis trois experts pour rechercher le salaire annuel de la victime et trois médecins pour déterminer la nature et les conséquences de la lésion, alors qu'une convention avait déterminé l'indemnité due au blessé et que, par suite, son salaire ne pouvait être évalué à une somme supérieure.

La Chambre des requêtes de la Cour de cassation rejette le pourvoi par les motifs suivants : « Attendu que la police susvisée *ayant placé sous l'empire de la législation sur les accidents du travail* des accidents qui n'en relevaient pas, la Cour d'Alger était appelée à apprécier les conditions dans lesquelles cette législation était applicable à l'espèce ; qu'elle a usé de son droit souverain d'appréciation en décidant, d'après les termes ambigus de la police et la commune intention des parties, que la convention qui avait réglé amiablement le montant de la rente allouée par la compagnie d'assurance était *nulle de plein droit comme contrevenant à l'article 30 de la loi du 9 avril 1898* et que, pour réclamer une rente correspondant à son degré d'invalidité aggravée, la victime *avait pu recourir valablement à la procédure instituée par la loi précitée.* »

Cet arrêt donne au contrat d'assurance une portée considérable. Nous ne sommes plus en présence d'une simple convention d'assurance tendant à garantir aux victimes d'accidents les mêmes indemnités que celles de la loi de 1898. Les bénéficiaires de la police qui étend à

des cas non prévus par la loi le régime de la législation des accidents du travail sont alors admis à se prévaloir des dispositions de cette législation. C'est ainsi qu'ils peuvent invoquer l'article 30 de la loi de 1898 pour faire annuler une transaction contraire à cette loi et qu'ils auraient consentie. C'est ainsi également qu'ils peuvent « recourir valablement à la procédure instituée par la loi précitée ». Ces solutions sont expressément adoptées par le second arrêt rendu par la Chambre des requêtes le 7 novembre 1934. Si on les admet, il semble qu'il n'y ait aucune raison valable de ne pas appliquer purement et simplement à l'accident couvert par une assurance-loi de 1898 toutes les dispositions de la législation spéciale. Il faudrait décider, en conséquence, que le mécanisme du fonds de garantie peut être mis en jeu et admettre l'obligation, pour les tiers responsables de l'accident, de verser l'indemnité due sous forme de rente servie par la Caisse nationale des retraites.

Sans doute cette solution ne rend-elle pas inutiles les lois des 18 juillet 1907 et 15 décembre 1922. Ces lois qui ont prévu les formes d'adhésion à la législation des accidents du travail pour les personnes qui ne sont pas assujetties conservent l'avantage de faire jouer cette législation en dehors de toute assurance ou indépendamment des clauses de la police.

La portée donnée au contrat d'assurance par la Chambre des requêtes de la Cour de cassation nous paraît néanmoins excessive. Il nous semble difficile d'admettre qu'une convention, même comportant stipulation pour autrui, puisse, sans texte spécial, mettre en jeu une législation d'exception dont les dispositions sont d'ordre public.

Il serait préférable de faire une distinction : on peut admettre la validité du contrat d'assurance qui garantit

aux victimes d'accidents les indemnités prévues par la loi de 1898. Aucun texte de loi n'interdit en effet pareille convention, qui reste en dehors des règles de la législation sur les accidents du travail. Il convient, au contraire, de n'admettre l'assujettissement facultatif à la législation spéciale que dans la mesure où les formalités prescrites par les lois des 18 juillet 1907 et 15 décembre 1922 ont été observées.

En faveur de cette conception on peut invoquer une décision toute récente de la Cour de cassation. Nous avons déjà signalé cet arrêt, rendu le 12 janvier 1937 par la Chambre civile au rapport de M. le conseiller Henri GAZIER. Il y est précisé que « si à l'égard des assujettis facultatifs à la loi du 15 décembre 1922, *la déclaration d'adhésion à la mairie est, aux termes du décret du 29 juillet 1923, une condition de leur assujettissement à la loi*, le défaut de cette déclaration ne saurait, à moins de stipulations contraires expressément formulées, soustraire une compagnie d'assurances au paiement des indemnités prévues par la loi et auxquelles sa police l'engage envers ceux au profit desquels son co-contratant s'est assuré ».

Sans doute la Chambre civile n'a-t-elle pas eu à se prononcer, dans cet arrêt, sur la portée exacte de la convention d'assurance, puisque seule était posée, en l'espèce, la question du paiement des indemnités prévues. Elle n'en précise pas moins, cependant, que la déclaration d'adhésion prescrite par le décret de 1923 est « une condition de l'assujettissement à la loi ».

Il semble donc que, sans trancher nettement la question, l'arrêt du 12 janvier 1937 marque un certain recul par rapport à la solution adoptée par la Chambre des requêtes en 1934.

Peut-être peut-on encore considérer, malgré la décision de la Chambre civile, « qu'à côté de l'adhésion réglementée il existe une adhésion libre qui consiste purement et simplement dans une assurance (19) ». Mais l'arrêt du 12 janvier 1937 contient une restriction qui pourrait bien orienter les décisions ultérieures de la Cour de cassation vers une solution sensiblement différente, adoptant la distinction que nous avons crû devoir faire : le contrat d'assurance est valable et oblige l'assureur au paiement des indemnités stipulées, mais il ne saurait avoir pour effet, en dehors d'un texte spécial, de placer sous l'empire de la loi du 9 avril 1898 des accidents qui n'en relèvent pas.

(19) V. la note de M. A. Rouast sous Civ., 12 janv. 1937, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1937-342.

CONCLUSION

La législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles est une législation d'exception, à caractère d'ordre public. Elle déroge au droit commun à un triple chef : elle édicte une procédure spéciale, elle organise un système de garanties particulier pour le paiement des indemnités, elle crée enfin un droit nouveau de la responsabilité dans le monde du travail.

C'est à l'examen de cette responsabilité spéciale que nous avons consacré notre ouvrage. Nous nous sommes attaché à l'étude des rapports nouveaux établis entre le chef d'entreprise et son ouvrier par la loi sur le risque professionnel.

Un principe général domine les rapports du patron et de son subordonné victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle : l'exclusion de la responsabilité de droit commun.

Cette exclusion est absolue : l'article 2 de la loi du 9 avril 1898 interdit formellement à l'ouvrier protégé de se prévaloir d'aucune disposition étrangère à cette loi. Cet assujettissement obligatoire au régime forfaitaire de la réparation est la contre-partie du risque nouveau mis à la charge du patron.

L'exclusion de la responsabilité de droit commun dans la législation des accidents du travail et des maladies professionnelles a, de plus, un caractère d'ordre public. Elle s'impose aux parties en présence : celles-ci ne peuvent pas s'y soustraire par contrat : toute convention contraire est déclarée nulle de plein droit par l'article 30 de la loi.

La conséquence de ce principe, affirmé en termes explicites par le législateur, est que jamais le travailleur

protégé, victime d'un accident du travail au sens de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 ou d'une maladie professionnelle visée à l'article 2 de la loi du 25 octobre 1919, ne peut invoquer contre son patron les articles 1382 et suivants du Code civil.

Cette interdiction faite à la victime d'intenter une action en responsabilité en vertu du droit commun protège, en premier lieu, le patron débiteur légal de l'indemnité forfaitaire. Elle profite également aux ouvriers et préposés de l'employeur, auteurs de l'accident : ceux-ci ne peuvent, aux termes de l'article 7, paragraphe 1^{er} de la loi de 1898, être poursuivis par leur camarade de travail sur le fondement de l'article 1382 du Code civil. Le recours de droit commun réservé à la victime par l'article 7 ne peut atteindre que les tiers étrangers à l'entreprise.

Tel est, avec ses conséquences, le principe de l'exclusion de la responsabilité de droit commun dans la législation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Il a été appliqué par la Cour de cassation avec logique et fermeté. Nous avons examiné au chapitre III les solutions extrêmes auxquelles a été entraînée la Cour suprême par l'application de ce principe. Le point culminant de cette jurisprudence a été l'arrêt des Chambres réunies de la Cour de cassation du 8 juin 1928 qui a déclaré irrecevable l'action en responsabilité de droit commun intentée par l'ouvrier victime, sur le lieu du travail, d'un attentat criminel du préposé du patron.

Nous n'avons pas fait nôtre le reproche d'iniquité que certains ont cru pouvoir adresser à la Cour suprême à l'occasion de cette décision. Ce reproche est gratuit : nous avons montré qu'en présence des textes formels des articles 2 et 7 de la loi du 9 avril 1898, la Cour

de cassation ne pouvait pas, sans méconnaître la loi, adopter la thèse défendue par les Cours d'appel d'Alger et d'Aix.

De toutes façons, l'arrêt des Chambres réunies du 8 juin 1928 a définitivement supprimé toute controverse sur la portée de l'article 2. Cette portée est générale : le principe de l'exclusion de la responsabilité de droit commun produit un effet absolu toutes les fois que l'accident relève de la législation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Par contre, si l'accident est survenu à un travailleur non protégé, ou si l'affection dont se plaint l'ouvrier assujetti n'est pas un accident au sens de la loi de 1898 ou une maladie professionnelle prévue par les lois de 1919 et de 1931, on ne saurait faire appel à la législation spéciale. En conséquence, le principe de l'exclusion du droit commun est inapplicable dans ces hypothèses, et rien n'empêche alors la victime de se prévaloir des dispositions des articles 1382 et suivants du Code civil.

Ce sont ces deux idées, absolument conformes au texte et à l'esprit de la loi du 9 avril 1898, qui ont inspiré les solutions que nous avons préconisées dans les diverses questions examinées au cours de cet ouvrage.

Le principe de l'exclusion du droit commun de la responsabilité posé à l'article 2 de la loi pouvait sans doute se défendre en 1898. Nous avons nous-même admis qu'il avait été, dans l'esprit du législateur, un caractère essentiel de la loi sur le risque professionnel, parce qu'il constituait avec le principe de la réparation forfaitaire la contre-partie de l'extension de la responsabilité du chef d'entreprise. On pouvait admettre, en 1898, qu'en compensation des avantages appréciables retirés par les travailleurs d'une responsabilité patronale exceptionnellement étendue, les victimes d'accidents dus-

sent renoncer à se prévaloir du droit commun dans les cas, en somme peu nombreux, où elles pourraient être à même de prouver une faute du patron.

Nous avons vu, cependant, au cours de cette étude, à quelles solutions extrêmes, à quelles iniquités même pouvait conduire l'application stricte de l'article 2 de la loi (1).

Or, actuellement, au terme de l'évolution de la jurisprudence sur la responsabilité du fait des choses inanimées, l'application de l'article 1384 Code civil à la matière des accidents du travail aurait pour effet de rendre le patron responsable dans la plupart des cas. La situation est donc changée. L'œuvre transactionnelle de la loi du 9 avril 1898 tourne aujourd'hui, contrairement à l'esprit qui a inspiré cette loi, à l'avantage des employeurs.

Il n'y a aucune raison valable de priver du bénéfice de l'évolution du droit de la responsabilité des travailleurs qui, au nombre de près d'un million par an, sont victimes d'accidents en service commandé (2). Et cependant il faut bien reconnaître que c'est à ce résultat, pour le moins inattendu, que conduit, de nos jours, par l'appli-

(1) Il faut également considérer que, quelle que soit la gravité de l'accident, la victime n'a droit à une pension que dans la mesure où sa capacité de travail se trouve réduite. Un cas particulièrement pénible a été soumis au Tribunal civil de la Seine le 13 novembre 1905. Malgré la gravité exceptionnelle des blessures et la perte irréparable éprouvée par la victime, le tribunal n'en a pas moins statué en ces termes : « Attendu que les lésions subies par le jeune X... laissant à ce jeune homme une capacité entière pour les travaux de sa profession, aucune rente ne peut lui être allouée. » (*Rec. acc. trav.*, 1906, p. 63).

(2) V. statistiques publiées par le ministère du Travail. On trouvera au *Bull. min. trav.* 1936 (juill., août, sept.), p. 316, la statistique pour l'année 1934 des accidents déclarés dans les professions soumises à la législation sur les accidents du travail.

V. aussi Caloni (Pierre), « La statistique des accidents et l'organisation pour la prévention » (Syndicat général de garantie des Chambres Syndicales du Bâtiment et des Travaux Publics). — Alison, « La prévention des accidents du travail », thèse, Nancy, 1929.

cation de son article 2, la loi du 9 avril 1898, conçue et votée pour favoriser les victimes du travail.

*
**

Nous avons indiqué, au début de cet ouvrage, les liens de dépendance existant entre le caractère forfaitaire de la responsabilité patronale et le principe de l'exclusion du droit commun posé à l'article 2 de la loi. Mais nous avons montré aussi que les bases ayant servi à l'établissement du forfait légal étaient aujourd'hui modifiées du fait de l'extension donnée par la jurisprudence à l'article 1384 du Code civil. Nous avons ensuite exposé, dans l'étude de quelques questions particulières, les solutions auxquelles conduit l'application du principe de l'exclusion du droit commun de la responsabilité.

Ce principe, avec la portée générale que lui a donné le législateur, aboutit aujourd'hui à fausser les bases du forfait établi en 1898. De plus il conduit parfois, et tout spécialement en cas d'attentat criminel contre l'ouvrier, à des solutions inadmissibles.

Une réforme législative s'impose.

De nombreux projets de refonte de la loi du 9 avril 1898 ont été proposés. Tous tendent à rétablir l'équilibre des éléments du forfait, actuellement rompu au détriment des victimes du travail, par l'augmentation du taux des indemnités allouées en cas d'accident. Le projet voté par la Chambre des députés en 1927 contient en particulier une réforme très sérieuse de la loi en ce sens. Le caractère transactionnel et forfaitaire de la loi de 1898 serait ainsi maintenu.

Nous apprécions les mérites que présenterait cette réforme et il est à regretter que l'hostilité du Sénat ait, depuis 1927, privé près de dix millions de victimes du

travail des taux d'indemnité plus équitables adoptés par la Chambre des députés. On ne dénoncera jamais assez, en particulier, les chiffres extrêmement réduits auxquels aboutit le calcul des rentes par l'application des textes actuels, de même que la disposition déconcertante de l'article 4 qui évalue « à la somme de deux cents francs (200 francs) au maximum » les frais funéraires dus en cas d'accident mortel.

Malheureusement le projet de 1927 semble délaissé dans un passé déjà loin, d'autres moins complets ont vu le jour. Mais le temps passe, les accidents du travail frappent journellement un nombre considérable de salariés, sans qu'un texte de loi vienne accorder aux victimes ou à leurs ayants-droit une réparation plus équitable.

L'article 2, § 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 continue à priver les ouvriers et employés atteints dans leur travail de tout recours au droit commun de la responsabilité.

On peut se demander, dans ces conditions, s'il ne conviendrait pas d'envisager la suppression de cet article qui a pour résultat de faire aux victimes d'accidents du travail une situation plus dure que celle qui résulte pour les autres personnes des dispositions des articles 1382 et suivants du Code civil.

On pourrait aujourd'hui défendre la solution qui accorderait dans tous les cas à la victime de l'accident une option entre l'action spéciale de la loi de 1898 et l'action en responsabilité suivant le droit commun.

Sans doute jusqu'à une époque toute récente une telle réforme a pu paraître hardie. De nos jours encore on lui objecterait certainement qu'indépendamment des charges nouvelles qu'elle ferait peser sur l'économie nationale elle constituerait à l'égard des ouvriers un avantage sans contre-partie, détruisant le caractère transactionnel

de la loi (3), et qu'elle serait la source de procès innombrables.

Ces objections ne sont peut-être pas décisives : une expérience récente vient de montrer la souplesse des données économiques ; d'autre part, le droit de la responsabilité n'est pas immuable : l'évolution de la jurisprudence dans l'application de l'article 1384 du Code civil en est une preuve remarquable, et la loi de 1898 elle-même a été considérée par certains, lors de sa promulgation, comme un hérésie juridique. On peut présumer, enfin, que le nombre des procès ne serait sensiblement accru que dans les cas d'accidents graves (incapacité permanente ou mort), lesquels ne constituent, heureusement, qu'un pourcentage relativement peu élevé.

Du reste, une telle réforme ne ferait que reprendre une disposition que la Chambre des députés n'a pas craint d'adopter, voici plus d'un demi-siècle déjà, dans sa séance du 24 octobre 1884 (4).

L'option laissée à la victime d'un accident entre l'action spéciale de la loi de 1898 et l'action en responsabilité selon le droit commun apparaît donc comme une solution très défendable. Peut-être même, à défaut d'un texte législatif, verrons-nous prochainement la solution que nous venons d'indiquer adoptée par accord des intéressés dans des conventions collectives de travail.

Cette éventualité semble, en effet, pouvoir être envisagée malgré l'article 30 de la loi du 9 avril 1898. Elle résulte de la loi du 24 juin 1936 « modifiant et complétant le chapitre IV bis du titre II du livre 1^{er} du Code du travail (De la convention collective de travail) ». Ce

(3) Sur cette question, v. Esmein (Paul), « Trois problèmes de responsabilité civile », *Rev. trim. droit. civ.*, 1934, p. 334.

(4) Ch. des députés, séance du 24 oct. 1884, *Journ. off.* du 25, Déb. parl., p. 2.103.

texte précise que si les conventions collectives ne doivent pas contenir de dispositions contraires aux lois et règlements en vigueur, elles peuvent cependant stipuler des dispositions plus favorables.

Or l'option laissée à la victime de l'accident du travail étant, de toute évidence, plus favorable que le régime du forfait, puisqu'elle le contient, rien ne semble devoir s'opposer à ce qu'une telle stipulation figure à l'avenir dans les conventions collectives de travail.

Peut-être serait-ce là le prélude d'une modification législative souhaitable. Une réforme accomplie en ce sens rendrait à la loi du 9 avril 1898 son caractère de loi protectrice des travailleurs qu'il est peut-être difficile de lui reconnaître encore aujourd'hui, lorsqu'on la compare au droit commun de la responsabilité actuellement en vigueur.

Vu :
LE DOYEN,
E. ALLIX.

Vu :
LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
ANDRÉ ROUAST.

Vu et permis d'imprimer :
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
S. CHARLETY,

BIBLIOGRAPHIE

- ARGENCE (P.). — L'évolution de la législation et de la jurisprudence relatives aux accidents du travail. *Rev. crit. législ. jurispr.* (janvier-avril 1936).
- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 5^e édit., par Rau, Falcimaigne, Gault et Et. Bortin, 12 vol.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Traité théorique et pratique de droit civil. Du louage. 3^e édit., 1907.
- BESSON (André). — Cas fortuit et force majeure dans les accidents d'automobiles. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931.
- CABOUAT. — Traité des accidents du travail. 2 vol. 1901-1907, complétés par 2 vol. sur l'Extension du risque professionnel, 1914-1916.
- CALONI (Pierre). — La statistique des accidents et l'organisation pour la prévention (Syndicat général de garantie des Chambres syndicales du Bâtiment et des Travaux Publics).
- CAPITANT (Henri). — Les accidents du travail survenus aux enfants de moins de treize ans (Rapport présenté à l'Association Nationale française pour la protection légale des travailleurs (Assemblée Générale du 7 avril 1913). Paris, 1913.
Notes au *Dalloz* (*D. P.*, 1918-1-25 ; 1922-2-17).
- CAPITANT et CUCHE. — Précis de législation industrielle, 3^e édit., 1933.
- CHAUVEAU, Sénateur. — Rapport fait au nom de la Commission de l'Hygiène, de l'Assistance, de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.
- DUFOURNET (J.). — Guide pratique et formulaire sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Paris, 1936.

ESMEIN (Paul). — Les principes de la responsabilité délictuelle (*Rev. crit. légis. jurispr.*, 1932, pp. 458-468).

Le fondement de la responsabilité contractuelle rapproché de la responsabilité délictuelle (*Rev. trim. dr. civ.*, 1933, pp. 627-692).

Trois problèmes de responsabilité civile : Causalité, concours des responsabilités, conventions d'irresponsabilité (*Rev. trim. dr. civ.*, 1934, pp. 317-369).

FÉDÉRATION NATIONALE DES MUTILÉS ET INVALIDES DU TRAVAIL. — (B. MARCET, secrétaire), Projet de refonte de la loi du 9 avril 1898.

JOSSERAND (Louis). — La responsabilité du fait des choses inanimées. Paris, 1897.

LALOU (Henri). — La responsabilité civile. 2^e éd., Paris. Notes au *Dalloz* (*D. P.*, 1932-2-77 et 1934-2-111).

LOUBAT. — Traité sur le risque professionnel. 3^e éd., 1907, 2 vol.

H. et L. MAZEAUD. — Traité théorique et pratique de la responsabilité délictuelle et contractuelle. 2 vol., 1931.

MICHEL (Léon). — La responsabilité civile des patrons envers les ouvriers en cas d'accident et la loi du 9 avril 1898. *Revue critique*, Paris, 1902.

PIC (Paul). — Traité élémentaire de législation industrielle. — La législation française des accidents du travail. Projets de réforme. Mélanges Carl WIELAND, Paris, 1934.

PICARD (Maurice). — *Revue Générale des Assurances Terrestres* (Revue paraissant tous les deux mois. Première année, 1930. Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence).

La responsabilité des accidents causés par les automobiles. Paris, 1932.

PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français :
T. I, Les Personnes, par R. SAVATIER.
T. VI, Les obligations, par P. Esmein.

ROUAST (André). — L'heure et le lieu du travail et la notion de risque professionnel. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, pp. 512 et suiv.

— Articles dans *Rev. gén. ass. terr.*, spécialement la rubrique : Accidents du travail.

— Le risque professionnel et la jurisprudence française. Mélanges Gény, 1935.

ROUAST (A.) et GIVORD (M.). — Traité du droit des accidents du travail et des maladies professionnelles. Paris, 1934.

SACHET (Adrien). — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, 8^e édit.

t. I, 1934, par François CASTEIL.

t. II, 1936, par Henri GAZIER.

t. III, 1937, par Henri GAZIER.

SAINCTELETTE. — Responsabilité et garantie. Bruxelles, 1884.

SARRUT (Louis). — Note au *Dalloz* (*D. P.*, 1903-1-105).

SAUZET. — Responsabilité des patrons. *Revue critique*, 1883, pp. 596 et 608.

RECUEILS

Dalloz (*D. P.* et *D. H.*).

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

Recueil Périodique des Assurances.

Recueil spécial des accidents du travail.

Sirey.

REVUES

Revue Générale des assurances terrestres, publiée par Maurice PICARD (Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris).

Revue Générale des assurances sociales et des accidents du travail (Revue CANTINIAU).

Revue critique de législation et de jurisprudence.

Revue trimestrielle de droit civil.

Revue Juridique de la Fédération Nationale des Mutilés et Invalides du Travail.

THESES

ADRIAN (B.). — Les projets de réforme de la législation des accidents du travail. Lyon, 1932.

ALISON. — La prévention des accidents du travail. Nancy, 1929.

BONEILL (Jean). — Responsabilité de droit commun et accident du travail imputable au fait d'un tiers étranger à l'entreprise. Lille, 1935.

LABOULAYE (Martial de). — De la responsabilité du tiers en matière d'accident du travail. Dijon, 1928.

- LAUGIER (Lucien). — Contribution aux projets de refonte de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Toulouse, 1935.
- NORDEMANN (Robert). — De l'action contre le tiers responsable d'un accident du travail. Paris, 1935.
- RADOUANT. — Du cas fortuit et de la force majeure. Paris, 1920.
- SALVY (G.-H.). — Le risque professionnel et l'article 1382 du Code civil. Etude sur le fondement de la responsabilité en matière d'accidents du travail. Paris, 1910.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Intérêts du sujet</i>	9
<i>Section I.</i> — Le principe de l'exclusion de la responsabilité de droit commun et les caractères essentiels de la loi du 9 avril 1898	11
§ 1. Caractère objectif de la responsabilité	12
§ 2. Caractère forfaitaire de la responsabilité...	13
§ 3. Caractère autonome de la responsabilité. Principe de l'exclusion de la responsabilité de droit commun	19
<i>Section II.</i> — Intérêts du sujet	22
CHAPITRE PREMIER. — <i>Contrat de travail nul ou annulable</i> ..	35
<i>Généralités.</i> — Nullités susceptibles d'entacher le contrat de travail	37
<i>Section I.</i> — Nullité relative du contrat de travail ..	40
§ 1. Incapacité des parties	41
§ 2. Vices du consentement	42
<i>Section II.</i> — Nullité absolue du contrat de travail ..	45
§ 1. Accident survenu dans l'exécution d'un contrat de travail conclu en violation d'une disposition légale ou réglementaire ayant un caractère d'ordre public	47
I. — Contrat conclu en violation des articles 1 à 3, livre II du Code du travail	47
II. — Contrat de travail conclu en violation de la loi du 11 août 1926 sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère (art. 64, 98 et 172, livre II, Code du travail)	52
§ 2. Accident survenu dans l'exécution d'un contrat de travail qui entraîne un manquement à une obligation imposée par une disposition d'ordre public	55

	Pages
<i>Section III. — Le principe de l'exclusion de la responsabilité de droit commun en cas de nullité du contrat de travail</i>	60
§ 1. Appréciation de la jurisprudence en matière de nullité du contrat de travail	60
§ 2. Principe de l'exclusion de la responsabilité de droit commun et nullité du contrat de travail	65
 CHAPITRE II. — <i>Maladies contractées pendant le travail mais non classées comme maladies professionnelles</i>	71
<i>Section préliminaire. — Réparation d'un préjudice n'ayant pas sa cause juridique dans un accident du travail</i>	73
<i>Section I. — Domaine d'application de la législation des maladies professionnelles</i>	75
<i>Section II. — Controverse sur l'application ou l'exclusion du droit commun</i>	80
§ 1. Solution favorable à l'application du droit commun	81
§ 2. Solution favorable à l'exclusion du droit commun	83
§ 3. — Appréciation des diverses solutions admises	87
Possibilité pour l'ouvrier qui a subi un dommage ne résultant pas d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle d'agir contre son patron dans les termes du droit commun	87
 CHAPITRE III. — <i>Faute intentionnelle du patron ou de ses ouvriers et préposés</i>	97
Généralités sur l'article 20 de la loi du 9 avr. 1898	99
<i>Section I. — Controverse sur la portée des articles 2 et 7 combinés en cas d'accident du travail dû à la faute intentionnelle du patron ou de ses ouvriers et préposés</i>	105

	Pages
<i>Section II. — L'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 et le délit intentionnel du patron ou de ses ouvriers et préposés</i>	117
§ 1. Crime ou délit intentionnel des ouvriers et préposés	119
2. Crime ou délit intentionnel du chef d'entreprise	122
CHAPITRE IV. — <i>Effet de la Force Majeure</i>	129
<i>Généralités</i>	131
<i>Section I. — Les solutions jurisprudentielles en cas d'accident dû à la force majeure</i>	133
§ 1. Retour à la responsabilité de droit commun en cas d'accident dû aux forces de la nature ..	133
§ 2. — Conditions de l'exonération du patron ..	140
<i>Section II. — Critique de la jurisprudence</i>	144
§ 1. Opinions favorables au système de la jurisprudence	144
§ 2. Opinions hostiles à la solution de la jurisprudence. — L'accident survenu pendant le travail et dû aux forces de la nature est un accident survenu « à l'occasion du travail » ..	146
§ 3. Appréciation de la thèse défendue par la Cour de Cassation	149
CHAPITRE V. — <i>Application contractuelle de la loi</i>	153
<i>Section I. — Conventions dérogatoires à la loi du 9 avril 1898</i>	156
§ Nullité des conventions entre patron et ouvrier avant l'accident	156
§ 2. Validité partielle des conventions postérieures à l'accident	162
I. — Nullité absolue des conventions postérieures à l'accident et ayant pour objet la fixation des rentes	162
II. — Validité de l'accord réglant postérieurement à l'accident le montant des petites indemnités	164

	Pages
<i>Section II. — Assujettissement facultatif à la législation des accidents du travail</i>	167
§ 1. Faculté d'adhésion à la législation des accidents du travail résultant de la loi du 18 juillet 1907	168
I. — Assujettissement volontaire de l'employeur	171
II. — Acceptation des employés	171
III. — Cessation de l'assujettissement	173
§ 2. Assujettissement facultatif à la législation des accidents du travail dans les professions agricoles (Loi du 15 déc. 1922, art. 4)	174
I. — Nécessité d'un contrat d'assurance..	178
II. — Assujettissement obligatoire et adhésion facultative	180
III. — Conditions d'application de l'adhésion facultative dans les professions agricoles	184
§ 3. Assujettissement facultatif à la législation des accidents du travail en dehors de toute formalité légale	187
CONCLUSION	193

Imprimerie

H. JEHAN

Gaillon

France

::

